

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

4 DÉCEMBRE 1998

PROPOSITION DE LOI

**complétant les articles 15^{bis} et 25
de la loi du 4 juillet 1989 relative à la
limitation et au contrôle des dépenses
électorales engagées pour les
élections des chambres fédérales,
ainsi qu'au financement et à la
comptabilité ouverte des
partis politiques**

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR
M. Robert DELATHOUWER

(1) Composition de la commission : Voir p. 2.

Voir :

- 1084 - 96 / 97 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. Eerdeken et Charles Janssens.
- N° 2 à 5 : Amendements.
- N° 6 : Rapport.
- N° 7 : Texte adopté par la commission.
- N° 8 à 12 : Amendements.
- N° 13 : Avis du Conseil d'État.
- N° 14 à 18 : Amendements.
- N° 19 : Avis du Conseil d'État.
- N° 20 et 21 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 23 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

4 DECEMBER 1998

WETSVOORSTEL

**tot aanvulling van de artikelen 15^{bis}
en 25 van de wet van 4 juli 1989
betreffende de beperking en de
controle van de verkiezingsuitgaven
voor de verkiezingen van de
federale Kamers, de financiering
en de open boekhouding van
de politieke partijen**

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Robert DELATHOUWER

(1) Samenstelling van de commissie : Zie blz. 2.

Zie :

- 1084 - 96 / 97 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Eerdeken et Charles Janssens.
- N° 2 tot 5 : Amendementen.
- N° 6 : Verslag.
- N° 7 : Tekst aangenomen door de commissie.
- N° 8 tot 12 : Amendementen.
- N° 13 : Advies van de Raad van State.
- N° 14 tot 18 : Amendementen.
- N° 19 : Advies van de Raad van State.
- N° 20 en 21 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 23 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'assemblée plénière de la Chambre a décidé, le 15 juillet 1998, de renvoyer la proposition de loi n° 1084/1 en commission, afin d'examiner les amendements présentés après le dépôt du rapport.

Votre commission s'est réunie à cet effet les 15 et 16 juillet, 10, 17, 18, 19, 23, 24, 25 et 30 novembre et les 1^{er}, 2 et 3 décembre 1998.

I. — PROCÉDURE

1) Les 15 et 16 juillet 1998, la commission examine tant la procédure à suivre pour l'examen desdits amendements qu'un calendrier éventuel.

Eu égard au très grand nombre d'amendements présentés par les membres du *Vlaams Blok* au texte adopté antérieurement par la commission (voir Doc. n° 1084/9 à 11), *M. Eerdekens* se demande s'il ne s'impose pas, en l'occurrence, d'adapter le Règlement, afin de prévenir d'éventuels abus lors de l'examen de ces amendements.

Plusieurs membres jugent inopportun de modifier le Règlement de la Chambre à l'occasion de l'examen d'un dossier déterminé. En outre, une telle modification ne relève pas des compétences de la commission de l'Intérieur, qui est tenue d'organiser ses travaux conformément au Règlement en vigueur.

La commission ne peut que constater que la discussion des amendements ne pourra être clôturée avant les vacances parlementaires d'été. Compte tenu des délais à respecter en vue de permettre au Sénat d'exercer son droit d'évocation, la procédure parlementaire ne pourra de toute façon pas être terminée au cours de la session 1997-1998.

À la lumière de cette constatation, un certain nombre de membres suggèrent de demander au président de la Chambre de soumettre l'amendement n° 10 de

DAMES EN HEREN,

Op 15 juli 1998 besliste de plenaire vergadering van de Kamer het wetsvoorstel n° 1084/1 naar de commissie terug te zenden teneinde de na ronddeling van het verslag ingediende amendementen te bespreken.

Uw commissie vergaderde hierover op 15 en 16 juli, op 10, 17, 18, 19, 23, 24, 25 en 30 november en op 1, 2 en 3 december 1998.

I. — PROCEDURE

1) Op 15 en 16 juli 1998 besprak de commissie zowel de met betrekking tot de bespreking van deze amendementen te volgen procedure als een mogelijk tijdschema.

Gelet op het zeer aanzienlijke aantal amendementen dat door leden van de Vlaams Blok-fractie op de eerder door de commissie aangenomen tekst werd ingediend (zie Stukken n°s 1084/9 tot 11), vroeg *de heer Eerdekens* zich af of er zich *in casu* geen reglementsaanpassing opdrong om eventuele misbruiken bij de bespreking van deze amendementen te voorkomen.

Meerdere leden vonden het ongepast om, naar aanleiding van een welbepaald dossier, het Kamerreglement te wijzigen. Daarenboven behoort zulks niet tot de bevoegdheid van de commissie voor de Binnenlandse Zaken die haar werkzaamheden dient te organiseren binnen de klijntijnen van het vigerende Reglement.

Een en ander noopte *de commissie* ertoe vast te stellen dat men de bespreking van de amendementen niet zou kunnen afsluiten vóór het parlementaire zomerreces. De parlementaire procedure zou hoe dan ook niet tijdens de zitting 1997-1998 kunnen afgerond worden, gelet op de termijnen voor de uitoefening van het evocatierecht door de Senaat.

Deze vaststelling leidde een aantal leden tot de suggestie om de voorzitter van de Kamer te vragen amendement n° 10 van de heer Van Gheluwe c.s.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Janssens (Ch.).

A. — Membres titulaires :

C.V.P. MM. Brouns, De Crem, Mme Hermans, M. Vanpoucke.
P.S. MM. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).
V.L.D. MM. Cortois, Smets, Mme Van den Poel-Welkenhuyzen.
S.P. MM. Van Gheluwe, Vanvelthoven.
P.R.L.-MM. D'hondt (D.), Moer-
F.D.F. man.
P.S.C. M. Detremmerie.
VI. M. De Man.
Blok
Agalev/M. Viseur (J.-P.).
Ecolo

B. — Membres suppléants :

MM. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Overberghe.
MM. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.
MM. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.
Mme Croes-Lieten, MM. Delathouwer, Vande Lanotte.
Mme Cornet, M. de Donnée, Mme Herzet.
MM. Fournaux, Lefèvre.
MM. Huysentruyt, Lowie.
MM. Tavernier, Wauters.

C. — Membres sans voix délibérative :

V.U. M. Van Hoorebeke.
Indép. Mme Bastien.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Janssens (Ch.).

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Brouns, De Crem, Mevr. Hermans, H. Vanpoucke.
P.S. HH. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).
V.L.D. HH. Cortois, Smets, Mevr. Van den Poel-Welkenhuyzen.
S.P. HH. Van Gheluwe, Vanvelthoven.
P.R.L.-HH. D'hondt (D.), Moer-
F.D.F. man.
P.S.C. H. Detremmerie.
VI. H. De Man.
Blok
Agalev/H. Viseur (J.-P.).
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Overberghe.
HH. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.
HH. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.
Mevr. Croes-Lieten, HH. Delathouwer, Vande Lanotte.
Mevr. Cornet, H. de Donnée, Mevr. Herzet.
HH. Fournaux, Lefèvre.
HH. Huysentruyt, Lowie.
HH. Tavernier, Wauters.

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

V.U. H. Van Hoorebeke.
Onafh. Mevr. Bastien.

M. Van Gheluwe et consorts à l'avis du Conseil d'État pendant les vacances d'été.

2) Le président de la Chambre prend l'initiative de demander, par lettre du 20 juillet 1998, au Conseil d'État de donner l'avis précité dans le délai d'un mois, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

À la suite de cet avis (Doc. n° 1084/13), donné le 13 août 1998, *MM. Reynders, Eerdeken, Lefevre, Deleuze, Tavernier, Van Gheluwe, Delathouwer et Ch. Janssens* présentent le sous-amendement n° 1757 (Doc. n° 1084/14) à l'amendement n° 10.

3) L'examen de l'ensemble des amendements débute le 10 novembre 1998.

4) Compte tenu du nombre d'amendements à examiner (passé entre-temps à 3 000), *le président de la commission* propose, au cours de la réunion du 17 novembre 1998, de *limiter le temps de parole* conformément à l'article 21.8 du Règlement de la Chambre.

L'article 21.8 du Règlement dispose que :

« *Le temps de parole fixé à l'article 37, n° 1, 1^o, n'est d'application dans une commission faisant rapport que si celle-ci le décide sur proposition de son président.* ».

L'adoption de cette proposition réduirait le temps de parole à 15 minutes par membre au cours de la discussion des articles et à 5 minutes pour l'auteur d'un amendement.

M. De Man s'oppose résolument à cette proposition du président, car :

— le travail législatif effectué en commission doit être le plus complet possible — ce qui exclut la limitation du temps de parole;

— il ne sied pas que le droit de parole soit restreint, étant donné qu'il constitue une protection essentielle des parlementaires qui n'appartiennent pas à un parti de la majorité; cette remarque est encore plus pertinente dans le cadre de l'examen d'une proposition de loi qui risque de modifier considérablement les rapports de forces entre partis et qui peut, à terme, entraîner le retrait des dotations de partis politiques. Il s'agit donc d'un premier pas discret vers l'interdiction totale de certains partis.

Le même intervenant ajoute qu'il est inconvenant que le président de la commission fasse une telle proposition en matière de procédure et, qui plus est, qu'il continue à diriger les débats pendant l'examen d'une proposition qu'il a lui-même cosignée. Il propose dès lors la récusation du président dans le cadre de ce dossier.

M. Annemans estime que, pour des raisons déontologiques, le président devrait en effet décider lui-même de ne plus diriger les travaux, compte tenu du caractère délicat de sa proposition vue sous l'angle des principes démocratiques.

La plupart des membres réagissent en estimant :

— qu'un président peut parfaitement diriger les débats ayant trait à une proposition qu'il a déposée

tijdens het zomerreces voor advies aan de Raad van State voor te leggen.

2) Op zijn eigen initiatief, verzocht de Kamervoorzitter bij brief van 20 juli 1998 de Raad van State om voormeld advies uit te brengen binnen een termijn van één maand, bij toepassing van artikel 84, 1^o lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Ingevolge dit op 13 augustus 1998 uitgebrachte advies (Stuk n° 1084/13), dienden *de heren Reynders, Eerdeken, Lefevre, Deleuze, Tavernier, Van Gheluwe, Delathouwer en Ch. Janssens* op amendement n° 10 het subamendement n° 1757 in (Stuk n° 1084/14).

3) De bespreking van het geheel van de amendementen nam een aanvang op 10 november 1998.

4) Gelet op het aantal te bespreken amendementen (inmiddels ruim 3 000), stelde *de commissievoorzitter* tijdens de vergadering van 17 november 1998 voor om, overeenkomstig artikel 21.8 van het Kamerreglement, *de spreektijd te beperken*.

Artikel 21.8 van het Reglement is als volgt gesteld :

« *De bij artikel 37, n° 1, 1^o, vastgestelde spreektijd wordt in een commissie die verslag uitbrengt, slechts toegepast indien deze op voorstel van haar voorzitter daartoe beslist.* ».

De aanvaarding van dit voorstel zou de spreektijd herleiden tot 15 minuten per lid in de artikelsgewijze bespreking en tot 5 minuten voor de indiener van een amendement.

De heer De Man kantte zich resoluut tegen dit voorstel van de voorzitter, omdat :

— het wetgevend werk in een commissie zo uitgebreid mogelijk — en dus zonder beperking van spreektijd — moet kunnen worden vericht;

— het spreekrecht niet zomaar aan banden kan worden gelegd, aangezien het een essentiële bescherming vormt voor de parlementairen die niet tot de meerderheid behoren; dit geldt des te meer bij de bespreking van een wetsvoorstel dat drastisch dreigt in te grijpen in de partijpolitieke evenwichten en op termijn kan leiden tot het inhouden van de dotaties van politieke partijen. Vandaar is het nog maar een kleine stap tot een volledig verbod van bepaalde partijen.

Dezelfde spreker voegde daar nog aan toe dat het, in hoofde van de commissievoorzitter, ongepast was om zulk procedurevoorstel te doen en, meer nog, om de debatten te leiden tijdens de bespreking van een door hemzelf mede ingediend wetsvoorstel. Hij stelde derhalve voor de voorzitter in dit dossier te wraken.

Volgens *de heer Annemans* zou de voorzitter om deontologische redenen inderdaad zelf moeten beslissen de debatten niet meer te leiden, gelet op het vanuit democratisch oogpunt zeer delicate karakter van zijn voorstel.

De meeste leden reageerden in de volgende zin :

— een voorzitter kan wel de debatten leiden met betrekking tot een door hemzelf ingediend wetsvoor-

lui-même; il est toutefois souhaitable qu'il se fasse temporairement remplacer à la présidence s'il précise lui-même la portée de la proposition ou s'il souhaite intervenir sur le fond au cours de l'examen de la proposition;

— que la limitation du temps de parole, que permet du reste le Règlement de la Chambre, se justifie en cette occurrence; l'octroi d'un temps de parole illimité risquerait en effet d'hypothéquer le déroulement des autres travaux parlementaires.

La commission décide finalement, par 13 voix contre une, de limiter le temps de parole conformément à l'article 21.8 du Règlement de la Chambre.

5) Au cours de la même réunion du 17 novembre 1998, *M. Vanpoucke* propose d'inviter le président de la Chambre à demander l'avis du Conseil d'État au sujet de l'amendement n° 1757. Cet avis devrait établir clairement si les instruments proposés pour le retrait de la dotation d'un parti politique sont appropriés.

M. Tant souligne, à cet égard, qu'il est capital de prévoir un dispositif juridique sans faille pour régler cette matière. C'est ainsi que l'article 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dispose, entre autres, que « toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale ». Or, le sous-amendement n° 1757 ne prévoit pas la possibilité d'un tel recours.

M. Van Hoorebeke souscrit à cette argumentation.

*MM. Tavernier, Reynders, Deleuze, Delathouwer et Eerdeken*s estiment, quant à eux, que le sous-amendement n° 1757 tient suffisamment compte des observations formulées précédemment par le Conseil d'État et qu'il est dès lors superflu de redemander l'avis du Conseil.

Vu l'absence de consensus, *le président* estime qu'il n'est pas opportun d'inviter, au nom de la commission, le président de la Chambre à demander l'avis du Conseil d'État. Il se déclare toutefois disposé à informer le président de la Chambre de la demande formulée par un certain nombre de commissaires. Il attire par ailleurs l'attention sur l'article 56.5 du Règlement qui prévoit que le président est tenu de demander l'avis du Conseil d'État lorsque la proposition de consultation est adoptée, en séance plénière, par au moins 50 membres ou par la majorité des membres d'un groupe linguistique.

6) La commission reprend l'examen des amendements le 18 novembre 1998. Le 19 novembre 1998, le président de la Chambre saisit, en application de l'article 56.5 précité du Règlement, le Conseil d'État d'une demande d'avis urgent, c'est-à-dire dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur le sous-amendement n° 1757.

La demande d'avis ne suspendant pas les travaux de la commission (article 56.7 du Règlement), celle-ci décide le jour même de poursuivre ses travaux à partir du 23 novembre 1998.

stel; het is wel wenselijk dat hij zich als voorzitter tijdelijk laat vervangen indien hij zelf het voorstel toelicht of tijdens de bespreking inhoudelijk tussenbeide wenst te komen;

— de beperking van de spreektijd, waartoe het Kamerreglement trouwens de mogelijkheid biedt, is in deze verantwoord; een onbeperkte spreektijd dreigt immers het overige parlementaire werk te hypothekeren.

De commissie besliste uiteindelijk met 13 stemmen tegen 1 de spreektijd te beperken overeenkomstig van artikel 21.8 van het Kamerreglement.

5) Tijdens dezelfde vergadering van 17 november 1998 stelde *de heer Vanpoucke* voor om de Kamer-voorzitter te verzoeken het advies van de Raad van State in te winnen over amendement n° 1757. Dit advies zou duidelijk moeten maken of het voorgestelde instrumentarium voor de inhouding van dotaties van politieke partijen werkbaar is.

De heer Tant beklemtoonde terzake vooral de absolute noodzaak om met betrekking tot deze delicate materie in een juridisch sluitende regeling te voorzien. Zo bepaalt artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens onder meer dat « eenieder wiens in het Verdrag vermelde rechten en vrijheden zijn geschonden, recht heeft op daadwerkelijke rechtshulp voor een nationale instantie ». Hierin is niet voorzien in subamendement n° 1757.

De heer Van Hoorebeke sloot zich aan bij deze argumentatie.

*De heren Tavernier, Reynders, Deleuze, Delathouwer en Eerdeken*s waren van hun kant de mening toegedaan dat het subamendement n° 1757 voldoende rekening hield met de eerder door de Raad van State geformuleerde opmerkingen. Een nieuw advies zou bijgevolg overbodig zijn.

Gelet op het ontbreken van een consensus, achtte *de voorzitter* het niet opportuun om, namens de commissie, de Kamervoorzitter te verzoeken het advies van de Raad van State in te winnen. Hij verklaarde zich wel bereid om de voorzitter van de Kamer te informeren over het verzoek van een aantal commissieleden. Hij wees ook op artikel 56.5 van het Reglement, dat de voorzitter tot de raadpleging van de Raad van State verplicht, indien, in plenaire vergadering, ten minste 50 leden of de meerderheid van de leden van een taalgroep daarom verzoekt.

6) Nadat de bespreking van de amendementen was hervat op 18 november 1998, verzocht de kamer-voorzitter, ingevolge de toepassing van voormeld artikel 56.5 van het Reglement, op 19 november 1998 om het dringende advies van de Raad van State — dat wil zeggen binnen een termijn van drie dagen — over subamendement n° 1757.

Aangezien het verzoek om advies de bespreking in commissie niet schorst (Reglement, artikel 56.7), besliste deze diezelfde dag om vanaf 23 november 1998 de werkzaamheden verder te zetten.

7) Les réunions des 23 et 24 novembre 1998 sont consacrées, pendant 27 heures d'affilée, à l'examen des amendements.

Au cours de cette réunion :

— *le président* rappelle que l'article 34 du Règlement dispose que « toute imputation de mauvaise intention, toute attaque personnelle, toute interpellation de député à député, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre sont interdites »;

— il souligne par ailleurs qu'il n'hésitera pas à user des possibilités dont il dispose conformément à l'article 35 si un orateur s'écarte de la question ou si un orateur, après deux avertissements, persiste à répéter ses propres arguments ou ceux produits par un autre membre dans le débat;

— en application de l'article 5.1 du Règlement, il déclare irrecevables les amendements n^{os} 2008 à 2018 de *Mme Colen*, compte tenu de la nature des dispositions du Code pénal auxquelles ces amendements renvoient.

En ce qui concerne ce dernier point, *M. Van den Eynde* fait prendre acte du fait que le *Vlaams Blok* n'a pas été autorisé à défendre tous ses amendements.

8) Au cours de la réunion du 25 novembre 1998, la commission s'entend, après concertation entre les présidents de groupe ou leurs représentants, pour clôturer les discussions le 30 novembre 1998 à 24 heures, si les amendements présentés à la suite de l'avis du Conseil d'État sont disponibles au plus tard le 26 novembre 1998.

M. Reynders et consorts ont déjà présenté un amendement en ce sens le 25 novembre 1998 (amendement n^o 3062, Doc. n^o 1084/18).

9) Étant donné que deux nouveaux sous-amendements (n^o 3063 de *MM. Detremmerie, Moureaux et Reynders* et n^o 3064 — remplacé ensuite par le sous-amendement n^o 3189 — de *MM. Delathouwer, Deleuze, Detremmerie, Dufour, Tavernier, Van Gheluwe et Vanpoucke*, Doc. n^o 1084/20) ont été présentés à l'amendement n^o 10 au cours de la réunion du 30 novembre 1998, les membres du *Vlaams Blok* ne s'estiment plus tenus par l'accord précité et reprennent la liberté de présenter de nouveaux amendements (cf. amendements n^{os} 3065 à 3186 de *M. Annemans et consorts*, Doc. n^o 1084/20).

M. Annemans estime du reste qu'il serait utile de demander au président de la Chambre de recueillir l'avis du Conseil d'État sur les amendements n^{os} 3063 et 3064, notamment sur les dispositions relatives à l'extension de la compétence de la Cour d'arbitrage et sur la question de savoir si le collège à créer doit être considéré ou non comme une juridiction administrative.

7) De vergadering van 23 en 24 november 1998 werd gedurende een ononderbroken periode van 27 uren gewijd aan de verdere bespreking van de amendementen.

Tijdens deze vergadering :

— herinnerde *de voorzitter* aan de bepaling van artikel 34 van het Reglement, volgens hetwelk « aantijgingen van kwade bedoelingen, persoonlijke beledigingen, woordenwisselingen tussen volksvertegenwoordigers, demonstraties of interrupties die de orde verstoren, verboden zijn »;

— wees hij er tevens op niet te zullen aarzelen gebruik te maken van de hem door artikel 35 geboden mogelijkheden, indien een spreker afwijkt van het onderwerp of, na twee waarschuwingen, verder gaat met het herhalen van zijn eigen argumenten of van die welke een ander lid in het debat naar voren heeft gebracht;

— verklaarde hij, met toepassing van artikel 5.1 van het Reglement, de amendementen n^{rs} 2008 tot en met 2018 van *mevrouw Colen* (Stuk n^r 1084/16) onontvankelijk, gelet op het karakter van de bepalingen van het Strafwetboek, waar deze amendementen naar verwijzen.

Wat dit laatste betreft, heeft *de heer Van den Eynde* er akte laten van nemen dat de Vlaams Blok-fractie niet het recht verkreeg al haar amendementen te verdedigen.

8) Tijdens de vergadering van 25 november 1998 werd binnen de commissie, na overleg tussen de fractievoorzitters of hun vertegenwoordigers, een akkoord bereikt om de besprekingen af te ronden op 30 november 1998 om 24 uur, indien de ingevolge het laatste advies van de Raad van State ingediende amendementen ten laatste op 26 november 1998 beschikbaar zouden zijn.

De heer Reynders c.s. dienden reeds op 25 november 1998 een amendement in die zin in (amendement n^r 3062, Stuk n^r 1084/18).

9) Aangezien tijdens de vergadering van 30 november 1998 twee nieuwe subamendementen n^{rs} 3063 van *de heren Detremmerie, Moureaux en Reynders* en 3064 (nadien vervangen door subamendement n^r 3189) van *de heren Delathouwer, Deleuze, Detremmerie, Dufour, Tavernier, Van Gheluwe en Vanpoucke* (Stuk n^r 1084/20) op amendement n^r 10 werden ingediend, achtten de leden van de Vlaams Blok-fractie zich niet langer door het voormelde akkoord gebonden en hernamen zij de vrijheid om nieuwe amendementen in te dienen (cf. de amendementen n^{rs} 3065 tot 3186 van *de heren Annemans c.s.*, Stuk n^r 1084/20).

De heer Annemans was overigens de mening toegedaan dat het nuttig zou zijn de Kamervoorzitter te verzoeken het advies van de Raad van State in te winnen over de amendementen n^{rs} 3063 en 3064, meer bepaald over de voorgestelde bepalingen met betrekking tot de bevoegdheidsuitbreiding van het Arbitragehof en over de vraag of het op te richten college al dan niet als een administratief rechtscollege moet worden beschouwd.

Le président décide ensuite de suspendre la réunion jusqu'au lendemain pour permettre aux membres d'étudier les nouveaux amendements. Il ajoute vouloir clôturer la discussion le 1^{er} décembre 1998 à minuit, conformément à l'accord conclu précédemment. Aucune objection n'est formulée à cet égard.

10) *MM. Reynders, Eerdekens, Tant, Vanvelthoven, Tavernier, Deleuze, du Bus de Warnaffe et Van Hoorebeke* présentent, à la réunion du 1^{er} décembre 1998, un nouvel amendement (n° 3190, Doc. n° 1084/21) au texte adopté par la commission (Doc. n° 1084/7), amendement visant à remplacer l'ensemble du texte de la proposition de loi.

À la demande du groupe *Vlaams Blok*, une suspension de séance d'une heure est accordée afin de permettre d'étudier ce nouvel amendement sur la base d'un texte bilingue, bien que l'article 72.1 du Règlement n'y oblige pas. L'amendement n° 3190 ayant une portée plus large, *M. Annemans et consorts* redéposent une grande partie des sous-amendements présentés précédemment à l'amendement n° 3189, en tant que sous-amendements au dernier texte soumis à la commission (cf. les amendements n°s 3756 à 4171, Doc. n° 1084/21).

Au cours de la même réunion, *M. Laeremans* propose de demander au président de la Chambre de recueillir l'avis du Conseil d'État sur l'amendement n° 3190, en particulier sur sa compatibilité juridique avec les articles 147 et 160 de la Constitution et avec l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Faute de consensus sur ce point, *le président* rappelle l'attitude qu'il a adoptée, le 17 novembre dernier, face à pareille demande. La proposition n'est dès lors pas mise aux voix, mais le président de la Chambre en sera avisé.

À minuit, le président décide de procéder au vote. Il renvoie à cet égard à sa proposition de la veille, qui n'avait pas soulevé d'objection.

M. Annemans réfute que l'absence de réaction du groupe *Vlaams Blok* à la proposition formulée par le président le 30 novembre 1998 puisse être considérée comme un accord. Il revendique par conséquent, au nom du groupe auquel il appartient, le droit de pouvoir continuer l'examen des amendements présentés, conformément aux dispositions du Règlement.

En cas de refus, il considérera qu'il y a violation flagrante du droit de parole des membres du groupe *Vlaams Blok* en commission. Cette violation du droit de parole sera sans doute suivie, à terme, non seulement d'une sanction financière pour ce parti, mais aussi de l'interdiction pour certains membres du *Vlaams Blok* de se présenter aux élections.

De voorzitter besliste vervolgens de zitting tot de volgende dag op te schorten om de leden de gelegenheid te geven de nieuwe amendementen te bestuderen. Hij voegde eraan toe de besprekingen op 1 december 1998 om middernacht te willen beëindigen, conform het eerder gesloten akkoord. Hiertegen werden geen bezwaren ingebracht.

10) Op de vergadering van 1 december 1998 werd door *de heren Reynders, Eerdekens, Tant, Vanvelthoven, Tavernier, Deleuze, du Bus de Warnaffe en Van Hoorebeke* een nieuw amendement (n° 3190, Stuk n° 1084/21) op de door de commissie aangenomen tekst (Stuk n° 1084/7) ingediend, ertoe strekkende de ganse tekst van het wetsvoorstel te vervangen.

Op vraag van de Vlaams Blok-fractie werd een schorsing van de vergadering van 1 uur toegestaan om toe te laten dit nieuwe amendement te bestuderen op basis van een tweetalige tekst, hoewel artikel 72.1 van het Reglement daar niet toe verplicht. Aangezien amendement n° 3190 het meest verstrekkende was, dienden *de heer Annemans c.s.* vervolgens een groot gedeelte van de eerder op amendement n° 3189 ingediende subamendementen opnieuw in als subamendementen op de laatst voorgelegde tekst (cf. de amendementen n°s 3756 tot 4171, Stuk n° 1084/21).

Tijdens dezelfde vergadering stelde *de heer Laeremans* voor de Kamervoorzitter te verzoeken het advies van de Raad van State in te winnen over amendement n° 3190, meer bepaald over de juridische verenigbaarheid ervan met de artikelen 147 en 160 van de Grondwet en met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Gelet op het ontbreken van een consensus terzake, verwees *de voorzitter* naar de houding die hij met betrekking tot zulk verzoek op 17 november laatstleden had aangenomen. Het voorstel werd bijgevolg niet ter stemming voorgelegd, maar de Kamervoorzitter zou er wel over ingelicht worden.

Om middernacht besliste de voorzitter over te gaan tot de stemming. Hij verwees hierbij naar zijn voorstel van daags voordien, waartegen geen bezwaren waren geuit.

De heer Annemans ontkende dat het stilzwijgen van de Vlaams Blok-fractie over het op 30 november 1998 door de voorzitter geformuleerde voorstel mocht worden geïnterpreteerd als een instemming. Hij eiste derhalve, namens zijn fractie, het recht op om, overeenkomstig de bepalingen van het Reglement, de ingediende amendementen verder te bespreken.

Mocht dit niet toegestaan worden, dan zou hij dit als een flagrante inbreuk op het spreekrecht van de leden van de Vlaams Blok-fractie in commissie beschouwen. Deze aantasting van het spreekrecht in een eerste fase zou op termijn wellicht leiden, niet alleen tot de financiële bestraffing van deze partij, maar zelfs tot een verbod van kandidaatstelling van leden van het Vlaams Blok bij verkiezingen.

Étant donné que le président persiste à vouloir procéder aux votes, le groupe *Vlaams Blok* décide de ne pas y participer et de quitter la salle.

11) Le présent rapport est soumis à l'approbation de votre commission le 3 décembre 1998.

N'ayant pas disposé d'un délai suffisant pour procéder à la lecture préalable du projet de rapport, *M. De Man* demande l'application de l'article 18.5 du Règlement, afin de disposer d'un délai de trois jours pour faire parvenir ses observations par écrit.

Le président répond que ce délai ne s'applique que si le rapport n'a pas été soumis à l'approbation de la commission.

Un membre n'a pas pris part au vote.

II. — DISCUSSION DES AMENDEMENTS ET VOTES

A. Réunion du 10 novembre 1998

Au nom des auteurs du sous-amendement n° 1757 (Doc. n° 1084/14) présenté à l'amendement n° 10 (Doc. n° 1084/8), *M. Reynders* précise qu'il appartient effectivement à un tribunal de se prononcer sur des textes ayant des implications au regard du droit pénal.

C'est la raison pour laquelle il est proposé de remplacer la référence aux textes érigeant des comportements racistes en infractions pénales par une énumération de notions spécifiques, en dehors de tout contexte infractionnel.

Dans ce cas, il appartiendra en effet à la commission de contrôle de constater les actes discriminatoires.

Il est également proposé de prévoir que le collège des trois magistrats doit émettre un avis conforme, ce qui implique que la commission de contrôle sera tenue de suivre cet avis.

Pour le surplus, l'intervenant renvoie à la justification du sous-amendement.

*
* *

M. De Man constate que, dans son avis (Doc. n° 1084/13), le Conseil d'État a dit que le texte de l'amendement n° 10 était « contraire à la Constitution ».

Il constate par ailleurs que le Conseil d'État s'interroge également sur la compatibilité de cette disposition avec le principe général de la présomption d'innocence qui prévaut en droit répressif.

Il considère dès lors cette première tentative visant à retirer la dotation du *Vlaams Blok* comme un échec total.

Aangezien de voorzitter bij zijn voornemen bleef om de stemmingen aan te vatten, besliste de Vlaams Blok-fractie hieraan niet deel te nemen en de zaal te verlaten.

11) Onderhavig verslag werd op 3 december 1998 ter goedkeuring aan uw commissie voorgelegd.

Wegens het ontbreken van voldoende tijd om het ontwerpverslag voorafgaandelijk te lezen, deed *de heer De Man* een beroep op artikel 18.5 van het Reglement, teneinde binnen een termijn van drie dagen zijn schriftelijke opmerkingen te doen toekomen.

De voorzitter verduidelijkte dat deze termijn slechts van toepassing is indien het verslag niet ter goedkeuring aan de commissie wordt voorgelegd.

Een lid heeft niet aan de stemming deelgenomen.

II. — BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN EN STEMMINGEN

A. Vergadering van 10 november 1998

Namens de indieners van het op amendement n° 10 (Stuk n° 1084/8) ingediende subamendement n° 1757 (Stuk n° 1084/14) licht *de heer Reynders* toe dat teksten met strafrechtelijke draagwijdte inderdaad door een rechtbank moeten beoordeeld worden.

Daarom wordt voorgesteld om de verwijzing naar de teksten die racistische gedragingen strafbaar stellen, te vervangen door een opsomming van specifieke begrippen zonder enig verband met een strafbaar feit.

In dit geval dient de vaststelling van discriminatoire handelingen immers door de controlecommissie te gebeuren.

Er wordt tevens voorgesteld dat het advies van het college der drie magistraten eensluidend dient te zijn, hetgeen impliceert dat de controlecommissie dit zal moeten volgen.

Verder verwijst de spreker naar de verantwoording van het subamendement.

*
* *

De heer De Man stelt vast dat de Raad van State de als amendement n° 10 ingediende tekst in zijn advies (Stuk n° 1084/13) « ongrondwettelijk » heeft genoemd.

Daarnaast stelt hij vast dat de Raad zich eveneens afvraagt of deze regeling bestaanbaar is met het algemene strafrechtelijke principe van het vermoeden van onschuld.

Hij beschouwt deze eerste poging om de dotatie van het Vlaams Blok af te nemen dus als volledig mislukt.

Il estime que le sous-amendement à l'examen ne constitue qu'une version adaptée qui est entachée du même vice que le texte précédent. Pour illustrer l'incroyable flou artistique qui laisse ouvertes toutes les possibilités, il se demande quelle peut bien être la signification des mots « un acte qui crée une discrimination ».

*
* *

M. Van den Eynde estime que l'avis du Conseil d'État sur l'amendement n° 10 prouve que l'on peut très bien se faire le chantre de la démocratie et des droits de l'homme en haute estime sans pour autant les respecter.

Or, l'intervenant estime que le sous-amendement à l'examen porte encore davantage atteinte à la démocratie et aux droits de l'homme que le texte initial. Le sous-amendement ne fait en effet plus référence à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ni à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, mais contient uniquement un certain nombre de dispositions vagues pouvant s'appliquer à quiconque si un quart des membres de la commission de contrôle partage le même point de vue.

Analysant le texte, M. Van den Eynde demande tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par l'interdiction de créer une discrimination fondée sur la *naissance*. Si, en effet, il ne peut plus être fait de discrimination entre un enfant né et un enfant à naître, la loi autorisant l'avortement pourrait être fortement remise en cause.

Il fait par ailleurs observer que l'interdiction d'opérer une discrimination fondée sur la *fortune* pourrait, par exemple, avoir pour conséquence que, le même traitement fiscal devrait être réservé à tout le monde, indépendamment des revenus de chacun. Afin de réaliser une plus grande égalité dans la société, notre système de social-démocratie crée en effet en permanence des discriminations fondées sur la fortune.

En ce qui concerne l'interdiction de créer une discrimination fondée sur l'appartenance à une *minorité nationale*, il définit tout d'abord cette notion comme un groupe ethnique, doté de sa propre culture, habitant sa propre terre, dans un État dans lequel il constitue fortuitement une minorité (cf. par exemple, les Bretons, les Alsaciens et les Flamands en France). Abstraction faite de la communauté germanophone, la Belgique ne compte toutefois pas de minorité nationale. La Belgique n'a au demeurant jamais signé la convention relative aux minorités nationales. Les personnes qui s'établissent dans une autre région ne constituent pas une minorité nationale, mais sont des immigrés. L'intervenant en conclut que la notion de « minorité nationale » n'a été inscrite

Het voorliggende subamendement beoordeelt hij enkel als een aangepaste versie waardoor deze in hetzelfde euvel als de voorgaande tekst vervalt. Als voorbeeld van de verregaande vaagheid waarmee men alle kanten op kan en die alle mogelijkheden openlaat, vraagt hij zich af wat er bedoeld wordt met de term « een daad die een onderscheid maakt ».

*
* *

De heer Van den Eynde meent dat het advies van de Raad van State op het amendement n° 10 bewijst dat men de democratie en de rechten van de mens wel hoog in het vaandel kan voeren zonder deze zelf na te leven.

Volgens de spreker zondigt het voorgestelde subamendement echter nog meer tegen de democratie en de rechten van de mens dan de oorspronkelijke tekst. Het subamendement verwijst immers niet langer naar het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens noch naar de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, maar bevat enkel een aantal vage bepalingen waaronder iedereen kan vallen indien één vierde van de leden van de controlecommissie dezelfde mening deelt.

Bij de analyse van de tekst stelt de heer Van den Eynde in de eerste plaats de vraag naar de betekenis van het verbod op het maken van een onderscheid op grond van *geboorte*. Indien er immers geen onderscheid meer mag gemaakt worden tussen geboren en ongeboren leven, zou de wet die abortus toelaat, zwaar onder druk kunnen komen te staan.

Daarnaast wijst hij erop dat het verbod om een onderscheid te maken op grond van *vermogen* er bijvoorbeeld toe zou kunnen leiden dat iedereen — ongeacht het inkomen — fiscaal op gelijke voet behandeld zou moeten worden. Teneinde een grotere gelijkheid in de maatschappij te bewerkstelligen, maakt ons systeem van sociaal-democratie immers permanent een onderscheid op grond van *vermogen*.

Bij het verbod tot het maken van een onderscheid op grond van een *nationale minderheid* omschrijft hij vooreerst dit begrip als een ethnische groep die met zijn eigen cultuur op een eigen bodem leeft in een staat waar hij toevallig een minderheid vormt (cf. bijvoorbeeld de Bretoenen, de Elzassers en de Vlamingen in Frankrijk). Eventueel met uitzondering van de Duitstalige gemeenschap is er in België echter geen sprake van een nationale minderheid. België heeft trouwens nooit de Conventie omtrent de Nationale Minderheden ondertekend. Personen die zich in een ander gebied vestigen, vormen geen nationale minderheid maar zijn immigranten. Hij besluit hieruit dat het begrip « nationale minderheid » dus slechts opgenomen werd ten behoeve van de Fransta-

dans le texte qu'à l'intention des francophones établis en Brabant flamand et qui se considèrent comme une minorité nationale.

Il considère que l'interdiction de créer une discrimination fondée sur l'*origine sociale* est évidente. Il déplore néanmoins qu'il soit encore nécessaire de prévoir une telle interdiction après quelque quarante années de participation socialiste quasi ininterrompue au pouvoir.

M. Van den Eynde estime par ailleurs que la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie interdit déjà toute discrimination fondée sur l'*origine nationale*. Il lui paraît donc que cette interdiction vise en fait à supprimer la différence entre les habitants admis au vote et les étrangers qui ne sont pas admis au vote.

L'intervenant estime que si l'objectif est de priver le *Vlaams Blok* de ses dotations par le biais de ce texte, l'interdiction de créer une distinction fondée sur les *opinions politiques* va à l'encontre de cet objectif. En démocratie, toutes les opinions se valent et on ne peut certainement pas jeter l'anathème sur des idées.

Il estime que l'interdiction de créer une discrimination fondée sur la *religion* coule de source, puisqu'elle découle de la Constitution. Il souligne qu'il existe encore une discrimination entre les cinq religions reconnues, qui perçoivent une subvention ou — dans le cas de l'islam — en percevront une, et les autres. Cette discrimination va toutefois disparaître, puisque, sur la base de cette disposition, toutes les religions pourront désormais prétendre à une subvention.

L'intervenant estime que l'interdiction de créer une discrimination fondée sur la *langue* empêchera désormais les employeurs de refuser d'engager une personne parce qu'elle ne connaît pas une langue. Il considère dès lors l'insertion de cette disposition comme une avancée du FDF, avancée qui doit lui permettre de gagner du terrain dans le Brabant flamand.

M. Van den Eynde juge superflue l'interdiction de créer une discrimination fondée sur la *couleur* ou la *race*, étant donné que cette interdiction est déjà inscrite dans la Constitution et dans la loi précitée du 30 juillet 1981.

Bien que l'interdiction de créer une discrimination fondée sur le *sexe* coule également de source, l'intervenant estime que, dans certains cas (par exemple, dans les sports), il faut quand même tenir compte des différences entre les sexes.

M. Van den Eynde déduit de cette analyse que l'énumération contenue dans l'amendement a été aussi improvisée que le texte précédent.

Abordant ensuite la partie concernant la procédure à suivre sur le pan juridique, l'intervenant commence par comparer les membres de la commission de contrôle, qui doivent initier la procédure (1/4 des membres au minimum), au parquet près le tribunal.

liges in Vlaams-Brabant die zich als dusdanig zijn gaan beschouwen.

Het verbod op het maken van een onderscheid op grond van *maatschappelijke afkomst* is volgens de spreker overduidelijk. Hij betreurt echter dat het na de circa 40 jaar waarin de socialistische partijen quasi onafgebroken aan de macht zijn, nog nodig blijkt om deze verbodsbepaling in te lassen.

Verder meent de heer Van den Eynde dat de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden het maken van een onderscheid op grond van de *nationale afkomst* reeds verbiedt. De ware bedoeling van dit verbod lijkt hem dus het wegwerken van het verschil tussen stemgerechtigde ingezetenen en niet-stemgerechtigde vreemdelingen te zijn.

Indien het de bedoeling is om door middel van deze tekst het Vlaams Blok zijn dotaties te ontnemen, dan is volgens de spreker het verbod op het maken van een onderscheid op grond van een *politieke overtuiging* daarmee in tegenspraak. In een democratie is inderdaad elke overtuiging waardevol en mag men zeker geen ideeën verketteren.

Hij stelt dat het verbod op het maken van een onderscheid op grond van *godsdienst* evident is aangezien dit in de Grondwet is opgenomen. Hij wijst erop dat er voor het ogenblik nog een onderscheid gemaakt wordt tussen de vijf erkende godsdiensten, die een subsidie ontvangen of — in het geval van de islam — zullen ontvangen, en de andere; dit onderscheid zal echter wegvallen aangezien, op grond van deze bepaling, elke godsdienst voortaan op een subsidie zal moeten kunnen rekenen.

Volgens de spreker zal het verbod op het maken van een onderscheid op grond van *taal* het in het vervolg onmogelijk maken om iemand niet aan te werven op grond van het niet-kennen van een taal. Hij beschouwt het inlassen van deze bepaling dan ook als een stap vooruit van het FDF om in Vlaams-Brabant terrein te winnen.

Het invoegen van het verbod op het maken van onderscheid op grond van *huidskleur* en *ras* vindt de heer Van den Eynde overbodig aangezien deze bepalingen reeds in de Grondwet en in de bovengenoemde wet van 30 juli 1981 ingeschreven zijn.

Alhoewel het verbod op het maken van een onderscheid op grond van *geslacht* eveneens een evidentie is, moet dit onderscheid volgens de spreker in bepaalde omstandigheden (bijvoorbeeld in de sport) toch in acht genomen worden.

De heer Van den Eynde besluit uit deze analyse dat de opsomming in het amendement even ondoordacht werd opgesteld als de vorige tekst.

Overgaand tot de bespreking van het onderdeel betreffende de juridisch te volgen procedure, vergelijkt de spreker vooreerst de leden van de controle-commissie die de procedure opstarten (minimaal 1/4 van de leden), met het parket bij een rechtbank. Hij

Il fait toutefois observer que ce parquet est partial, parce qu'il est composé d'adversaires politiques du parti visé.

M. Van den Eynde compare ensuite le collège des trois magistrats qui sont appelés à se prononcer sur des matières qui, au regard de la loi, ne relèvent pas de leur mission actuelle, à un tribunal qui doit constater les faits.

Dans la comparaison de l'intervenant, l'affaire est enfin portée devant un autre tribunal, en l'occurrence, la commission de contrôle dont le parquet fait partie et où la peine est prononcée.

Il ajoute qu'à aucun stade, la procédure ne fait mention des droits de la défense.

Il convient dès lors, dans ce contexte, de se demander ce qu'il adviendrait si un parti était condamné par la commission de contrôle et s'il était ensuite acquitté par un tribunal pour les mêmes faits.

En conclusion de son examen de cette partie de l'amendement, M. Van den Eynde déclare que ce texte tourne en dérision tous les principes démocratiques. Son groupe politique mettra dès lors tout en œuvre pour défendre la véritable démocratie, qui implique, entre autres, la liberté d'expression.

L'intervenant fait enfin observer que l'objectif manifeste de cette loi est de s'attaquer au *Vlaams Blok* auquel — bien que cette accusation n'ait pas pu être prouvée à ce jour — on reproche d'être raciste. À force de répéter constamment cette accusation, on en est toutefois arrivé à croire qu'elle était fondée.

M. Van den Eynde constate en outre qu'il n'est plus de mise, à notre époque, de tout mettre en œuvre pour permettre à un adversaire politique de s'exprimer.

Le principe de séparation des pouvoirs semble également appartenir au passé : certains membres du pouvoir législatif ayant constaté que la loi du 30 juillet 1981 manquait son objectif (qui est de prouver que le *Vlaams Blok* est un parti raciste), on a mis hors jeu la loi et les tribunaux en créant un tribunal politique afin d'imposer le silence à ce parti.

En ce qui concerne la pratique de la démocratie, l'intervenant fait tout d'abord observer qu'il suffira qu'il y ait une présomption à l'égard d'un seul membre d'un parti pour stigmatiser ce parti tout entier.

Il se demande en outre si la disparition de la référence aux droits de l'homme et à la loi du 30 juillet 1981 signifie que ceux-ci n'existeraient plus.

En guise de conclusion, M. Van den Eynde déclare, d'une part, que l'on se souviendra des auteurs de ce sous-amendement en raison de son caractère totalitaire de son texte et, d'autre part, que si on lui demandait son avis, le Conseil d'État rejetterait sans doute ce texte de manière encore plus catégorique que sa première version.

wijst er echter op dat dit parket partijdig is omdat het samengesteld is uit politieke tegenstanders.

Vervolgens vergelijkt de heer Van den Eynde het college van de drie magistraten, die geroepen worden om zich uit te spreken in zaken die wettelijk volledig buiten hun huidige opdracht vallen, met een rechtbank die de feiten moet vaststellen.

In de vergelijking van de spreker komt de zaak ten slotte voor een andere rechtbank (*in casu* de controle-commissie) waarvan het parket deel uitmaakt, en waar de straf wordt uitgesproken.

Hij voegt hieraan toe dat de procedure op geen enkel niveau iets vermeldt in verband met rechten van de verdediging.

In deze context past het dan ook de vraag te stellen wat er zou gebeuren indien een partij door de controlecommissie zou veroordeeld worden maar later voor dezelfde feiten door een rechtbank zou worden vrijgesproken.

Als besluit van zijn bespreking van dit onderdeel van het amendement stelt de heer Van den Eynde dat deze tekst een aanfluiting is van alle democratische principes. Daarom zal zijn fractie zich tot het uiterste inspannen om de echte democratie, waarvan onder meer de vrije meningsuiting deel uitmaakt, te verdedigen.

Tot slot wijst hij op de duidelijke bedoeling van deze wet, namelijk het Vlaams Blok, dat — alhoewel deze beschuldiging tot op heden niet kon worden waargemaakt — verweten wordt racistisch te zijn, aan te pakken. Door deze beschuldiging telkens weer te herhalen is men haar echter ten slotte toch gaan geloven.

Daarenboven stelt de heer Van den Eynde vast dat het tot het uiterste gaan om de politieke tegenstander de mogelijkheid te bieden zich te uiten, verleden tijd is.

Ook de scheiding der machten is volgens hem verleden tijd : omdat een aantal leden van de wetgevende macht vaststelt dat de wet van 30 juli 1981 zijn doel (met name bewijzen dat het Vlaams Blok racistisch is) mist, worden wet en rechtbanken uitgeschakeld door het in het leven roepen van een politieke rechtbank om die partij alsnog het zwijgen op te leggen.

Betreffende de democratische praktijk wijst de spreker er in de eerste plaats op dat een vermoeden in hoofde van één lid van de partij blijkt te zullen volstaan om een volledige partij te brandmerken.

Daarnaast vraagt hij zich af of het niet langer verwijzen naar de rechten van de mens en naar de wet van 30 juli 1981 impliceert dat deze niet meer zouden bestaan.

Als besluit is de heer Van den Eynde, enerzijds, van mening dat men de indieners van dit subamendement zal herinneren wegens het totalitaire karakter van hun tekst en, anderzijds, dat de Raad van State — indien hij om advies zou worden gevraagd — deze tekst wellicht nóg grondiger zou afkeuren dan de eerste versie.

B. Réunion du 18 novembre 1998

S'agissant des motivations des auteurs de l'amendement n°1757, présenté en sous-amendement à l'amendement n°10, *M. Laeremans* estime qu'elles s'insèrent dans une stratégie francophone, dont les premiers volets ont été la modification de la loi sur les naturalisations et l'octroi du droit de vote aux étrangers. L'objectif poursuivi est d'exclure les Flamands de Bruxelles et il trouve son origine dans la volonté du *Vlaams Blok* de mener désormais une campagne bilingue à Bruxelles.

L'intervenant juge la formulation retenue par les auteurs de l'amendement à la fois très vague et extrêmement large, puisque c'est toute discrimination — voire toute intention de créer une discrimination — que l'on entend interdire. Par cela, les auteurs perdent de vue le fait que la notion de discrimination est très largement présente dans de nombreuses lois existantes : les exemples de discrimination abondent en effet, fondés sur la langue (protection des minorités linguistiques), sur le sexe (discriminations positives à l'égard des femmes, par exemple dans la législation électorale), sur le revenu (progressivité de l'impôt) ...

Ces discriminations sont inhérentes à la nécessité d'effectuer des choix et leur bien-fondé a été largement confirmé par la Cour d'arbitrage.

L'intervenant estime dès lors irréaliste le combat de principe des auteurs de l'amendement à l'égard de toute possibilité de discrimination.

*
* *

M. Delathouwer, co-auteur avec *MM. Van Gheluwe et Landuyt* des amendements n°s 1758 et 1759, proposés en sous-amendements à l'amendement n°1757, souligne que l'objet du sous-amendement n°1759 est précisément d'éviter une interprétation trop large de l'amendement n°1757, qui rendrait impossible l'introduction de toute disposition créant une discrimination fondée : le sous-amendement précise dès lors qu'une discrimination ne peut être établie si elle ne peut « se justifier de manière objective et raisonnable dans une société démocratique » (voir la justification de l'amendement, Doc. n°1084/15, p. 2).

Quant à l'amendement n°1758, il précise que sont sanctionnables non seulement les discriminations fondées sur le sexe mais aussi celles qui se réfèrent à l'orientation sexuelle.

M. De Man estime que pas plus les sous-amendements n°s 1758 et 1759 que l'amendement n°1757 ne répondent aux objections du Conseil d'État : il ne s'agit que d'opérations cosmétiques et la vaine poursuite, à travers une succession de sous-amendements

B. Vergadering van 18 november 1998

De heer Laeremans gaat dieper in op de beweegredenen van de indieners van amendement n°1757, dat werd voorgesteld als subamendement op amendement n°10. Aan de basis ligt een strategie van de Franstaligen, die overigens al tot uiting is gekomen in de wijziging van de naturalisatiewet en de verlening van het stemrecht aan de vreemdelingen. Het streefdoel is de Vlamingen uit Brussel te weren, met name omdat het Vlaams Blok de vaste wil heeft om in Brussel voortaan een tweetalige campagne te voeren.

De spreker acht de formulering waarvoor de indieners van het amendement hebben gekozen heel vaag en uitermate ruim opgevat : zij willen immers een verbod ingesteld zien op elk onderscheid, en zelfs op elke aanzet om een onderscheid in te bouwen. De indieners gaan met een dergelijk uitgangspunt evenwel voorbij aan het feit dat het begrip onderscheid ruim verspreid is, in tal van vigerende wetten. Er zijn immers heel wat voorbeelden van een dergelijk onderscheid, op grond van taal (bescherming van taalminderheden), geslacht (positieve discriminatie ten opzichte van vrouwen, bijvoorbeeld in de kieswetgeving), inkomen (progressie in de belastingen) enz.

Dergelijke vormen van onderscheid hangen samen met de noodzaak om beleidskeuzes te maken; overigens heeft het Arbitragehof de gegrondheid ervan herhaaldelijk bevestigd.

Het principiële verzet van de indieners van het amendement tegen elk mogelijk onderscheid houdt volgens de spreker dan ook geen steek.

*
* *

De heer Delathouwer heeft met de heren *Van Gheluwe en Landuyt* de amendementen n°s 1758 en 1759 ingediend, als subamendementen op amendement n°1757. Het lid onderstreept dat subamendement n°1759 precies tot doel heeft te voorkomen dat amendement n°1757 een te ruime lezing krijgt, waardoor het onmogelijk zou worden enige bepaling uit te werken die een gegrond onderscheid creëert. In het subamendement wordt derhalve gepreciseerd dat alleen een onderscheid kan worden gemaakt als « daarvoor in een democratische samenleving een objectieve en redelijke verantwoording kan worden gegeven » (zie ook de verantwoording van amendement n°1759, Stuk n°1084/15, blz. 2).

Wat amendement n°1758 betreft, preciseert het lid dat niet alleen het onderscheid op grond van geslacht strafbaar wordt gesteld, maar eveneens het onderscheid op grond van seksuele geaardheid.

De heer De Man vindt dat noch de subamendementen n°s 1758 en 1759, noch amendement n°1757 tegemoet komen aan de bezwaren die de Raad van State heeft geformuleerd. Die teksten zijn een louter cosmetische ingreep. Het is belachelijk hoe met een

présentés en cascade, d'une parade aux objections soulevées par le Conseil d'État, est dérisoire.

La démarche des auteurs des amendements qui, afin de contourner les réticences du Conseil d'État, se proposent d'éviter toute référence à des textes législatifs est hypocrite, car la formulation retenue par les auteurs rejoint en fait l'objet de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie. Rien n'est donc modifié quant au fond et les auteurs ne cherchent qu'à permettre à la commission de contrôle, instrument des partis politiques représentés au parlement, de pouvoir sanctionner un parti concurrent. L'anticonstitutionnalité soulevée par le Conseil d'État, parce que le texte permet à un organe n'appartenant pas au pouvoir judiciaire de se prononcer sur la question de savoir si un comportement constitue une infraction pénale, demeure donc. La commission de contrôle, à la fois juge et partie, constituera un tribunal d'exception.

Comme l'intervenant précédent, *M. Van den Eynde* juge que les différents amendements proposés ne sont en rien inspirés par le souci de défendre la démocratie. Il y voit au contraire la volonté de briser la liberté d'opinion, en sanctionnant pour ce faire un parti estimé dérangeant. Dans un article publié le 17 novembre, le *Wall Street Journal* n'a-t-il d'ailleurs pas tenu pour stupide et propre à saper la légitimité démocratique de leurs auteurs la tentative de modifier la loi pour s'en prendre à un parti ? Le fait de recueillir l'avis d'un collège de magistrats ne modifiera pas fondamentalement le fait que les différents partis siégeant dans la commission de contrôle s'arrogeront le droit de sanctionner un concurrent, au mépris des droits de la défense.

L'intervenant voit dans cette approche la marque d'une volonté totalitaire, à laquelle il juge qu'il faut opposer la défense de la liberté d'opinion.

M. Deleuze juge superflu l'amendement n° 1758, qui n'ajoute rien à la formulation, soigneusement choisie, proposée par les auteurs de l'amendement n° 1757.

Cette opinion est partagée par *M. Reynders*, qui estime en outre également superflu l'amendement n° 1759, lequel correspond lui aussi — sans rien y ajouter — au sens du texte proposé par l'amendement n° 1757. Il lui paraît évident que l'analyse d'une discrimination tiendra compte de son contexte. En outre, l'obligation de recueillir l'avis préalable et conforme des trois plus hauts magistrats du pays permettra pleinement aux magistrats de tenir le rôle qui

resem achtereenvolgens ingediende subamendementen wordt gepoogd een oplossing aan te reiken voor de door de Raad van State opgeworpen bezwaren.

De indieners van de amendementen willen de opmerkingen van de Raad van State omzeilen en stellen dus voor om niet te voorzien in enige verwijzing naar wetteksten; een dergelijke aanpak is schijnheilig aangezien de formulering waarvoor de indieners van het amendement hebben gekozen in feite neerkomt op het oogmerk van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden. Wat de grond van de zaak betreft, blijft alles dus bij het oude. De indieners willen alleen dat de controlecommissie (een werktuig in handen van de in het parlement vertegenwoordigde politieke partijen) een concurrerende partij zou kunnen aanpakken. De bezwaren van de Raad van State, te weten dat deze tekst in strijd is met de Grondwet, blijven derhalve onverkort gelden; krachtens deze tekst wordt het een instantie die niet tot de rechterlijke macht behoort, immers toegestaan « om zich uit te spreken over de vraag of een gedrag een strafbaar feit in strafrechtelijke zin is ». De controlecommissie, die als rechter en partij optreedt, wordt een uitzonderingsrechtbank.

Net als de vorige spreker vindt *de heer Van den Eynde* dat de diverse voorgestelde amendementen geenszins worden ingegeven door de zorg op te komen voor de democratie. Hij ontwaart in die teksten integendeel de wil om de meningsuiting aan banden te leggen; daartoe wordt een als hinderlijk beschouwde partij gestraft. In een op 17 november in de *Wall Street Journal* verschenen artikel wordt de poging om de wet te wijzigen teneinde een bepaalde partij te treffen overigens omschreven als onzinnig en van dien aard dat ze de democratische legitimiteit van de indieners van dat voorstel kan ondermijnen. De verschillende politieke partijen die zitting hebben in de controlecommissie zullen zichzelf het recht toekennen om een concurrent te bestraffen, waarbij de rechten van de verdediging met voeten worden getreden. Het feit dat terzake het advies van een college van magistraten wordt ingewonnen, doet daar niets van af.

Volgens de spreker blijkt uit die benadering een totalitair streven, waartegenover zijns inziens de verdediging van de vrije mening moet worden gesteld.

De heer Deleuze acht amendement n° 1758 overbodig omdat het niets toevoegt aan de met zorg gekozen formulering die de indieners van amendement n° 1757 hebben voorgesteld.

De heer Reynders is het daarmee eens. Hij vindt bovendien dat ook amendement n° 1759 overbodig is omdat het eveneens overeenstemt met en niets toevoegt aan de betekenis van de door amendement n° 1757 voorgestelde tekst. Het ligt volgens hem voor de hand dat bij het onderzoek van een onderscheid rekening zal worden gehouden met de context ervan. Voorts zal de verplichting het voorafgaand en eensluidend advies in te winnen van de drie hoogste

est par définition le leur sur le plan de la jurisprudence.

L'intervenant relève qu'il n'est par ailleurs nullement question d'interdire l'activité d'un parti politique : si des sanctions devaient être prises sur la base de la disposition en projet, leur conséquence serait la suppression de la dotation publique, attribuée en fait par le parlement lui-même. L'interdiction de l'activité d'un parti relèverait d'une démarche tout à fait différente, reposant sur des procédures différentes — en l'occurrence, le recours aux cours et tribunaux —, à l'instar de ce qui vient de se passer aux Pays-Bas, où un tribunal vient de décider la dissolution d'un parti politique, dont l'appel à la haine des étrangers a été jugé contraire à l'ordre public.

M. Tavernier s'inscrit en faux contre la lecture de la proposition et de l'avis du Conseil d'État qui est faite par les représentants du *Vlaams Blok*. Il rappelle qu'il n'est nullement question de réprimer la liberté d'opinion, voire d'interdire un parti politique, mais bien de combattre le racisme, conformément aux principes qui sont ceux de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et de l'article 15bis de la loi du 4 juillet 1989.

Le Conseil d'État a estimé que l'obligation statutaire imposée aux partis de respecter les droits et libertés ainsi garantis ne méconnaissait ni la Convention ni la Constitution.

Quant à la sanction prévue — la privation de la dotation publique —, le Conseil d'État a considéré « *qu'elle ne viole pas l'égalité des partis politiques et des candidats aux élections, garantie par les articles 10 et 11 de la Constitution, pour le motif déterminant que cette sanction ne porte que sur un avantage financier qui est tout à fait accessoire par rapport au droit fondamental de se porter candidat, d'être élu et de siéger dans une assemblée législative, droits qui ne sont pas atteints en l'occurrence* » (Doc. n° 1084/13, p. 2).

Les objections du Conseil d'État n'ont dès lors porté que sur la seule méthode; pour y répondre, les auteurs ont proposé l'amendement n° 1757, aux termes duquel toute décision de sanctionner sera prise non par un organe politique mais par une instance extérieure.

L'intervenant juge dès lors que les critiques exprimées par les représentants du *Vlaams Blok* ne sont pas inspirées par la défense de principes qui ne sont pas mis à mal mais découlent du fait que ce parti se

magistraten van het land het voor de magistraten perfect mogelijk maken de rol te vervullen die per definitie de hunne is op het stuk van de rechtspraak.

De spreker wijst erop dat er anderzijds geenszins sprake van is de activiteit van een politieke partij te verbieden : mochten sancties worden genomen op grond van de ontworpen bepaling, zou het gevolg daarvan zijn dat de overheidsdotatie, die in feite door het parlement zelf wordt toegekend, wordt geschrapt. Het verbieden van de activiteit van een partij zou deel uitmaken van een heel andere aanpak die zou berusten op andere werkwijzen — in voorkomend geval het beroep op de hoven en rechtbanken —, naar het voorbeeld van wat onlangs in Nederland is gebeurd, waar een rechtbank heeft beslist dat een politieke partij moest worden ontbonden omdat werd geoordeeld dat haar oproep tot vreemdelingenhaat in strijd was met de openbare orde.

De heer Tavernier komt op tegen de interpretatie die de vertegenwoordigers van het Vlaams Blok geven aan het voorstel en aan het advies van de Raad van State. Hij herinnert eraan dat het geenszins de bedoeling is de vrijheid van mening te beperken, laat staan een politieke partij te verbieden, maar dat het er wel om te doen is het racisme te bestrijden, overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en artikel 15bis van de wet van 4 juli 1989.

De Raad van State heeft geoordeeld dat de aan de partijen opgelegde statutaire verplichting om de aldus beschermde rechten en vrijheden te eerbiedigen geen schending inhoudt van het Verdrag en evenmin van de Grondwet.

Met betrekking tot de sanctie waarin is voorzien — het verlies van aanspraak op de openbare dotatie — heeft de Raad van State geoordeeld « *dat ze geen schending inhoudt van het beginsel van de gelijkheid van politieke partijen en van kandidaten bij verkiezingen, welk beginsel gewaarborgd wordt door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, om de doorslaggevende reden dat die sanctie alleen betrekking heeft op een financieel voordeel, dat volkomen bijkomstig is ten opzichte van het grondrecht om zich kandidaat te stellen, om verkozen te worden en om in een wetgevende vergadering zitting te hebben, aan welke rechten in het onderhavige geval geen afbreuk wordt gedaan* » (Stuk n° 1084/13, blz. 2).

De opmerkingen van de Raad van State hebben met andere woorden alleen betrekking op de methode; om erop te antwoorden hebben de auteurs amendement n° 1757 voorgesteld, naar luid waarvan elke beslissing om een sanctie op te leggen niet zal worden genomen door een politiek orgaan, maar door een externe instantie.

De spreker is daarom van oordeel dat de kritiek die wordt geformuleerd door de vertegenwoordigers van het Vlaams Blok niet is ingegeven door de verdediging van principes die in het gedrang komen, maar

sent financieel mis en cause par l'application de la loi proposée. Cette attitude révèle clairement le caractère sanctionnable des opinions véhiculées par ce parti.

M. Annemans déclare que l'intention des auteurs de la proposition a clairement été, dès l'origine, de s'en prendre au *Vlaams Blok*. Les partis francophones n'ont nullement fait mystère de cet objectif. Ils ont dès lors été surpris de voir le *Vlaams Blok* se conformer au prescrit de l'article 15bis de la loi du 4 juillet 1989 et inclure dans ses statuts une disposition par laquelle il s'engageait à respecter les droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Alors que le *Vlaams Blok* a toujours voulu respecter la loi, c'est donc la loi qui doit être modifiée pour permettre de sanctionner ce parti.

L'intervenant juge très claire à ce sujet la justification de l'amendement n° 1759 : cet amendement est en effet inspiré par la crainte de ses auteurs que « le texte proposé puisse s'appliquer à tout programme de n'importe quel parti politique » (Doc. n° 1084/15, p. 2). Il faut donc en conclure que les programmes des autres partis politiques violent tant la Constitution que la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'orateur conclut que, faute d'avoir pu obtenir la condamnation du *Vlaams Blok*, les représentants des partis à l'origine de la présente proposition ont décidé de procéder eux-mêmes à la condamnation du *Vlaams Blok*, en n'hésitant pas à porter atteinte pour ce faire à la liberté d'opinion et à la liberté d'expression.

*
* *

M. De Man constate, en déposant le sous-amendement n° 1760 (Doc. n° 1084/16), que les auteurs de l'amendement n° 1757 entendent, coûte que coûte, imposer la logique qui veut que l'on sanctionne un parti en supprimant sa dotation si ce parti, que ce soit dans son ensemble ou par l'entremise de ses composantes ou de ses membres, contrevient à un texte formulé en termes très généraux. Il estime qu'il faudrait ajouter aux « actes de discrimination » énumérés dans l'amendement n° 1757 de nombreux autres faits qui pourraient être invoqués pour sanctionner un parti. Il renvoie à cet égard à sa proposition visant à punir les partis qui se sont rendus coupables de corruption.

Il annonce dès lors qu'il se livrera à des tests pour voir quels sont les crimes que les autres partis jugent suffisamment graves pour justifier la suppression de la dotation d'un parti.

voortvloeit uit het feit dat die partij zich financieel bedreigd voelt door de toepassing van de wet die zich hier in het stadium van een voorstel bevindt. Die houding legt duidelijk de strafbare aard bloot van de meningen die door deze partij worden verspreid.

De heer Annemans verklaart dat het duidelijk vanaf het begin de bedoeling van de auteurs van het voorstel is geweest om het Vlaams Blok aan te pakken. De Franstalige partijen hebben die doelstelling nooit verhuld. Ze waren dan ook verbaasd te zien dat het Vlaams Blok zich hield aan wat door artikel 15bis van de wet van 4 juli 1989 is voorgeschreven en in haar statuten een bepaling opnam waarbij ze zich ertoe verbond de rechten en vrijheden in acht te nemen, zoals die gewaarborgd zijn door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Het Vlaams Blok nu, heeft altijd de wet willen naleven en dus moet de wet worden gewijzigd om het mogelijk te maken die partij te straffen.

De spreker oordeelt dat, wat dat laatste betreft, de verantwoording van amendement n° 1759 heel duidelijk is : dit amendement vloeit immers voort uit de angst van de auteurs dat « elk partijprogramma van elke politieke partij onder de voorgestelde tekst zou vallen » (Stuk n° 1084/15, blz. 2). Daaruit moet dus worden geconcludeerd dat de programma's van de andere politieke partijen zowel de Grondwet als het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden schenden.

De spreker besluit dat, aangezien ze niet de veroordeling van het Vlaams Blok hebben kunnen verkrijgen, de vertegenwoordigers van de partijen die aan de grond liggen van het onderhavige voorstel hebben beslist om zelf over te gaan tot de veroordeling van het Vlaams Blok, zonder er daarbij voor terug te schrikken afbreuk te doen aan de vrijheid van mening en de vrijheid van meningsuiting.

*
* *

De heer De Man stelt bij het subamendement n° 1760 (Stuk n° 1084/16) dat de indieners van het amendement n° 1757 koste wat kost de logica willen doordrijven waarbij een partij moet worden gestraft door het inhouden van haar financiering indien deze in haar geheel of geledingen of individuele leden ervan fouten begaan tegen de zeer algemeen gestelde tekst. Naar zijn mening dienen er aan de in de tekst van het amendement n° 1757 opgesomde daden van onderscheid nog talrijke voorstellen te worden toegevoegd die eveneens zouden moeten worden gebruikt om een partij te bestraffen. Hij verwijst in die context naar zijn voorstel dat ertoe strekt de partijen die zich aan corruptie hebben bezondigd, te straffen.

Daarom kondigt hij aan te willen uittesten welke soorten misdaden de andere partijen belangrijk genoeg vinden om de dotatie van een partij in te houden.

S'agissant du *sous-amendement n° 1761* (Doc. n° 1084/16), l'intervenant se demande si le faux-monnayage sera ajouté à la liste des infractions entraînant la suppression de la dotation du parti ou si l'on retiendra uniquement le prétendu racisme du *Vlaams Blok*.

*
* *

En ce qui concerne les *sous-amendements n°s 1762 à 1766* (Doc. n° 1084/16), M. Laeremans estime tout d'abord que le texte de l'amendement n° 1757 reprend, à mots couverts, la loi sur le racisme, bien qu'il n'y soit plus fait explicitement référence.

Il fait en outre observer que la procédure proposée viole le principe juridique « *non bis in idem* », étant donné que la commission de contrôle puis le tribunal devront juger un seul et même acte.

Il estime par ailleurs que les partis qui mettent de la fausse monnaie en circulation, qui altèrent des monnaies, qui se rendent complices de ces infractions, qui mettent ou remettent ces monnaies en circulation, doivent être sanctionnés sur le plan financier.

En ce qui concerne les *sous-amendements n°s 1767 et 1768* (Doc. n° 1084/16), l'intervenant estime qu'il conviendrait également de sanctionner financièrement les partis auxquels appartiennent les fonctionnaires de l'état civil qui auraient célébré — éventuellement de manière systématique et contre paiement — des mariages fictifs et qui se seraient ainsi rendus coupables de fraudes dans la tenue des registres de l'état civil.

Dans le cadre de la discussion des *sous-amendements n°s 1769 à 1780* (Doc. n° 1084/16), M. Laeremans estime tout d'abord que chaque article du Code pénal qui est cité revêt une importance identique et est donc applicable au financement des partis.

L'intervenant estime que la falsification par des hommes politiques de titres émis par des pouvoirs publics devrait par excellence pouvoir entraîner des sanctions financières à l'encontre du parti auquel ils appartiennent.

La falsification de timbres et de cachets et l'utilisation de documents ainsi falsifiés devraient aussi faire partie des crimes entraînant la remise en question globale du financement d'un parti si les coupables sont des hommes politiques. Il argue concrètement que si elle relève de ce type de crimes, l'utilisation de plaques d'immatriculation falsifiées n'aura aucune incidence sur la situation financière du parti concerné, alors qu'une imprudence commise dans un tract aura des conséquences.

*
* *

Bij het *subamendement n° 1761* (Stuk n° 1084/16) vraagt de spreker zich af of valsemunterij zal worden opgenomen in de lijst met misdrijven die leiden tot het inhouden van de dotatie bestemd voor de partij, of dat uitsluitend het vermeende racisme van het Vlaams Blok zal worden weerhouden.

*
* *

De heer Laeremans meent bij de *subamendementen n°s 1762 tot en met 1766* (Stuk n° 1084/16) in de eerste plaats dat de tekst van het amendement n° 1757 de wet op het racisme in bedekte termen terug opneemt in de tekst alhoewel er niet meer letterlijk naar wordt verwezen.

Daarnaast betoogt hij dat de voorgestelde procedure het juridische beginsel « *non bis in idem* » schendt, aangezien eerst de controlecommissie en daarna een rechtbank éénzelfde daad zal moeten beoordelen.

Vervolgens stelt hij dat partijen die valse munten in omloop brengen, munten schenden, daaraan medeplichtig zijn, deze in omloop of weer in omloop brengen, financieel moeten worden gesanctioneerd.

Bij de *subamendementen n°s 1767 en 1768* (Stuk n° 1084/16) is de spreker de mening toegedaan dat de partijen waartoe ambtenaren van de burgerlijke stand behoren die — eventueel systematisch en tegen betaling — schijnhuwelijken zouden afsluiten en zodoende fraude plegen bij het houden van de registers van de burgerlijke stand, eveneens financieel zouden moeten worden gesanctioneerd.

Bij zijn bespreking van de *subamendementen n°s 1769 tot en met 1780* (Stuk n° 1084/16) meent de heer Laeremans vooreerst dat elk aangehaald artikel uit het Strafwetboek één zelfde belang heeft en dus van toepassing kan zijn op de partijfinanciering.

Het vervalsen door politici van effecten die door openbare besturen worden uitgegeven, zou volgens de spreker bij uitstek in aanmerking moeten komen voor een financiële bestraffing van de partij waartoe zij behoren.

Ook het vervalsen van zegels en (keur)stempels en het gebruik van aldus vervalste documenten zou één van de types misdaden moeten zijn die ertoe leiden dat — indien politici zich eraan schuldig maken — de financiering van een partij in haar geheel op de helling komt te staan. *In concreto* argumenteert hij dat bijvoorbeeld het gebruik van vervalste nummerplaten hieronder valt, maar zonder gevolg zou blijven voor de financiële toestand van de betrokken partij, terwijl een onvoorzichtigheid in een pamfletje wel gevolgen zal hebben.

*
* *

Dans le cadre de la discussion des *sous-amendements n^{os} 1781 à 1788* (Doc. n^o 1084/16), *M. Spinnewyn* fait savoir qu'il se sent visé par les accusations formulées par les différents partis après le « *dimanche noir* ».

Aussi fournit-il un aperçu de ce qu'il est advenu depuis de ces partis démocratiques.

C. Réunion des 23 et 24 novembre 1998

Mme Colen et consorts présentent les *amendements n^{os} 1788 à 1805* (Doc. n^o 1084/16) (sous-amendements à l'amendement n^o 1760 des mêmes auteurs) tendant à remplacer respectivement la référence à l'article 160 du Code pénal par une référence à l'article 193, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 204, 205, 206, 207, 209, 210, 211, 212, 213 et 214 du même Code.

M. De Man constate que ces articles portent sur les faux commis en écritures. Selon lui, ces infractions sont tout aussi graves que les comportements racistes et doivent donc également figurer — pour autant que les auteurs de la proposition de loi souhaitent poursuivre leur objectif — dans la liste des infractions pénales susceptibles de donner lieu à la suppression de la dotation publique. *M. De Man* fait observer que des membres de divers partis politiques de la majorité ont déjà commis pareils délits, certains ayant fait l'objet d'une condamnation (ou étant sur le point d'être condamnés) en la matière (il renvoie notamment aux articles 193, 196 et 197 du Code pénal).

L'orateur s'interroge quant aux objectifs réels poursuivis par les auteurs de la proposition de loi à l'examen, qu'il soupçonne de vouloir avant tout priver le *Vlaams Blok* de moyens financiers. Il en veut pour preuve la justification de l'amendement n^o 1759 de *MM. Delathouwer, Van Gheluwe et Landuyt* (sous-amendement à l'amendement n^o 1757 de *M. Reynders et consorts*) (Doc. n^o 1084/15, p. 2). Les auteurs indiquent en effet qu'ils souhaitent modifier l'amendement n^o 1757, afin d'« *éviter qu'il puisse être interprété de manière trop large et que le texte proposé puisse s'appliquer à tout programme de n'importe quel parti politique. Tout programme de parti contient en effet des dispositions créant une discrimination fondée, par exemple, sur la langue (protection des minorités linguistiques), le sexe (discriminations positives à l'égard des femmes dans le droit du travail et dans la législation électorale), le patrimoine (impôts progressifs), la naissance (propositions de modification du droit successoral), etc.* ».

M. De Man s'étonne que, malgré les modifications répétées apportées aux dispositions de la proposition initiale, ses auteurs persistent à ne pas vouloir solliciter un second avis du Conseil d'État.

L'intervenant fait en outre remarquer que la commission de contrôle ne devra même pas obtenir l'ac-

Bij de bespreking van de *subamendementen n^{rs} 1781 tot en met 1788* (Stuk n^r 1084/16) geeft *de heer Spinnewyn* te kennen dat hij zich door de aantijgingen van de verschillende partijen na de « *zwarte zondag* » geïrriteerd voelt.

Daarom geeft hij een overzicht van wat er sedertdien met deze democratische partijen gebeurd is.

C. Vergadering van 23 en 24 november 1998

Mevrouw Colen c.s. dient op amendement n^r 1760 van dezelfde indieners de *amendementen n^{rs} 1788 tot 1805* (Stuk n^r 1084/16) in, die ertoe strekken de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek te vervangen door een verwijzing naar de artikelen 193, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 204, 205, 206, 207, 209, 210, 211, 212, 213 en 214 van datzelfde Wetboek.

De heer De Man constateert dat die artikelen betrekking hebben op de valsheid in geschriften. Volgens hem zijn die misdrijven even erg als de racistische gedragingen en moeten zij bijgevolg ook — althans voor zover de indieners van het wetsvoorstel hun doelstelling consequent wensen na te streven — worden opgenomen in de lijst van de strafrechtelijke misdrijven die aanleiding kunnen geven tot de schrapping van de overheidsdotatie. *De heer De Man* merkt op dat leden van de verschillende politieke partijen van de meerderheid reeds dergelijke misdrijven hebben gepleegd en dat sommigen onder hen daarvoor zijn veroordeeld (of binnenkort zullen worden veroordeeld) (hij verwijst naar de artikelen 193, 196 en 197 van het Strafwetboek).

De spreker heeft vragen over de echte doelstellingen die worden nagestreefd door de indieners van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel en hij verdenkt ze ervan dat ze in de eerste plaats het Vlaams Blok financiële middelen willen ontnemen. Hij vindt het bewijs daarvoor in de verantwoording van subamendement n^r 1759 dat de heren *Delathouwer, Van Gheluwe en Landuyt* hebben ingediend op amendement n^r 1757 van de heer *Reynders c.s.* (Stuk n^r 1084/15, blz. 2). De indieners stippen immers aan dat zij amendement n^r 1757 wensen te wijzigen « *Om te vermijden dat [het] te ruim zou kunnen worden geïnterpreteerd en dat elk partijprogramma van elke politieke partij onder de voorgestelde tekst zou vallen (...). Elk partijprogramma bevat immers bepalingen die een onderscheid maken op grond van bijvoorbeeld taal (bescherming van taalminderheden), geslacht (positieve discriminatie van vrouwen in het arbeidsrecht en de kieswetgeving), vermogen (progressieve belastingen), geboorte (voorstellen tot wijziging van het erfrecht), enz.* ».

Het verbaast de heer *De Man* dat, ondanks de herhaalde wijzigingen die zijn aangebracht in de bepalingen van het oorspronkelijke voorstel, de indieners ervan blijven weigeren een tweede advies te vragen aan de Raad van State.

De spreker merkt bovendien op dat de controlecommissie zelfs niet de instemming van de meerder-

cord de la majorité de ses membres pour requérir l'avis du collège de magistrats. De plus, l'avis du collège n'aura aucun caractère contraignant.

Le membre souligne que son parti n'a jamais été condamné pour propos ou actes racistes. Le *Vlaams Blok* considère que le droit de vote doit être directement lié au critère de nationalité et donc être réservé aux seuls citoyens belges (cf. l'article 7 de son programme relatif à l'immigration). Cette conception, basée sur le principe du droit du sang, remonte en fait au droit romain (« *ius sanguinis* ») et a prévalu dans notre pays depuis sa constitution jusqu'au début des années 1990. Si le *Vlaams Blok* était condamné pour racisme sur la base de cette conception, il devrait donc en être de même pour l'ensemble des partis politiques qui ont présidé aux destinées de la Belgique.

À cet égard, l'intervenant fait observer que l'article 16 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales permet aux États contractants d'« imposer des restrictions à l'activité politique des étrangers ». Il est donc tout à fait légitime, selon l'orateur, de refuser l'octroi du droit de vote aux ressortissants des États membres de l'Union européenne et, dans une deuxième phase, à l'ensemble des ressortissants étrangers. Cette extension du droit de vote risque en effet d'aggraver encore la situation des communes flamandes où l'octroi de facilités linguistiques a encouragé les francophones à s'y installer en nombre suffisant pour pouvoir en assurer la gestion et priver ainsi la population flamande de tout droit en la matière. Cette situation est contraire au droit d'autodétermination reconnu à chaque peuple par les traités internationaux.

M. De Man constate le nombre sans cesse croissant de naturalisations. Or, seul 1 % des personnes naturalisées est d'expression néerlandaise. Ces nouveaux électeurs voteront donc en masse pour des partis francophones qui défendent des intérêts manifestement contraires à ceux du peuple flamand.

Par ailleurs, le membre constate que le point 8 du programme de son parti ne peut pas non plus donner lieu à une condamnation pour racisme. Ce point dispose que seul un citoyen belge est autorisé à siéger au sein du Conseil national du travail et des divers comités paritaires susceptibles d'influencer la politique du gouvernement en matière sociale, y compris la conclusion de conventions collectives de travail. Selon l'orateur, il est parfaitement légitime (sur pied de l'article 16 de la Convention des droits de l'homme) de réserver ces fonctions à des personnes de nationalité belge, étant donné que les étrangers n'ont aucune connaissance de notre organisation et de nos traditions (et droits acquis) en matière sociale et que

heid van haar leden moet hebben om het advies te vragen van het college van magistraten. Buitendien is het advies van het college geenszins dwingend.

Het lid herinnert eraan dat zijn partij nooit werd veroordeeld wegens racistische uitslatingen of handelingen. Het Vlaams Blok is van mening dat het stemrecht rechtstreeks verband moet houden met het nationaliteitscriterium en dat het dus moet worden gereserveerd voor de Belgische burgers (zie artikel 7 van zijn programma met betrekking tot de immigratie). Die opvatting, die berust op het principe van het « *ius sanguinis* », gaat terug tot het Romeinse recht en heeft in ons land de bovenhand gehad vanaf de stichting tot het begin van de jaren 1990. Mocht het *Vlaams Blok* op grond van die opvatting worden veroordeeld wegens racisme, dan zou zulks ook het geval moeten zijn voor alle politieke partijen die in de loop der jaren België hebben bestuurd.

De spreker wijst er in dat verband op dat het krachtens artikel 16 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden voor de verdragsluitende Staten mogelijk is « beperkingen op te leggen aan de politieke activiteit van vreemdelingen ». Volgens de spreker is het dus volkomen wettig te weigeren dat stemrecht wordt verleend aan ingezetenen van de lidstaten van de Europese Unie en in een tweede fase aan alle buitenlanders. Die uitbreiding van het stemrecht dreigt immers de situatie van de Vlaamse gemeenten nog te verergeren omdat de toekenning van taalfaciliteiten de Franstaligen ertoe heeft aangezet zich daar in zo groten getale te vestigen dat ze die gemeenten kunnen gaan besturen en zodoende de Vlaamse bevolking elk recht terzake kunnen ontfangen. Die situatie is in strijd met het zelfbeschikkingsrecht dat door de internationale verdragen aan elk volk wordt toegekend.

De heer De Man stelt vast dat het aantal naturalisaties onophoudelijk toeneemt. Slechts 1 % van de genaturaliseerde personen is evenwel Nederlandstalig. Die nieuwe kiezers zullen dus massaal stemmen voor Franstalige partijen, die belangen verdedigen die duidelijk strijdig zijn met die van het Vlaamse volk.

Het lid stelt overigens vast dat punt 8 van het programma van zijn partij evenmin aanleiding kan geven tot een veroordeling wegens racisme. Dat punt bepaalt dat enkel een Belgisch staatsburger zitting mag hebben in de Nationale Arbeidsraad en in de verschillende paritaire comités die een invloed zouden kunnen uitoefenen op het regeringsbeleid in sociale zaken, met inbegrip van het sluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten. Volgens de spreker is het volstrekt rechtmatig (op basis van artikel 16 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden) om die functies voor te behouden aan personen van Belgische nationaliteit, aangezien vreemdelingen onze organisatie

leur conception de la vie sociale est totalement différente de la nôtre.

M. Annemans constate, pour sa part, que les partis politiques francophones ont vécu durant de longues années dans une tour d'ivoire sans se rendre compte de l'évolution de la réalité flamande.

Selon l'orateur, l'objectif principal de la présente proposition de loi n'est pas tant de combattre les idées soi-disant racistes du *Vlaams Blok*, que de priver ce parti de financement public parce qu'il a osé réclamer la création d'un État flamand indépendant. Il renvoie aux arguments développés par les médias francophones, selon lesquels il est inadmissible que l'État belge assure le financement d'un parti politique qui remet en cause les fondements mêmes de cet État.

Le *Vlaams Blok*, créé en 1978, est issu d'un mouvement nationaliste de protestation légitime et démocratique contre le pacte d'Egmont. Il est le premier parti à avoir exigé la disparition de la Belgique et à avoir remis en cause le principe des transferts financiers de la Flandre vers la Wallonie. En 1992, l'ensemble du *Vlaamse volksbeweging* a fait sienne la stratégie d'indépendance élaborée par le *Vlaams Blok* en 1990 et développée au cours des années suivantes lors de congrès successifs.

En 1992, le *Vlaams Blok* a à nouveau pris l'initiative en développant une stratégie spécifique pour Bruxelles en tant que capitale de la Flandre indépendante. Il a, entre autres, examiné la question de l'éventuel octroi de garanties en matière d'identité culturelle pour les nombreux habitants francophones de la capitale.

M. Annemans constate que la présence des élus flamands à Bruxelles a été tolérée par les partis francophones tant qu'ils n'ont formulé aucune revendication sur des questions fondamentales. En tentant d'apporter une solution aux problèmes réels de la ville et de ses habitants (criminalité, sécurité, immigration, ...), notamment par le biais d'une campagne de sensibilisation bilingue auprès des Bruxellois et l'organisation récente d'un congrès à Bruxelles, le *Vlaams Blok* a provoqué une réaction virulente de la part des partis francophones et du SP, inquiets de l'influence grandissante du *Vlaams Blok* à Bruxelles, ce qui a finalement conduit au dépôt de la présente proposition de loi.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 1806 à 1812 (Doc. n° 1084/16) de *Mme Colen et consorts* visent à remplacer la référence à l'article 160 du Code pénal figurant dans le texte proposé dans l'amendement n° 1760

et onze traditions (en verworven rechten) in sociale zaken helemaal niet kennen en hun opvattingen over het maatschappelijk leven volkomen verschillend zijn van de onze.

De heer Annemans stelt dan weer vast dat de Franstalige politieke partijen vele jaren in een ivoren toren hebben geleefd, zonder zich rekenschap te geven van de evolutie van de reële Vlaamse situatie.

Volgens de spreker heeft dit wetsvoorstel niet tot belangrijkste doel de zogenaamd racistische ideeën van het Vlaams Blok te bestrijden, maar wel die partij te spenen van overheidsfinanciering, omdat ze de oprichting van een onafhankelijke Vlaamse staat heeft durven eisen. Hij verwijst naar de argumenten die door de Franstalige media worden gehanteerd, namelijk dat het onaanvaardbaar is dat de Belgische Staat de financiering van een politieke partij op zich neemt, wanneer deze de fundamentele zelf van die staat ter discussie stelt.

Het Vlaams Blok, opgericht in 1978, is voortgesproten uit een nationalistische beweging van rechtmatig en democratisch protest tegen het Egmontpact. Het is de eerste partij die het verdwijnen van België heeft geëist en die het principe van de financiële transfers van Vlaanderen naar Wallonië aan de kaak heeft gesteld. In 1992 heeft de hele Vlaamse Volksbeweging zich aangesloten bij de onafhankelijkheidsstrategie die het Vlaams Blok in 1990 heeft uitgewerkt en die het in de daarop volgende jaren ter gelegenheid van opeenvolgende congressen heeft uitgewerkt.

In 1992 heeft het Vlaams Blok opnieuw het voortouw genomen door een specifieke strategie te ontwerpen voor Brussel als hoofdstad van het onafhankelijke Vlaanderen. Het heeft onder andere de vraag bestudeerd van de eventuele toekenning van garanties inzake culturele identiteit aan de talrijke Franstalige inwoners van de hoofdstad.

De heer Annemans stelt vast dat de aanwezigheid van Vlaamse verkozenen in Brussel door de Franstalige partijen werd getolereerd zolang deze verkozenen geen enkele eis formuleerden over fundamentele kwesties. Door te proberen een oplossing te bieden voor de reële problemen van de stad en haar bewoners (misdad, veiligheid, immigratie, ...), met name via een tweetalige sensibiliseringscampagne aan het adres van de Brusselaars en via de recente organisatie van een congres in Brussel, heeft het Vlaams Blok een heftige reactie ontlokt aan de Franstalige partijen en aan de SP, die zich zorgen maken over de groeiende invloed van het Vlaams Blok in Brussel, hetgeen uiteindelijk heeft geleid tot de indiening van dit wetsvoorstel.

*
* *

De subamendementen n^{rs} 1806 tot 1812 van *mevrouw Colen c.s.* (Stuk n° 1084/16) strekken ertoe de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek, als opgenomen in de bij amendement n° 1760 voorge-

par, successivement, une référence aux articles 215 à 221 du même Code.

M. Van den Eynde indique que les articles 215 à 221 du Code pénal ont trait au faux témoignage et au faux serment.

Rappelant qu'une première version de la proposition à l'examen vise à sanctionner les actes contraires à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et que les infractions à cette loi tombent sous le coup de la loi pénale, l'orateur affirme que d'autres infractions au Code pénal, qui sont caractérisées par une gravité aussi importante — et même plus importante — que celle afférente aux infractions premières citées, devraient également pouvoir être comprises dans le champ d'application de la proposition à l'examen et justifier par conséquent une suppression de la dotation considérée, à condition qu'elles soient établies par une décision rendue par un tribunal et passée en force de chose jugée.

Il en va ainsi par exemple des infractions de faux témoignage et de faux serment.

Ce point de vue est partagé par le Conseil d'État dans un avis afférent à la proposition de loi déposée au Sénat par *M. Erdman* et visant à correctionnaliser les délits de presse inspirés par le racisme et la xénophobie. Le Conseil d'État s'est en effet interrogé sur les raisons pour lesquelles les infractions à la loi du 30 juillet 1981 précitée devraient avoir davantage de poids que les autres dans le cadre du traitement des délits de presse. Suite à cet avis, la proposition de loi en question n'a plus connu d'autres développements.

L'intervenant constate que depuis la publication de la loi du 30 juillet 1981 précitée, les partis dits démocratiques et des organisations officiellement subventionnées comme le Centre d'égalité des chances n'ont cessé d'accuser le groupe *Vlaams Blok* de comportement raciste et antidémocratique. Or, ces accusations n'ont pu être établies étant donné qu'aucune condamnation pénale n'a jamais été prononcée à l'encontre de ce groupe sur la base de la violation précitée.

Les partis dits démocratiques ont dès lors déposé la proposition à l'examen dont la première version — qui évacuait toute intervention des tribunaux dans la définition des comportements infractionnels — a été sévèrement censurée par le Conseil d'État sur la base de la violation de la Constitution mais également du principe général de la présomption d'innocence consacré par l'article 6, § 2 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Malgré cet avis très négatif du Conseil d'État, ces mêmes partis précités ont persisté dans leur attitude en élaborant une deuxième version de la proposition à l'examen, supprimant de manière arbitraire toute référence tant à

stelde tekst, respectievelijk te vervangen door een verwijzing naar de artikelen 215 tot 221 van datzelfde Wetboek.

De heer Van den Eynde stipt aan dat de artikelen 215 tot 221 van het Strafwetboek betrekking hebben op de valse getuigenis en op meened.

Hij brengt in herinnering dat een eerste versie van het ter bespreking voorliggende voorstel ertoe strekt de daden te bestraffen, die indruisen tegen de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en dat de overtredingen van die wet onder de strafwet vallen. In dat verband moeten andere overtredingen van het Strafwetboek die even erg — en zo niet erger — zijn dan de eerstgenoemde strafbare feiten, volgens de spreker ook binnen de toepassings sfeer van dit wetsvoorstel vallen. Bijgevolg zouden ook die strafbare feiten moeten leiden tot het wegvallen van de dotatie, op voorwaarde dat zij werden vastgesteld bij een in kracht van gerechtelijk gewijsde gegane uitspraak van de rechtbank.

Dat geldt bijvoorbeeld voor strafbare feiten zoals valse getuigenis en meened.

Ook de Raad van State neemt dat standpunt in. Dat blijkt namelijk uit een advies aangaande het door de heer *Erdman* in de Senaat ingediende wetsvoorstel om de door racisme en xenofobie ingegeven persmisdrijven te correctionaliseren. De Raad van State vroeg zich immers af waarom overtredingen van voornoemde wet van 30 juli 1981 zwaarder moeten worden bestraft dan de andere misdrijven, zoals de persmisdrijven. Ingevolge dat advies vielen de werkzaamheden in verband met dat wetsvoorstel stil.

De spreker stelt vast dat de zogenaamde democratische partijen en de door de overheid gesubsidieerde instanties, zoals het Centrum voor gelijkheid van kansen, het Vlaams Blok sinds de bekendmaking van de wet van 30 juli 1981 onophoudelijk hebben afgeschilderd als een racistische en antidemocratische partij. Die beschuldigingen konden evenwel niet hard worden gemaakt, aangezien het tegen de partij nooit tot een strafrechtelijke veroordeling is gekomen op grond van voornoemd strafbaar feit.

De zogenaamde democratische partijen hebben dus het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel ingediend, waarvan de eerste versie — die elk gerechtelijk optreden in de omschrijving van de strafbare feiten uitsloot — op zware kritiek van de Raad van State is gestoten. Niet alleen de Grondwet was geschonden, maar eveneens het algemene beginsel van het vermoeden van onschuld, als vastgelegd bij artikel 6, § 2, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Ondanks dat zeer negatieve advies van de Raad van State hebben dezelfde voornoemde partijen volhard in de boosheid en hebben zij het ter bespreking voorliggende voorstel in een tweede versie gegoten. Daar-

la loi qu'à la Convention européenne des droits de l'homme.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 1813 à 1820 (Doc. n^o 1084/16) de *Mme Colen et consorts* visent à remplacer la référence à l'article 160 du Code pénal figurant dans le texte proposé dans l'amendement n^o 1760 par, successivement, une référence aux articles 222 à 228 du même Code.

M. Laeremans indique que les articles 222 à 228 du Code pénal ont trait aux faux témoignage, au faux serment, à la subornation de témoins et à l'usurpation de fonctions, de titres et de noms. Il signale que le *Vlaams Blok* souscrit en particulier à l'ensemble de ces articles du Code pénal, qu'il convient dès lors de comprendre dans le champ d'application de la proposition à l'examen. Ces articles sont en effet, dans le cadre d'une société démocratique, l'émanation de la volonté de l'électeur.

Or, les partis traditionnels, par leurs pratiques très contestables, comme celle de refuser le droit de parole au *Vlaams Blok*, ont précisément hypothéqué cette démocratie.

Il convient dès lors de restaurer cette même démocratie en redonnant la primauté au politique, et ce, par différentes mesures telles celles prônées par le *Vlaams Blok* lors de ses congrès : le référendum décisionnel, l'octroi aux électeurs d'un nombre de voix égal à celui des membres composant leur ménage, la suppression de l'obligation de vote, le maintien du droit de vote à un âge minimum de 18 ans, l'élection directe des bourgmestres (par un scrutin distinct de celui applicable aux conseillers communaux), la vérification des votes émis lors d'un scrutin automatisé (par le dépôt dans une urne *ad hoc* d'une copie écrite des suffrages exprimés), le rétablissement de l'égalité au bénéfice des élus néerlandophones au sein des assemblées fédérales (par une dévolution plus équitable des sièges à pourvoir), le redécoupage des circonscriptions électorales, la reconsidération de la parité linguistique au niveau gouvernemental et administratif, la publicité de l'administration, le développement de la fonction de médiateur au niveau communal.

D'autre part, un parallèle peut être établi entre l'usurpation de titres et de fonctions et l'exercice de la représentation parlementaire actuelle dans le cadre du Parlement de législature, dans la mesure où certaines décisions entièrement neuves sont prises sans que la population ait été consultée à cet égard : il en va ainsi des réformes récentes de la justice où des modifications ont été apportées à des dispositions

in werd eigenmachtig elke verwijzing naar zowel de wet als het Europees verdrag voor de rechten van de mens geschrapt.

*
* *

De subamendementen n^{rs} 1813 tot 1820 van *mevrouw Colen c.s.* (Stuk n^r 1084/16) strekken ertoe de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek, als opgenomen in de bij amendement n^r 1760 voorgestelde tekst, respectievelijk te vervangen door een verwijzing naar de artikelen 222 tot 228 van datzelfde Wetboek.

De heer Laeremans stipt aan dat de artikelen 222 tot 228 van het Strafwetboek betrekking hebben op valse getuigenis, meened, verleiding van getuigen en aanmatiging van ambten, titels of een naam. Hij stipt aan dat het Vlaams Blok al die artikelen van het Strafwetboek bijzonder genegen is, en dat ze derhalve moeten worden opgenomen in het toepassingsveld van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel. In een democratische staat brengen zij immers de wil van de kiezer tot uiting.

Door hun uiterst aanvechtbare handelwijze, zoals de weigering het Vlaams Blok het woord te verlenen, hebben de traditionele partijen evenwel net deze democratie in gevaar gebracht.

Het komt er dus op aan die democratie te herstellen door opnieuw voorrang te geven aan het beleid; dat kan door een aantal maatregelen te nemen, zoals die welke door het Vlaams Blok worden voorgestaan op haar congressen : het beslissend referendum, de toekenning aan de kiezers van een aantal stemmen dat overeenstemt met het aantal leden van hun gezin, de afschaffing van de stemplicht, het behoud van het stemrecht op een minimumleeftijd van 18 jaar, de rechtstreekse verkiezing van de burgemeesters (door een verkiezing die onderscheiden is van die van de gemeenteraadsleden), het nazien van de stemmen die zijn uitgebracht bij geautomatiseerde stembusgang (door een geschreven kopie van de uitgebrachte stemmen in een *ad hoc*-urne te deponeren), het herstel van de gelijkheid voor de Nederlandstalige verkozenen in de federale assemblees (door een billijker verdeling van de toe te wijzen zetels), nieuwe indeling van de kieskringen, het opnieuw in overweging nemen van de taalpariteit in de regering en de overheidsdiensten, openbaarheid van bestuur, uitwerking van de functie van ombudsman op gemeentelijk niveau.

Anderzijds kan een parallel worden getrokken tussen de aanmatiging van titels en ambten en de uitoefening van het huidig parlementaire mandaat in het raam van het legislatuurparlement, in die zin dat bepaalde volkomen nieuwe beslissingen worden genomen zonder dat de bevolking daarover is geraadpleegd : dat is bijvoorbeeld het geval voor de recente hervormingen van het gerecht, waar wijzigingen zijn

constitutionnelles sans que celles-ci aient été soumises au préalable à révision.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 1821 à 1824 (Doc. n^o 1084/16) de *Mme Colen et consorts* visent à remplacer la référence à l'article 160 du Code pénal figurant dans le texte proposé dans l'amendement n^o 1760 par, successivement, une référence aux articles 229 à 232 du Code pénal.

M. Van den Eynde signale que les articles 229 à 232 du Code pénal ont trait à l'usurpation de fonctions, de titres ou de noms.

La tradition de pacifisme qui caractérise le *Vlaams Blok*, explique l'ironie manifestée à l'égard de la chose militaire et notamment les décorations, ordres et insignes.

L'orateur se rallie néanmoins aux dispositions du Code pénal sanctionnant l'usurpation de titres publics, civils, militaires ou nobiliaires ainsi que le port non autorisé de décorations ou de noms et ce, après qu'une décision — ayant établi objectivement les faits et ayant force de chose jugée — ait été rendue par un tribunal en la matière.

Or, dans la proposition à l'examen, il suffit qu'un quart des membres de la commission de contrôle des dépenses électorales estime qu'un parti politique soit en infraction par rapport aux dispositions de la proposition en question pour que l'acte incriminé soit soumis à un collège de magistrats. Les droits de la défense sont bafoués et en outre, étant donné que le parlement prend la décision définitive, il y a confusion entre les fonctions de poursuite et de jugement.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 1825 à 1828 (Doc. n^o 1084/16) de *Mme Colen et consorts* visent à remplacer la référence à l'article 160 du Code pénal figurant dans le texte proposé dans l'amendement n^o 1760 par successivement, une référence aux articles 233 à 236 du Code pénal.

M. Van den Eynde indique que les articles 233 à 236 du Code pénal ont trait aux crimes et délit contre l'ordre public commis par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ou par des ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

Il précise que les ministres des cultes officiellement reconnus sont en quelque sorte des fonctionnai-

aangebracht aan grondwettelijke bepalingen zonder dat deze laatste eerst voor herziening vatbaar zijn verklaard.

*
* *

De subamendementen n^{rs} 1821 tot 1824 (Stuk n^r 1084/16) van *mevrouw Colen c.s.* strekken ertoe de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek, die voorkomt in de tekst voorgesteld bij amendement n^r 1760, te vervangen door een verwijzing naar achtereenvolgens de artikelen 229 tot 232 van het Strafwetboek.

De heer Van den Eynde merkt op dat de artikelen 229 tot 232 van het Strafwetboek betrekking hebben op de aanmatiging van ambten, van titels of van een naam.

De pacifistische traditie die het Vlaams Blok kenmerkt verklaart de afstand die aan de dag wordt gelegd ten aanzien van al wat militair is, met name ten aanzien van eretekens, ordes en onderscheidingstekens.

De spreker sluit zich niettemin aan bij de bepalingen van het Strafwetboek die de aanmatiging van openbare, burgerlijke, militaire of adellijke titels strafbaar stelt, alsmede het zonder verlof dragen van eretekens of namen, en wel nadat een rechtbank op dat vlak een beslissing heeft gewezen, die de feiten objectief heeft vastgesteld en die in kracht van gewijsde is gegaan.

Overeenkomstig het voorstel dat ter discussie ligt, volstaat het evenwel dat een vierde van de leden van de Controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven van mening is dat een politieke partij de bepalingen van het voorstel in kwestie overtreedt om de betwiste daad aan een college van magistraten voor te leggen. De rechten van de verdediging worden met voeten getreden en aangezien het parlement de uiteindelijke beslissing neemt, treedt er bovendien een vermenging op van vervolging en berechting.

*
* *

De subamendementen n^{rs} 1825 tot 1828 (Stuk n^r 1084/16) van *mevrouw Colen c.s.* strekken ertoe de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek, die voorkomt in de tekst voorgesteld bij amendement n^r 1760, te vervangen door een verwijzing naar achtereenvolgens de artikelen 233 tot 236 van het Strafwetboek.

De heer Van den Eynde wijst erop dat de artikelen 233 tot 236 van het Strafwetboek betrekking hebben op misdaden en wanbedrijven tegen de openbare orde, gepleegd door ambtenaren in de uitoefening van hun ambt of door bedienaren der erediensten in de uitoefening van hun bediening.

Hij preciseert dat de officieel erkende bedienaren der erediensten in zekere zin ambtenaren zijn, aan-

res étant donné qu'ils sont appointés par le ministère de la Justice.

On constate toutefois que le directeur du Centre pour l'égalité des chances, par ailleurs membre du clergé, a un rôle très douteux dans la mesure où il estime que sa tâche principale réside dans la lutte contre un parti dont les membres ont été démocratiquement élus. En outre, ce même directeur agit en conséquence en utilisant l'argent de la collectivité à cette fin.

Or, la fonction à la tête d'un organisme public qu'il occupe exige, dans le cadre d'une véritable démocratie, une impartialité absolue.

On constate en fait que le Centre précité agit en tant qu'organisme chargé de veiller au caractère politiquement correct des élus mais également des électeurs. L'État n'est donc plus en conformité avec les principes de base de la démocratie.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 1829 à 1834 (Doc. n^o 1084/16) de Mme Colen et consorts visent à remplacer la référence à l'article 160 du Code pénal figurant dans le texte proposé dans l'amendement n^o 1760 par, successivement, une référence aux articles 239 à 244 du même Code.

M. De Man indique que les articles 239 à 244 du Code pénal ont trait à l'empiètement des autorités administratives ainsi qu'aux détournements et aux concussionnaires commis par des fonctionnaires publics.

Ces infractions sont plus graves que les comportements racistes et doivent donc également figurer dans la liste des infractions pénales susceptibles de donner à la suppression de la dotation publique.

L'orateur signale par ailleurs que l'article 9 du programme de son parti (qui réserve les nominations au sein des organes publics d'avis aux ressortissants belges) ne peut pas, en particulier, donner lieu à une condamnation pour racisme. Et ce, d'autant plus que l'article 16 de la Convention européenne des droits de l'homme autorise des limitations à l'exercice d'activités politiques dans le chef de ressortissants étrangers.

D'autre part, ces amendements sont plus pertinents que les versions successives de la proposition à l'examen, pour les raisons précédemment explicitées.

L'intervenant précise par ailleurs que le contrôle d'organisations d'étrangers défendant des intérêts hypothéquant les normes et valeurs fondamentales de notre société, prônée par son groupe, est parfaite-

gezien zij door het ministerie van Justitie worden betaald.

Feit is evenwel dat de directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen, die overigens deel uitmaakt van de clerus, een uiterst twijfelachtige rol speelt, in die zin dat hij van mening is dat zijn voornaamste taak erin bestaat de strijd aan te binden met een partij waarvan de leden democratisch zijn verkozen. Bovendien voegt diezelfde directeur de daad bij het woord en gebruikt hij daarvoor gemeenschapsgelden.

In het kader van een echte democratie vereist zijn functie aan het hoofd van een openbare instelling een volstrekte onpartijdigheid.

In werkelijkheid stelt men vast dat het voormelde Centrum optreedt als instelling die ermee belast is te waken voor de politieke correctheid van de verkozenen maar ook van de kiezers. De Staat neemt de grondbeginselen van de democratie dus niet meer in acht.

*
* *

Met de subamendementen n^{rs} 1829 tot 1834 (Stuk n^r 1084/16) beoogt mevrouw Colen c.s. de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek, die is opgenomen in de bij amendement n^r 1760 voorgestelde tekst, te vervangen door een verwijzing naar de artikelen 239 tot 244 van datzelfde Wetboek.

De heer De Man merkt op dat de artikelen 239 tot 244 van het Strafwetboek betrekking hebben op de aanmatiging van macht door administratieve en rechterlijke overheden en op verduistering en knevelarij gepleegd door openbare ambtenaren.

Die misdrijven zijn erger dan de racistische gedragingen en moeten bijgevolg ook worden opgenomen in de lijst van de strafrechtelijke misdrijven die aanleiding kunnen geven tot de schrapping van de overheidsdotatie.

De spreker wijst er bovendien op dat artikel 9 van het programma van zijn partij (naar luid waarvan de benoemingen in de openbare instellingen gereserveerd zijn voor de Belgische onderdanen) niet kan leiden tot een veroordeling wegens racisme, temeer daar het krachtens artikel 16 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden voor de verdragsluitende Staten mogelijk is « beperkingen op te leggen aan de politieke activiteit van vreemdelingen ».

Voorts zijn die amendementen om al eerder geformuleerde redenen meer terzake dienend dan de openvolgende versies van het ter bespreking voorliggende voorstel.

De spreker preciseert anderzijds dat de door zijn fractie voorgestane controle van organisaties van vreemdelingen die belangen verdedigen die de fundamentele normen en waarden van onze samenle-

ment compatible avec l'alinéa 2 de l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il doit donc être possible, sur cette base juridique, de juguler des activités pratiquées par des organisations fondamentalistes ou terroristes et, par conséquent, d'interdire, si nécessaire, ces organisations en question.

M. De Man poursuit son argumentation en invoquant l'article 17 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cet article dispose qu'« aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Convention ou à des limitations plus amples de ces droits et libertés que celles prévues à ladite Convention ». Le programme du *Vlaams Blok* n'affirme rien d'autre que ce qui est prévu dans cet article.

Il ne peut dès lors être accusé de racisme.

Par ailleurs, l'orateur rappelle l'article 16 de la même Convention, qui dispose quant à lui qu'« aucune des dispositions des articles 10, 11 et 14 ne peut être considérée comme interdisant aux hautes parties contractantes d'imposer des restrictions à l'activité politique des étrangers ».

Plutôt que de vouloir contrôler le *Vlaams Blok*, il est beaucoup plus important qu'un contrôle soit organisé sur les associations d'étrangers. Ce contrôle, qui est demandé par son groupe, est conforme à l'article 16. On ne peut dès lors, ici aussi, l'accuser de racisme.

L'orateur termine son intervention en précisant que les infractions visées par les sous-amendements n^{os} 1830 à 1834 (Doc. n^o 1084/16) à savoir les articles 240 à 244 du Code pénal sont plus importantes que les vagues raisons invoquées pour priver son groupe de sa dotation.

Ainsi, l'article 242 du Code pénal qui vise la soustraction ou la destruction de pièces. Un autre parti a été confronté à cette hypothèse et n'a nullement vu sa dotation supprimée.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 1835 à 1841 de Mme Colen et consorts tendent à remplacer la référence à l'article 160 du Code pénal figurant dans le texte proposé de l'amendement n^o 1760 par successivement, une référence aux articles 245 à 248 et 250 à 252 du même Code.

ving op het spel zetten, perfect bestaanbaar is met artikel 11, tweede lid, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Het moet dus mogelijk zijn om op die rechtsgrond een einde te maken aan de activiteiten van fundamentalistische of terroristische organisaties en bijgevolg deze desnoods te verbieden.

De heer De Man zet zijn argumentatie voort en verwijst naar artikel 17 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, naar luid waarvan « geen der bepalingen van dit Verdrag mag worden uitgelegd als zou zij voor een Staat, een groep of een persoon het recht inhouden enige activiteit aan de dag te leggen of enige daad te verrichten welke ten doel heeft de rechten en vrijheden welke in dit Verdrag zijn vermeld, te vernietigen of deze rechten en vrijheden meer te beperken dan bij dit Verdrag is voorzien. ». In het programma van het *Vlaams Blok* wordt precies hetzelfde verkondigd als wat in dat artikel is bepaald.

Dat programma kan derhalve niet als racistisch worden bestempeld.

De spreker herinnert voorts aan artikel 16 van het Verdrag, krachtens hetwelk « geen der bepalingen van de artikelen 10, 11 en 14 kan beschouwd worden als aan de hoge verdragsluitende partijen te beletten beperkingen op te leggen aan de politieke activiteit van vreemdelingen. ».

In plaats van het *Vlaams Blok* te controleren, zou men er beter aan doen te zorgen voor een controle op de verenigingen van vreemdelingen. Die controle, die door zijn fractie wordt gevraagd, is in overeenstemming met artikel 16. Bijgevolg kan het programma op dit punt evenmin van racisme worden beschuldigd.

Om zijn betoog af te ronden preciseert de spreker dat de in de subamendementen n^{rs} 1830 tot 1834 (Stuk n^r 1084/16) bedoelde misdrijven, te weten die welke zijn vermeld in de artikelen 240 tot 244 van het Strafwetboek, belangrijker zijn dan de vage redenen die worden aangevoerd om zijn fractie haar dotatie te ontnemen.

Als voorbeeld haalt hij artikel 242 van het Strafwetboek aan, dat betrekking heeft op de ontvreemding of de vernietiging van stukken. Een andere partij heeft daarmee te maken gekregen, maar haar dotatie werd haar geenszins onttrokken.

*
* *

Mevrouw Colen c.s. dient op amendement n^r 1760 de subamendementen n^{rs} 1835 tot 1841 in, die ertoe strekken de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek te vervangen door een verwijzing naar de artikelen 245 tot 248 en 250 tot 252 datzelfde Wetboek.

M. Van den Eynde rappelle que ces articles du Code pénal traitent de la corruption des fonctionnaires publics.

Ces dernières années, plusieurs scandales ont éclaté en matière de corruption.

Ces scandales ont eu pour conséquence que le public se méfie à présent des hommes politiques.

Les scandales en matière de pédophilie ont ensuite éclaté. Toutes ces affaires ont fortement atteint le monde politique et dès lors la démocratie. Devant cette situation, l'orateur considère que le parlement retrouverait sa crédibilité s'il adoptait une mesure qui prévoierait que celui qui a été corrompu ne pourrait recevoir une dotation. La corruption serait ainsi assimilée à un suicide politique.

Par ailleurs, il estime que le parlement devrait également veiller à ce que les fonds issus de la corruption soient remboursés à l'État. *M. Van den Eynde* donne plusieurs exemples à l'appui de sa thèse selon laquelle l'argent du contribuable sert à payer la corruption vu que celle-ci est incluse dans le prix du marché public. Cet argent doit dès lors être restitué à l'État. En conséquence, si cet argent n'est pas restitué, le parti condamné pour des faits de corruption n'a plus besoin de sa dotation publique.

Après ces nombreux scandales, l'intervenant considère que si des mesures financières doivent être prises à l'égard de partis, elles doivent l'être à l'égard des partis condamnés pour corruption.

Les faits de corruption ne peuvent conduire ni à l'oubli ni au retour de certains hommes politiques.

Il constate que le seul parti qui n'a jamais été au pouvoir, qui n'a jamais commis ce type d'infraction, qui ne s'est jamais adonné à de telles pratiques, à savoir le *Vlaams Blok*, c'est lui que la présente proposition veut sanctionner.

Certes, certains partis se sont rendus compte que cette proposition allait trop loin. Ils l'ont perçu non pas par fair-play politique mais parce qu'ils craignent que le soutien à cette proposition ne soit contreproductif pour leur propre campagne électorale.

*
* *

M. Laeremans commente les amendements n^{os} 1842 à 1848 (Doc. n° 1084/16), qui concernent les articles 254 à 259 du Code pénal (chapitre V — Des abus d'autorité). L'abus d'autorité et de fonctions publiques est caractéristique des partis qui se moquent des droits et libertés démocratiques. *M. Laeremans* explique à cet égard que les droits individuels peuvent en fait se subdiviser en trois catégories, à savoir les droits de l'homme primaires (par exemple, le droit à la vie), les droits politiques et les droits sociaux. À mesure qu'une société évolue, les citoyens

De heer Van den Eynde wijst erop dat die artikelen betrekking hebben op de omkoping van openbare ambtenaren.

Er zijn de jongste jaren verscheidene corruptieschandalen geweest.

Ze hebben ertoe geleid dat de bevolking de politici wantrouwt.

Nadien hebben we de schandalen inzake pedofilie gehad. Al die affaires hebben de politieke wereld en bijgevolg de democratie danig aangevreten. Gelet op die situatie is de spreker van mening dat het parlement opnieuw geloofwaardig zou zijn indien het een maatregel zou nemen die erin voorziet dat wie zich heeft laten omkopen geen dotatie kan krijgen. Zodoende zou corruptie worden gelijkgesteld met politieke zelfmoord.

Hij is voorts van oordeel dat het parlement er zou moeten op toezien dat het geld dat afkomstig is van corruptie aan de Staat wordt terugbetaald. *De heer Van den Eynde* haalt verscheidene voorbeelden aan om zijn stelling kracht bij te zetten volgens welke het geld van de belastingbetaler dient om de corruptie te betalen aangezien die begrepen is in de prijs van de overheidsopdracht. Dat geld moet derhalve aan de Staat worden teruggegeven. Indien zulks niet gebeurt, heeft de wegens omkoping veroordeelde partij bijgevolg haar overheidsdotatie niet meer nodig.

De interveniënt meent dat indien na die talrijke schandalen financiële maatregelen moeten worden genomen jegens de partijen, zulks het geval moet zijn voor de partijen die veroordeeld zijn wegens omkoping.

Corruptie mag er niet toe leiden dat bepaalde politici in de vergetelheid raken, maar mag ook hun terugkeer niet billijken.

De spreker stelt vast dat het onderhavige voorstel ertoe strekt de enige partij te bestraffen die nog nooit aan de macht is geweest, die nog nooit dergelijke misdrijven heeft gepleegd en die zich nog nooit tot degelijke praktijken heeft verlaagd, namelijk het *Vlaams Blok*.

Sommige partijen hebben ingezien dat het voorliggende voorstel te ver gaat, niet uit politieke eerlijkheid maar omdat ze vrezen dat als ze dit voorstel steunen, zulks een averechtse uitwerking zou hebben voor hun eigen verkiezingscampagne.

*
* *

De heer Laeremans licht de amendementen n^{rs} 1842 tot 1848 (Stuk n° 1084/16) toe, die betrekking hebben op de artikelen 254 tot 259 van het Strafwetboek (hoofdstuk V — Misbruik van gezag). Misbruik van gezag en gezagsfuncties is kenmerkend voor partijen die een loopje nemen met de democratische rechten en vrijheden. In dit verband legt de heer *Laeremans* uit dat individuele rechten in feite kunnen worden onderverdeeld in drie categorieën, te weten de primaire mensenrechten (bijvoorbeeld het recht op leven), de politieke rechten en de sociale

peuvent revendiquer une catégorie supérieure de droits individuels. À côté des droits individuels, il y a aussi les « droits collectifs ». Il s'agit de droits qui sont reconnus à un groupe, par exemple un peuple. Cette notion n'a pas encore atteint un stade d'évolution aussi avancé que les droits individuels. Les sources des droits individuels sont constituées par les règles du droit national et d'un certain nombre de conventions internationales (notamment la CEDH). Les droits collectifs sont essentiellement codifiés au niveau international. Le droit à l'autodétermination est un droit typiquement collectif. Ce droit a en outre été reconnu universellement, même s'il est encore trop souvent placé dans le contexte de la décolonisation.

La démocratie n'est pas synonyme de respect des droits de l'homme, tout comme les droits collectifs ne sont pas non plus la somme des droits subjectifs des membres d'un groupe. Ces notions sont toutefois souvent confondues et utilisées erronément.

M. Laeremans précise que cette justification vaut aussi pour les amendements n^{os} 1849 à 1856.

*
* *

Mme Colen abonde dans le sens de M. Laeremans en soulignant à son tour que l'on utilise souvent les notions à tort et à travers. Ainsi, « établir une distinction » n'est pas la même chose que « créer une discrimination », qui a une connotation négative. Elle souhaite commenter les amendements n^{os} 1857 à 1863 qui ont trait aux articles 275 à 281 du Code pénal.

Exclure arbitrairement un parti doit être considéré comme discriminatoire.

Le *Vlaams Blok* n'a jamais eu l'intention de « créer une discrimination », mais d'établir une distinction, ce qui ne peut constituer une raison d'exclure ce parti. C'est ce que l'on pense aussi à l'étranger, ainsi qu'il ressort de l'article du « *Wall Street Journal* » cité ci-dessus.

Mme Colen s'étend ensuite sur la notion de « discrimination à l'égard des femmes », qui a été à la base du mouvement féministe.

L'intervenante souligne que la lutte pour les droits de la femme vise essentiellement à obtenir l'égalité des chances entre hommes et femmes. Cela ne signifie toutefois pas nécessairement que les hommes et les femmes doivent participer dans une mesure statistiquement identique à tous les rouages de la vie sociale. Ce point s'avère toutefois constituer la principale revendication du mouvement féministe. Selon Mme Colen, la notion d'« égalité des chances » se rapporte plutôt, dans ce contexte, à la création d'une égalité lors du choix qu'il faut opérer entre la famille et la carrière professionnelle. L'émancipation implique également que les femmes obtiennent le droit et les moyens économiques de se consacrer à leur maternité et à leur famille.

Naarmate een maatschappij verder evolueert, kunnen de burgers een hogere categorie van individuele rechten afdwingen. Naast de individuele rechten zijn er ook « collectieve rechten ». Dit zijn rechten die toegekend worden aan een groep, bijvoorbeeld een volk. Dit concept is veel minder ver ontwikkeld dan dat van de individuele rechten. De bronnen van de individuele rechten worden gevormd door de regels van het nationale recht en van een aantal internationale verdragen (onder meer het EVRM). De collectieve rechten zijn in hoofdzaak internationaal gecodificeerd. Het recht op zelfbeschikking is een typisch collectief recht. Dit recht heeft bovendien een universele erkenning gekregen, al wordt het nog te vaak in de context van de dekolonisatie geplaatst.

Democratie is geen synoniem van respect voor de mensenrechten, zoals collectieve rechten ook niet staan voor de som van de subjectieve rechten van de leden van een groep. Deze begrippen worden echter vaak door mekaar gehaald en verkeerd gebruikt.

De heer Laeremans deelt mee dat deze toelichting ook geldt voor de amendementen n^{rs} 1849 tot 1856.

*
* *

Mevrouw Colen sluit aan bij de heer Laeremans door er op haar beurt op te wijzen dat er vaak slordig wordt omgesprongen met het begrippenapparaat. Zo is het « maken van onderscheid » niet hetzelfde als « discrimineren », dat een negatieve connotatie heeft. Zij wenst de amendementen n^{rs} 1857 tot 1863 toe te lichten, die betrekking hebben op de artikelen 275 tot 281 van het Strafwetboek.

Het uitsluiten van partijen op een willekeurige basis moet als discriminatie worden beschouwd.

Het Vlaams Blok heeft nooit de bedoeling gehad om te discrimineren, wel om een onderscheid te maken. Dat kan geen reden zijn om deze partij uit te sluiten. In het buitenland denkt men daar ook zo over, getuige hiervan het hoger geciteerde artikel uit de « *Wall Street Journal* ».

Mevrouw Colen weidt vervolgens verder uit over het begrip vrouwendiscriminatie dat aan de grondslag lag van de feministische beweging.

Volgens de spreker bestaat de essentie van vrouwenrechten erin dat vrouwen gelijke kansen krijgen als mannen. Dat betekent echter niet noodzakelijk dat de participatie van mannen en vrouwen in alle geledingen van het maatschappelijk leven statistisch op gelijke wijze verdeeld moet zijn. Nochtans blijkt dit het belangrijkste strijdpunt te zijn van de vrouwenbeweging. Volgens mevrouw Colen verwijst het begrip « gelijke kansen » in deze context eerder naar het creëren van een gelijkheid bij de keuze tussen gezin en beroepsloopbaan. Emancipatie houdt ook in dat vrouwen het recht en de economische mogelijkheden krijgen om zich te wijden aan moederschap en gezin.

Son parti plaide dès lors pour l'octroi d'un salaire-éducation à l'homme ou à la femme qui choisit d'élever les enfants. Une telle mesure contribuerait réellement à instaurer une égalité entre hommes et femmes.

Le président constate que l'intervention de Mme Colen n'a aucun rapport avec les amendements dont elle a annoncé le commentaire et que son exposé s'inscrit par conséquent dans le cadre de la discussion générale.

Mme Colen souscrit à cette constatation.

*
* *

M. Laeremans commente ensuite les amendements n^{os} 1864 à 1868, qui visent à assimiler, pour l'application de la loi proposée, une condamnation pour bris de scellés (articles 283 à 288 du Code pénal) à une infraction à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie.

Le membre compare l'apposition de scellés au « bâillonnement ». Il constate que la proposition de loi à l'examen vise à bâillonner son parti. Il fait aussi observer que cette mesure vaut pour l'avenir, ce qui va à l'encontre des principes fondamentaux du droit pénal, selon lesquels une condamnation doit toujours être fondée sur des faits du passé. Or, en l'occurrence, il s'agit manifestement de sanctionner à l'avance d'éventuels faits punissables.

*
* *

M. Huysentruyt commente ensuite les amendements n^{os} 1869 à 1871, qui concernent les articles 289 à 291 du Code pénal (chapitre IV — Des entraves apportées à l'exécution des travaux publics).

M. Huysentruyt évoque à cet égard les actions menées par des éco-activistes, qui sont parfois soutenus par certains parlementaires, en particulier par des membres du groupe Ecolo-Agalev.

Le président fait observer que cette remarque de *M. Huysentruyt* contrevient à l'article 34 du Règlement de la Chambre, qui prévoit que toute imputation de mauvaise intention de député à député est interdite.

*
* *

Les amendements n^{os} 1872 à 1878 de Mme Colen et consorts (sous-amendements à l'amendement n^o 1760, Doc. n^o 1084/16) tendent à inscrire dans l'article 15ter, § 1^{er}, proposé de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabili-

Daarom pleit haar partij voor een opvoedersloon voor de man of vrouw die kiest voor de opvoeding van de kinderen. Dit zou de gelijkheid op reële wijze bevorderen.

De voorzitter stelt vast dat het discours van mevrouw Colen geen verband houdt met de amendementen waarvan de toelichting werd aangekondigd en dat de uiteenzetting bijgevolg kadert in de algemene bespreking.

Mevrouw Colen stemt hiermee in.

*
* *

De heer Laeremans licht vervolgens de amendementen n^{rs} 1864 tot 1868 toe die een veroordeling wegens zegelverbreking (artikelen 283 tot 288 van het Strafwetboek) voor de toepassing van dit wetsvoorstel op gelijke voet beogen te plaatsen met een overtreding van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden.

Het lid vergelijkt het leggen van zegels met het « monddood » maken. Hij stelt vast dat het voorliggende wetsvoorstel zijn partij monddood wenst te maken. Hij wijst er tevens op dat deze maatregel voor de toekomst geldt. Dat staat haaks op de grondbeginselen van het strafrecht volgens welke een veroordeling steeds moet worden gesteund op feiten uit het verleden. Hier gaat het er blijkbaar om eventuele strafbare feiten reeds vooraf te bestraffen.

*
* *

De heer Huysentruyt bespreekt vervolgens de amendementen n^{rs} 1869 tot 1871 die handelen over de artikelen 289 tot 291 van het Strafwetboek (hoofdstuk IV — Belemmering van openbare werken).

De heer Huysentruyt verwijst in dit verband naar de activiteiten van milieuactivisten die soms gesteund worden door sommige parlementairen, meer bepaald leden van de Agalev-Ecolo-fractie.

De voorzitter merkt op dat deze opmerking van *de heer Huysentruyt* artikel 34 van het Reglement van de Kamer overtreedt waarin bepaald wordt dat aantijgingen van kwade bedoelingen tussen volksvertegenwoordigers, verboden zijn.

*
* *

De amendementen n^{rs} 1872 tot 1878 van mevrouw Colen c.s. (subamendementen op amendement n^o 1760, Stuk n^o 1084/16) strekken ertoe in het voorgestelde artikel 15ter, § 1, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke par-

té ouverte des partis politiques que la dotation qui est allouée à un parti politique peut également être supprimée si ce dernier pose un acte contraire aux articles 292 à 298 du Code pénal (des crimes et des délits des fournisseurs).

M. Annemans fait observer que ce sont surtout les partis francophones qui affirment que le *Vlaams Blok* doit être sanctionné, en précisant en outre très clairement que tel est l'objet de la proposition de loi à l'examen.

Son parti ne se fait dès lors aucune illusion.

Mais quelles sont les intentions de ces partis ?

L'intervenant estime que le but est à coup sûr de réduire au silence son parti, qui remet fondamentalement en cause la construction belge.

Mais cette constatation n'explique pas tout.

Du côté flamand, le débat se concentre sur le point de vue du *Vlaams Blok* à propos de l'immigration. On en déduit que ce parti est antidémocratique.

Ce n'est donc pas le fait que les règles démocratiques ne seraient pas respectées qui amène à affirmer le caractère antidémocratique du parti.

Il suffit apparemment de formuler un point de vue.

M. Annemans ne peut comprendre cette argumentation.

*
* *

Les amendements n^{os} 1879 à 1886 de Mme Colen et consorts (sous-amendements à l'amendement n^o 1760, Doc. n^o 1084/16) visent à prévoir que les faits impliquant une infraction aux articles 301 à 308 du Code pénal (articles relatifs aux infractions aux lois et règlements sur les loteries, les maisons de jeu et les maisons de prêt sur gages) peuvent également justifier l'éventuel retrait de la dotation d'un parti politique.

M. Annemans précise que le lien entre le financement des partis politiques et la pègre a été clairement démontré au cours des dernières années. Les travaux des commissions d'enquêtes parlementaires ont confirmé ce lien.

M. Annemans explique ensuite que l'attitude du *Vlaams Blok* à l'égard des étrangers est motivée par la constatation que notre identité culturelle est de plus en plus menacée par l'immigration à grande échelle.

Il rappelle également l'existence du programme en septante points de son parti.

L'intervenant estime que plusieurs de ces points ont entre-temps été réalisés par le gouvernement. C'est le cas notamment du renforcement de la législation afin de rendre impossibles les mariages blancs, de la suppression du droit au travail pour les réfugiés politiques, de la création de centres d'accueil fermés et de l'expulsion des étrangers séjournant chez nous dans l'illégalité.

tijen, in te schrijven dat de dotatie aan een politieke partij eveneens kan worden ingetrokken indien deze een daad stelt die in overtreding is met de artikelen 292 tot 298 van het Strafwetboek (misdaden en wanbedrijven van leveranciers).

De heer Annemans wijst erop dat het vooral de Franstalige partijen zijn die beweren dat het Vlaams Blok gesanctioneerd moet worden en die bovendien zeer duidelijk stellen dat onderhavig wetsvoorstel precies hiervoor bedoeld is.

Zijn partij maakt zich dan ook geen enkele illusie.

Maar wat is het oogmerk van die partijen ?

Volgens de spreker is het ongetwijfeld de bedoeling om zijn partij die de Belgische constructie fundamenteel in vraag stelt monddood te maken.

Maar deze vaststelling verklaart niet alles.

Langs Vlaamse kant spitst het debat zich toe op het vreemdelingenstandpunt van het Vlaams Blok. Hieruit concludeert men dat deze partij niet democratisch zou zijn.

Het ondemocratische karakter wordt dus niet afgeleid uit het feit dat de democratische spelregels niet zouden worden geëerbiedigd.

Het formuleren van een standpunt volstaat blijkbaar al.

De heer Annemans begrijpt deze argumentatie niet.

*
* *

De amendementen n^{rs} 1879 tot 1886 van mevrouw Colen c.s. (subamendementen op amendement n^o 1760, Stuk n^o 1084/16) strekken ertoe de daden die een overtreding inhouden van de artikelen 301 tot 308 van het Strafwetboek (artikelen met betrekking tot de overtreding van de wetten en verordeningen op loterijen, speelhuizen en pandhuizen) eveneens te beschouwen als grond voor de mogelijke intrekking van de dotatie aan een politieke partij.

De heer Annemans stipt aan dat de band tussen financiering van politieke partijen en de onderwereld tijdens de voorbije jaren voldoende werd aangetoond. De werkzaamheden van de parlementaire onderzoekscommissies zijn tot diezelfde vaststelling gekomen.

De heer Annemans legt vervolgens uit dat het vreemdelingenstandpunt van het Vlaams Blok ingegeven is door de vaststelling dat onze culturele identiteit steeds meer bedreigd wordt door de massale immigratie.

Hij brengt ook het ontstaan van het 70-puntenprogramma van zijn partij in herinnering.

Volgens de spreker werden intussen verschillende van die voorstellen door de regering daadwerkelijk uitgevoerd zoals het verstrakken van de wetgeving om schijnhuwelijken onmogelijk te maken, de afschaffing van recht op arbeid voor politieke vluchtelingen, de oprichting van gesloten asielcentra en de uitwijzing van illegale vluchtelingen.

Cette énumération atteste la nécessité de consacrer une discussion au programme du *Vlaams Blok* dans ce débat. Ce parti est en tout cas ouvert à un tel débat.

*
* *

Les amendements n° 1887 à 1891 de Mme Colen et consorts (sous-amendements à l'amendement n° 1760, Doc. n° 1084/16) visent à prévoir que les infractions relatives à l'industrie, au commerce et aux enchères publiques (articles 309 à 314 du Code pénal) peuvent justifier l'éventuel retrait de la dotation d'un parti politique.

Mme Colen rappelle que le Commissaire européen Van Miert a déjà fait observer que les tentatives faites par la ministre de l'Emploi et du Travail pour améliorer la compétitivité des entreprises belges par le biais de l'opération Maribel entraînent une distorsion de la concurrence entre les entreprises européennes.

À l'échelle européenne, cette mesure pourrait être considérée comme un acte violent les principes inscrits aux articles 309 à 314 du Code pénal.

L'intervenante signale ensuite que le problème de la définition de critères en vue de l'attribution ou non d'une dotation aux partis politiques retient également l'attention à l'étranger.

Dans un article publié récemment dans le *Wall Street Journal*, il est dit que les propositions visant à subordonner le droit à la dotation à des critères discutables portent atteinte à la démocratie même.

M. Delathouwer tient à ramener la portée de cet article de presse à ses justes proportions.

Il est assez clair, en effet, que l'on a « soufflé » à l'auteur de l'article les idées qu'il a développées dans celui-ci.

Mme Colen réfute fermement cette affirmation. C'est offenser les journalistes indépendants du *Wall Street Journal* que d'insinuer qu'ils reprennent purement et simplement ce que d'autres leurs dictent.

*
* *

L'amendement n° 1892 de Mme Colen et consorts (sous-amendement à l'amendement n° 1760, Doc. n° 1084/16) tend à faire de l'infraction aux lois sur les inhumations (article 315 du Code pénal) un motif de retrait de la dotation aux partis politiques.

M. Sevenhans estime que les obligations imposées aux proches en cas de décès peuvent être considérées comme l'expression d'une attitude intolérante.

Dit illustreert dat de discussie over het Vlaams Blok-programma onmogelijk uit de weg kan worden gegaan. Zijn partij staat open voor dit debat.

*
* *

Met de amendementen n° 1887 tot 1891 (subamendementen op amendement n° 1760, Stuk n° 1084/16) beoogt mevrouw Colen c.s. om de misdrijven betreffende nijverheid, koophandel en openbare veilingen (artikelen 309 tot 314 van het Strafwetboek) als grond te beschouwen voor de mogelijke intrekking van de dotatie aan een politieke partij.

Mevrouw Colen brengt in herinnering dat Europees Commissaris Van Miert er reeds op gewezen heeft dat de pogingen van de minister van Tewerkstelling en Arbeid om via de Maribeloperatie de slagkracht van de Belgische ondernemingen te verbeteren, de concurrentieverhouding tussen de Europese bedrijven scheeftrekt.

Deze maatregel zou op Europees vlak beschouwd kunnen worden als een daad die in strijd is met de in de artikelen 309 tot 314 van het Strafwetboek opgenomen beginselen.

De spreekster stipt vervolgens aan dat de problematiek met betrekking tot het aanleggen van criteria om de politieke partijen al dan niet een dotatie toe te kennen, ook aandacht krijgt in het buitenland.

In een artikel van de *Wall Street Journal* werd recent gewezen op het feit dat voorstellen om het recht op de dotatie afhankelijk te maken van voor kritiek vatbare criteria schade toebrengen aan de democratie zelf.

De heer Delathouwer wil de waarde die aan het betrokken persartikel moet worden gehecht tot de juiste proporties herleiden.

Het is nogal duidelijk dat de ideeën waarvan sprake in dat artikel « aangereikt » werden.

Mevrouw Colen weerlegt die bewering ten stelligste. De insinuatie dat journalisten van de *Wall Street Journal* zonder meer overnemen wat bepaalde mensen hen voorzeggen is beledigend voor deze onafhankelijke journalisten.

*
* *

Het amendement n° 1892 van mevrouw Colen c.s. (subamendement op amendement n° 1760, Stuk n° 1084/16) strekt ertoe de overtreding van de begrafeniswetten (artikel 315 van het Strafwetboek) in aanmerking te nemen als grond voor de intrekking van de dotatie aan politieke partijen.

De heer Sevenhans is de mening toegedaan dat de verplichtingen die in geval van overlijden aan de nabestaanden worden opgelegd als onverdraagzaam kunnen worden gekwalificeerd.

Dès que l'on parle d'intolérance, le *Vlaams Blok* est immédiatement montré du doigt. Pour certains ce parti est synonyme d'intolérance.

Or, être tolérant, c'est pourtant accepter que chacun exprime librement ses opinions. Les autres partis ne font manifestement pas preuve de tolérance lorsqu'il s'agit du *Vlaams Blok*.

*
* *

Les amendements n^{os} 1893 à 1896 de Mme Colen et consorts (sous-amendements à l'amendement n^o 1760, Doc. n^o 1084/16) tendent à considérer que peut être invoquée comme motif de nature à justifier le retrait de la dotation allouée à un parti, la commission d'actes qui constituent une infraction aux articles 322, 323, 327 et 331 du Code pénal (articles ayant trait à l'association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés ainsi qu'aux menaces d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés et aux fausses informations relatives à des attentats graves).

M. Annemans fait observer que notre pays a été confronté à plusieurs reprises à de tels délits au cours des dernières années.

L'assassinat du ministre d'État, André Cools, en est un exemple.

L'instruction relative à cet assassinat a été sabotée et n'a donné aucun résultat.

L'affaire des tueries du Brabant n'a pas été élucidée non plus.

Les travaux des commissions d'enquête parlementaires ont en outre révélé l'existence de liens unissant certains hommes politiques à des personnes de réputation douteuse.

M. Annemans rappelle que le résultat des élections du 24 novembre 1991 a été interprété comme un signal d'antipolitisme.

En ce qui concerne le *Vlaams Blok*, cette affirmation doit être formellement démentie.

Ce jour-là, l'électeur s'est en effet opposé à la politique menée par le gouvernement et a voté démocratiquement pour l'opposition.

Commentant les sous-amendements n^{os} 1897 à 1902 (Doc. n^o 1084/16), l'intervenant estime que l'élection du 24 novembre 1991 n'était pas apolitique, mais constituait un choix clair des citoyens qui, après avoir lu les différents programmes des partis, avaient tiré leurs conclusions et voté pour le *Vlaams Blok*.

À la suite de cette élection, des députés du *Vlaams Blok* ont siégé dans plusieurs commissions de la Chambre, dont la « *commission Dutroux* ».

Les autres partis étant poussés dans le dos au niveau de leur programme, un certain nombre de points du programme du *Vlaams Blok* (tels que, par exemple, la suppression de la mesure de grâce collective, la restructuration des services de police et la

Als over onverdraagzaamheid wordt gesproken wordt onmiddellijk naar het Vlaams Blok verwezen. Onverdraagzaamheid en Vlaams Blok zijn volgens sommigen synoniemen geworden.

Verdraagzaamheid betekent nochtans dat eenieder vrij zijn mening mag uiten. De andere partijen leggen blijkbaar die verdraagzaamheid niet aan de dag als het over het Vlaams Blok gaat.

*
* *

De amendementen n^{rs} 1893 tot 1896 van mevrouw Colen c.s. (subamendementen op amendement n^r 1760, Stuk n^r 1084/16) strekken ertoe om de daden die een overtreding inhouden van de artikelen 322, 323, 327 en 331 van het Strafwetboek (artikelen met betrekking tot de vereniging met het oogmerk om een aanslag te plegen op personen of op eigendommen en met betrekking tot bedreigingen met een aanslag op personen of op eigendommen en valse inlichtingen betreffende ernstige aanslagen) in aanmerking te nemen als grond voor het intrekken van de dotatie.

De heer Annemans merkt op dat ons land in de voorbije jaren herhaaldelijk met dergelijke misdrijven werd geconfronteerd.

De moord op minister van Staat André Cools is er één van.

Het gerechtelijk onderzoek naar deze moord werd gesaboteerd en heeft tot geen resultaat geleid.

De misdaden van de Bende van Nijvel werden evenmin opgelost.

De werkzaamheden van de parlementaire onderzoekscommissies hebben bovendien banden tussen bepaalde politici en figuren van twijfelachtige reputatie blootgelegd.

De heer Annemans herinnert eraan dat de verkiezingsuitslag van 24 november 1991 als een antipolitiek signaal werd geïnterpreteerd.

Deze bewering moet — wat het Vlaams Blok betreft — ten stelligste worden ontkend.

De kiezer heeft zich toen gekant tegen het regeringsbeleid en heeft op democratische wijze voor de oppositie gekozen.

Bij de behandeling van de subamendementen n^{rs} 1897 tot en met 1902 (Stuk n^r 1084/16) bestempelt de spreker de verkiezing van 24 november 1991 niet als apolitiek maar als een duidelijke keuze van de burger, die — na het lezen van de verschillende partijprogramma's — zijn conclusies had getrokken door voor het Vlaams Blok te stemmen.

Als gevolg van deze verkiezing zetelden Vlaams Blok-volksvertegenwoordigers in verschillende kamercommissies, waaronder de « *commissie Dutroux* ».

Omdat de andere partijen programmatorisch vooruitgedreven werden, kon zodoende een aantal programmapunten van het Vlaams Blok (zoals bijvoorbeeld de afschaffing van de collectieve genademaatregel, de herstructurering van de politiedien-

mention des noms dans l'affaire « Dutroux ») ont pu être réalisés.

Corsendonk a toutefois prouvé, selon l'intervenant, que le régime avait surmonté le choc de la marche blanche et, après l'escapade de Dutroux, le régime a finalement évacué l'affaire « Dutroux » par le biais de l'accord octopartite.

*
* *

Commentant les *sous-amendements n^{os} 1903 et 1904* (Doc. n^o 1084/16), M. De Man fait observer que l'on ne peut cacher des illégaux qu'en commettant une succession d'infractions, telles que le travail au noir et la fraude fiscale.

Il se demande par ailleurs quelle est la raison d'être d'une procédure d'asile si même les demandeurs d'asile qui ont épuisé toutes les voies de recours peuvent, de fait, rester dans le pays, fût-ce en se cachant.

Il plaide dès lors pour des expulsions effectives, d'autant qu'une régularisation du chef d'un séjour en Belgique d'une durée déterminée est pratiquement impossible, ce séjour ne pouvant de toute façon pas être prouvé dans la pratique.

Il n'est fait aucun commentaire spécifique en ce qui concerne le *sous-amendement n^o 1905* (Doc. n^o 1084/16).

*
* *

M. De Man précise ensuite, dans le cadre de la discussion des *sous-amendements n^{os} 1906 à 1909* (Doc. n^o 1084/16), que les établissements de soins de santé ont dégénéré en centres d'interruption de grossesse.

Il estime en effet que, contrairement à ce que prévoient les dispositions du Code pénal, ces centres ne sont pas attentifs aux problèmes de la femme enceinte, étant donné que leur seule préoccupation est de pratiquer des avortements « propres ».

Le *Vlaams Blok* considère qu'il s'agit là d'un problème de société, étant donné que ces centres pratiquent quelque 15 000 avortements par an et qu'il existe un important déficit démographique.

L'intervenant estime dès lors qu'il convient de sanctionner les partis ou leurs composantes qui encouragent la réalisation d'un nombre aussi important d'avortements.

M. De Man rappelle, dans le cadre de la discussion des *sous-amendements n^{os} 1910 à 1913* (Doc. n^o 1084/16), que s'il est reproché au *Vlaams Blok* d'être un parti raciste, c'est parce qu'il entend supprimer les subventions allouées au lobby pro-étrangers.

Il estime cependant qu'il ne peut être question de racisme en l'occurrence, étant donné que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme n'interdit pas de ne pas octroyer de subventions.

sten en het noemen van namen in de affaire Dutroux) verwezenlijkt worden.

Corsendonk was volgens de spreker echter het bewijs dat het regime de schok van de witte mars te boven was gekomen en ten slotte heeft het — na de vlucht van Dutroux — de Dutroux-affaire daarna vermalen in het zogenaamde « *Octopusakkoord* ».

*
* *

De heer De Man wijst er bij de *subamendementen n^{rs} 1903 en 1904* (Stuk n^r 1084/16) op dat het verbergen van illegalen slechts mogelijk is door een opeenstapeling van criminele daden zoals bijvoorbeeld zwartwerk en belastingontduiking.

Daarnaast ziet hij de zin van een asielprocedure niet in als ook de uitgeprocedeerde asielzoekers — zij het door hen te verbergen — *de facto* kunnen blijven.

Daarom pleit hij voor daadwerkelijke uitwijzingen temeer daar een regularisering door het opleggen van een verplichte voorafgaande verblijfsduur zo goed als onmogelijk is aangezien deze in de praktijk toch niet bewezen kan worden.

Bij het *subamendement n^r 1905* (Stuk n^r 1084/16) wordt er geen specifieke toelichting verstrekt.

*
* *

Vervolgens stelt de heer De Man bij de bespreking van de *subamendementen n^{rs} 1906 tot en met 1909* (Stuk n^r 1084/16) dat de instellingen voor gezondheidszorg tot centra voor zwangerschapsafbreking verworpen zijn.

In tegenstelling tot de bepalingen van het Strafwetboek terzake, meent hij immers dat de problemen van de zwangere vrouw in deze centra geen aandacht krijgen aangezien deze uitsluitend uitgaat naar het uitvoeren van een « *cleane* » abortus.

Aangezien het toch gaat om zo'n 15 000 vruchtafdrijvingen per jaar en mede rekening houdend met het demografisch deficit, beschouwt het Vlaams Blok dit als een maatschappelijk probleem.

De spreker is dus van mening dat er moet opgetreden worden tegen partijen of geledingen ervan die aanzetten tot het uitvoeren van zoveel vruchtafdrijvingen.

In het kader van de *subamendementen n^{rs} 1910 tot en met 1913* (Stuk n^r 1084/16) herinnert de heer De Man eraan dat het Vlaams Blok racisme verweten wordt omdat het de aan de vreemdelingenlobby toegekende subsidies wil afschaffen.

Hij is echter van mening dat er hier geen sprake kan zijn van enig racisme aangezien het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens het niet-verlenen van subsidies niet verbiedt.

Il fait observer à cet égard qu'il n'est pas non plus prévu de subvention en faveur des Flamands qui doivent s'adapter par suite de la présence massive d'étrangers.

M. De Man souligne, à propos des *sous-amendements n°s 1914 à 1919* (Doc. n° 1084/16), que le fait de s'en prendre aux proxénètes albanais et à leurs pratiques quelquefois violentes à l'égard de mineures d'âge, qui sont généralement en séjour illégal dans notre pays et qui sont obligées de se prostituer, peut difficilement être taxé de racisme.

Mais il se demande toutefois, dans la logique du sous-amendement n° 1757, si la politique permissive menée à l'époque par la ministre Detière en ce qui concerne l'octroi à profusion de permis de travail aux danseuses de cabaret ne devrait pas justifier une intervention dans le financement du parti en question.

En ce qui concerne les *sous-amendements n°s 1920 à 1925* (Doc. n° 1084/16), M. De Man estime que les propositions du *Vlaams Blok* sont très concrètes.

L'intervenant fait observer que l'on ne peut en dire autant des dispositions très générales du sous-amendement n° 1757, qui font référence à un Collège qui n'existe pas encore et qui sont en outre considérées par le Conseil d'État, comme anticonstitutionnelles et incompatibles avec la présomption d'innocence.

M. De Man commente ensuite le sous-amendement n° 1921 (Doc. n° 1084/16) au sous-amendement n° 1757 (Doc. n° 1084/14) tendant à ajouter l'article 384 du Code pénal relatif aux bonnes mœurs. Il estime qu'il n'appartient pas à une commission de contrôle de sanctionner les partis politiques sur la base d'une disposition *sui generis*. S'il lui appartenait néanmoins de le faire, il conviendrait de renforcer le critère retenu pour sanctionner et l'amendement à l'examen et le suivant ont dès lors pour objet de retenir d'autres délits du Code pénal comme critère pour sanctionner les partis politiques. L'intervenant passe ensuite au sous-amendement n° 1922 (Doc. n° 1084/16) tendant à ajouter l'article 385 du Code pénal relatif aux outrages publics aux bonnes mœurs. Le sous-amendement n° 1923 (Doc. n° 1084/16) prévoit d'ajouter l'article 386 du Code pénal. Le sous-amendement en question a pour objet d'étendre l'application de la proposition de loi à l'examen aux délits relatifs aux outrages aux bonnes mœurs commis envers des mineurs d'âge. Le sous-amendement n° 1924 (Doc. n° 1084/16) tend à ajouter l'article 386bis du même Code relatif à la vente et à la distribution à des mineurs d'images ou d'objets constituant un outrage aux bonnes mœurs. Le sous-amendement n° 1925 (Doc. n° 1084/16) tend à ajouter l'article 386ter du Code pénal. L'intervenant commente ensuite le sous-amendement n° 1926 (Doc. n° 1084/16) au sous-amendement n° 1757 (Doc. n° 1084/14), qui concerne l'adultère et la bigamie. L'intervenant estime à cet égard que quiconque fait l'apologie de la bigamie compromet l'ordre social et devrait éventuellement être sanctionné par la com-

Daarbij merkt hij op dat er evenmin een subsidie voorzien is voor de Vlamingen die zich ingevolge de massale aanwezigheid van vreemdelingen moeten aanpassen.

Bij de toelichting van de *subamendementen n°s 1914 tot en met 1919* (Stuk n° 1084/16) vermeldt de heer De Man dat het aanklagen van de soms gewelddadige praktijken van Albanese pooiers ten aanzien van minderjarige, veelal illegaal hier verblijvende, meisjes die tot prostitutie gedwongen worden, bezwaarlijk als racisme beschouwd kan worden.

Maar — indien de logica van het subamendement n° 1757 gevolgd dient te worden — stelt hij zich echter wel de vraag of bijvoorbeeld de permissieve politiek van toenmalig minister Detière betreffende het kwistig verlenen van vergunningen aan karakterdanseressen geen grond zou moeten zijn voor een ingrijpen in de partijfinanciering.

Bij de *subamendementen n°s 1920 tot en met 1925* (Stuk n° 1084/16) meent de heer De Man dat de voorstellen van het Vlaams Blok zeer concreet zijn.

Dit staat volgens de spreker in schril contrast met de zeer algemene bepalingen van het subamendement n° 1757 die naar een nog niet bestaand college verwijzen, dat daarbij nog door de Raad van State omschreven werd als ongrondwettelijk en niet-compatibel met het beginsel van het vermoeden van onschuld.

De heer De Man licht vervolgens subamendement n° 1921 (Stuk n° 1084/16) op subamendement n° 1757 (Stuk n° 1084/14) toe tot toevoeging van artikel 384 van het Strafwetboek die verband houdt met de goede zeden. Hij stelt dat het niet een controle-commissie toekomt om politieke partijen te sanctionneren op grond van een bepaling *sui generis*. Indien dit toch het geval is dan moet het criterium voor sanctionnering worden verscherpt en in die zin beoogt dit amendement en ook de volgende de invoering van andere misdrijven uit het Strafwetboek als maatstaf voor het sanctionneren van politieke partijen. De spreker vermeldt voorts subamendement n° 1922 (Stuk n° 1084/16) tot toevoeging van artikel 385 van het Strafwetboek met betrekking tot de openbare zedenschennis. Subamendement n° 1923 (Stuk n° 1084/16) voegt artikel 386 van het Strafwetboek toe. Dit amendement beoogt de toepassing van voorliggend wetsvoorstel uit te breiden tot de misdrijven met betrekking tot openbare zedenschennis jegens minderjarigen. Subamendement n° 1924 (Stuk n° 1084/16) strekt tot het toevoegen van artikel 386bis van hetzelfde Wetboek in verband met het verkopen en verspreiden aan minderjarigen van beelden of voorwerpen die de openbare zeden schenden. Subamendement n° 1925 (Stuk n° 1084/16) voegt artikel 386ter van het Strafwetboek toe. De spreker licht vervolgens subamendement n° 1926 (Stuk n° 1084/16) op subamendement n° 1757 (Stuk n° 1084/14) toe met betrekking tot het overspel en het dubbelhuwelijk. Hierbij houdt de spreker voor dat men evengoed zou kunnen stellen dat wie het dubbelhuwelijk propageert, in aanvaring komt met de goe-

mission de contrôle. L'intervenant commente ensuite les sous-amendements n^{os} 1927 et 1928 (Doc. n^o 1084/16) tendant à ajouter les articles 391bis et 392ter du Code pénal. Il souligne qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un problème de société, à savoir la problématique du conjoint condamné à verser une pension alimentaire qui ne respecte pas ses obligations.

Les sous-amendements n^{os} 1929 à 1947 (Doc. n^o 1084/16) sont groupés en vue de leur discussion. M. De Man précise qu'ils ont pour objet d'ajouter les crimes et les délits contre les personnes. Il estime qu'il est, par exemple, inadmissible qu'un parti politique compte parmi ses membres des personnes qui sont peut-être coupables de meurtre. L'intervenant s'attarde ensuite un peu plus longuement sur l'objet proprement dit de la proposition de loi à l'examen.

Il estime inadmissible qu'une majorité fortuite prive un parti d'opposition de sa dotation, étant donné que l'actuel financement public des partis n'a été instauré que parce que certains partis de la majorité avaient créé une situation telle qu'ils ont jugé utile de faire directement appel au contribuable. Il estime dès lors qu'il s'agit en l'occurrence d'une version moderne de l'Inquisition. L'intervenant souligne en outre que le retrait de la reconnaissance de la religion musulmane, par exemple, ne porte en rien atteinte à la liberté de culte. Le retrait de la reconnaissance, à laquelle est lié le subventionnement, ne limite en effet en rien le libre exercice du culte. Il souligne du reste que ni le bouddhisme ni l'hindouisme ne sont reconnus en Belgique en tant que religions et que personne ne s'en offusque. Qui plus est, s'il est vrai que l'article 9 de la Convention des droits de l'homme garantit la liberté de religion, il est muet en ce qui concerne la reconnaissance ou le subventionnement des religions.

*
* *

M. Annemans commente ensuite les amendements n^{os} 1930 à 1947 (Doc. n^o 1084/16). Il souligne que ces amendements visent à affiner et à préciser la notion de loi pénale en tant que critère pour le financement des partis. Ces sous-amendements au sous-amendement n^o 1757 (Doc. n^o 1084/14) visent en particulier à prévoir que celui qui fait de la politique ne peut commettre aucune infraction. Une action politique doit en effet toujours être non violente. M. Annemans analyse ensuite plus avant la genèse du *Vlaams Blok* en tant que parti politique. Celui-ci est né, en tant que parti nationaliste flamand, en réaction à l'une des réformes de l'État à l'époque du pacte d'Egmont. Il estime en effet que la Belgique constitue, en tant qu'État fédéral, une *contradictio in terminis*, étant donné que la fédéralisation est un phénomène centri-

de l'ordre van de samenleving en desgevallend door de controlecommissie zal worden gesanctioneerd. Vervolgens licht de spreker de subamendementen n^{rs} 1927 en 1928 (Stuk n^r 1084/16) tot toevoeging van de artikelen 391bis en 392ter van het Strafwetboek toe. Hij deelt mee dat het hier om een maatschappelijk probleem gaat, namelijk de problematiek van de echtgenoot die, na te zijn veroordeeld tot het uitkeren van onderhoudsgelden, zijn verplichtingen niet nakomt.

De subamendementen n^{rs} 1929 tot en met 1947 (Stuk n^r 1084/16) worden gegroepeerd besproken. De heer De Man deelt mee dat het om het toevoegen van de misdaden en wanbedrijven tegen een persoon gaat. Hij voert aan dat het bijvoorbeeld niet kan dat een politieke partij leden onder zich heeft die zich mogelijk schuldig hebben gemaakt aan doodslag. Voorts gaat de spreker verder in op de eigenlijke bedoeling van het voorliggende wetsvoorstel.

Hij stelt dat het onaanvaardbaar is dat een toevallige meerderheid een oppositiepartij partijfinanciering gaat ontnemen, rekening houdend met het feit dat de huidige partijfinanciering er slechts gekomen is nadat sommige meerderheidspartijen een dusdanige situatie hadden gecreëerd dat zij het nodig achtten om rechtstreeks op de belastingbetaler beroep te doen. Hij is dan ook de mening toegedaan dat het hier om een moderne vorm van middeleeuwse inquisitie gaat. Vervolgens stelt de spreker dat de intrekking van de erkenning van bijvoorbeeld de islamitische godsdienst geen afbreuk doet aan de godsdienstvrijheid. De intrekking van de erkenning, waaraan de subsidiëring is gekoppeld, houdt namelijk geen beperking in op de vrije beleving ervan. Hij wijst er overigens op dat noch het boeddhisme, noch het hindoeïsme in België als godsdienst zijn erkend en dat daar blijkbaar niemand aanstoot aan neemt. Daarenboven waarborgt artikel 9 van het Verdrag van de Rechten van de Mens wel degelijk de godsdienstvrijheid maar vermeldt niets over erkenning, noch subsidiëring van godsdiensten.

*
* *

De heer Annemans licht vervolgens de amendementen n^{rs} 1930 tot 1947 (Stuk n^r 1084/16) toe. Hij stelt dat de amendementen het concept strafwet als criterium voor de partijfinanciering beogen te verscherpen en te verduidelijken. Deze subamendementen op subamendement n^r 1757 (Stuk n^r 1084/14) strekken er in het bijzonder toe te bepalen dat iemand die aan politiek doet geen misdrijven zou mogen begaan. Een politieke actie moet immers steeds geweldloos verlopen. Vervolgens gaat de heer Annemans verder in op het ontstaan van het Vlaams Blok als politieke partij. Die is als replek op een van de staatshervormingen in de periode van het Egmontpact ontstaan als Vlaams-nationalistische partij. Hij meent namelijk dat België als federale Staat een *contradictio in terminis* is omdat het bij een federale

pète impliquant le regroupement d'entités (par exemple, la Suisse et les États-Unis). Or, c'est exactement le contraire qui se passe en Belgique. Le long cheminement de la Belgique, qui va d'une réforme de l'État à l'autre, est un phénomène centrifuge. L'intervenant analyse ensuite l'expression « fédéralisme à la belge » et précise qu'elle a été utilisée pour la première fois par M. Gaston Eyskens pour apaiser les tensions qui existaient à l'époque (dans l'entre-deux-guerres) entre les belgicains et les nationalistes flamands latents. Cette pensée flamande s'est peu à peu transformée en un mécanisme anti-flamand, qui a fait qu'à chaque réforme de l'État, ce sont toujours les Flamands qui ont fait des concessions. L'intervenant rappelle, en guise d'exemple, l'instauration, lors de la première réforme de l'État, de la parité linguistique, qui a eu pour effet de neutraliser de fait la majorité flamande. L'intervenant estime que la réforme de l'État de 1999 ne pourra en tout cas pas éviter la poursuite de la dislocation du modèle belge.

M. Annemans commente ensuite l'amendement n° 1948 (Doc. n° 1084/16). Ce sous-amendement à l'amendement n° 1757 tend à compléter l'article 2 proposé par une référence à l'article 410 du Code pénal. L'intervenant estime qu'il faut également établir un lien entre les articles 411 à 422 du même Code, qui traitent de l'homicide excusable, de l'homicide et des lésions corporelles involontaires, et cet amendement.

Dans ce contexte, M. Annemans évoque l'évolution historique du Mouvement flamand, au sein duquel les forces centrifuges progressent lentement mais sûrement. Les articles précités du Code pénal traitent de l'homicide et des coups et blessures. Le membre est néanmoins convaincu que la scission de la Belgique pourra, comme celle de l'ancienne Tchécoslovaquie, s'opérer sans violence.

Il réfute ensuite de façon circonstanciée les trois arguments classiques systématiquement avancés par les adversaires d'une telle scission. La Flandre n'est assurément pas trop petite pour devenir un État indépendant (certains États indépendants sont nettement plus exigus qu'elle) et une véritable intégration européenne ne pourra se faire qu'à partir de petites entités véritables. Quant au troisième argument (le problème de Bruxelles), l'intervenant fait observer qu'il l'a déjà réfuté en détail (cf. *supra*).

*
* *

MM. Sevenhans, Van den Broeck et Laeremans précisent la portée des amendements n°s 1949 à 1959 (Doc. n° 1084/16). Ces sous-amendements à l'amendement n° 1757 tendent à insérer, dans l'article 2, un renvoi aux articles 423 à 433 du Code pénal relatifs au duel. Sur la base du précédent historique de 1865

staat om een centripetale operatie gaat waarbij entiteiten worden samengebracht (zoals bijvoorbeeld Zwitserland en de Verenigde Staten). Bij het Belgische model gaat het net andersom. België legt op een centrifugale wijze een lange weg af van de ene staatshervorming naar de andere. De spreker gaat voorts verder in op de term « Belgisch federalisme » en verduidelijkt dat die voor de eerste maal met België in verband werd gebracht door de heer Gaston Eyskens om destijds (tijdens het *interbellum*) de spanning tussen Belgicisten en latente Vlaams-nationalisten weg te nemen. Deze Vlaamse gedachte heeft zich gaandeweg omgezet in een anti-Vlaams mechanisme waarbij bij iedere staatshervorming steeds opnieuw Vlaamse toegevingen worden gedaan. Als voorbeeld haalt de spreker de invoering van de taalpariteit, bij de eerste staatshervorming, aan die als gevolg had dat de Vlaamse meerderheid *de facto* werd geneutraliseerd. De spreker meent dat de staatshervorming van 1999 in ieder geval niet zal kunnen vermijden dat het Belgische model verder uiteengaat.

De heer Annemans licht vervolgens amendement n° 1948 (Stuk n° 1084/16) toe. Dit subamendement op amendement n° 1757 strekt ertoe de voorgestelde tekst van artikel 2 aan te vullen met een verwijzing naar artikel 410 van het Strafwetboek. Ook de artikelen 411 tot 422 van hetzelfde Wetboek, die betrekking hebben op de verschoonbare doodslag, het onopzettelijk doden en het onopzettelijk toebrengen van lichamelijk letsel moeten volgens de spreker met dit amendement in verband worden gebracht.

In deze context heeft de heer Annemans het over de historische evolutie van de Vlaamse Beweging, waarin de middelpuntvliedende krachten langzaam maar zeker terrein winnen. In de bovenvermelde artikelen van het Strafwetboek is sprake van doodslag, slagen en verwondingen. Het lid is er echter van overtuigd dat de splitsing van België, zoals in het vroegere Tsjecho-Slowakije, gewelddoos kan verlopen.

Hij weerlegt vervolgens uitvoerig de drie klassieke argumenten die door de tegenstanders van dergelijke splitsing telkens weer worden aangevoerd. Vlaanderen is gewis niet te klein om een zelfstandige staat te worden (er bestaan autonome staten die veel kleiner zijn) en een echte Europese integratie kan enkel gebeuren op basis van kleine, reële entiteiten. Het derde klassieke tegenargument (het probleem Brussel) werd door hem reeds uitvoerig weerlegd (cf. *supra*).

*
* *

De heren Sevenhans, Van den Broeck en Laeremans lichten amendementen n°s 1949 tot 1959 (Stuk n° 1084/16) toe. Deze subamendementen op amendement n° 1757 strekken ertoe in artikel 2 een verwijzing in te voeren naar de artikelen 423 tot 433 van het Strafwetboek, die betrekking hebben op het

(le duel qui opposa le ministre de la Guerre de l'époque, le général Chazal, au député anversois De Laet), *M. Sevenhans* établit le rapport entre la notion de tolérance et le combat que doit livrer son parti contre des adversaires intolérants, notamment au sein de la commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques.

M. Van den Broeck évoque également, à cet égard, les accusations de racisme incontrôlées et non prouvées qui sont portées contre le *Vlaams Blok* par ces mêmes adversaires.

Enfin, *M. Laeremans* estime également que l'on peut effectivement assimiler à un duel les cas de confrontations entre deux groupes (partisans et adversaires du *Vlaams Blok*, manifestants kurdes et turcs), ce que conteste *M. Tavernier*.

*
* *

M. Laeremans commente ensuite les amendements n^{os} 1960 à 1968 (Doc. n^o 1084/16). Ces sous-amendements à l'amendement n^o 1757 visent à insérer à l'article 2 une référence aux articles 434 à 442 du Code pénal, qui concernent les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers. Il songe à cet égard non seulement à des phénomènes récents tels que le *carjacking* et le *home-jacking*, mais également à la répression de l'après-guerre (qui est, selon lui, à l'origine de la résurgence du Mouvement flamand) et aux attentats qui ont été commis à l'encontre des domiciles de mandataires du *Vlaams Blok*.

Répliquant à une observation de *M. Tavernier*, l'intervenant reconnaît qu'un militant du *Vlaams Blok* était responsable d'un de ces actes (l'incendie criminel d'un local du *Vlaams Blok* situé à Gand). Il estime que tout parti politique doit se garder d'actions inconsidérées qui pourraient être commises par des militants et entraîner la suppression de sa dotation.

*
* *

M. De Man commente ensuite les sous-amendements n^{os} 1965 à 1985 (Doc. n^o 1084/16), qui visent à permettre que des partis politiques fassent l'objet d'une sanction financière lorsqu'eux-mêmes ou leurs composantes ont été condamnés en raison d'infractions aux chapitres IV à VI du titre VIII du Code pénal, chapitres qui traitent respectivement :

— des attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers;

tweegevecht. Vertrekkend van het historisch precedent van 1865 (het duel dat de toenmalige minister van Oorlog, generaal Chazal met de Antwerpse volksvertegenwoordiger De Laet uitvocht) legt *de heer Sevenhans* het verband met het begrip verdraagzaamheid en het gevecht dat zijn partij met onverdraagzame tegenstanders onder meer in de controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de boekhouding van de politieke partijen moet voeren.

Ook *de heer Van den Broeck* heeft het in dit verband over de ongecontroleerde en niet bewezen beschuldigingen van racisme die door dezelfde tegenstrevers tegen het Vlaams Blok worden ingebracht.

De heer Laeremans ten slotte ziet eveneens een tweegevecht in confrontaties tussen twee groepen (voor- en tegenstanders van het Vlaams Blok, Turkse en Koerdische betogers), wat door *de heer Tavernier* wordt betwist.

*
* *

De heer Laeremans geeft vervolgens toelichting bij de amendementen n^{rs} 1960 tot 1968 (Stuk n^r 1084/16). Deze subamendementen op amendement n^r 1757 strekken ertoe in artikel 2 een verwijzing in te voeren naar de artikelen 434 tot 442 van het Strafwetboek, die betrekking hebben op de aanslag op de persoonlijke vrijheid en op de woning, gepleegd door bijzondere personen. Hij denkt in dit verband niet alleen aan recente fenomenen zoals *carjacking* en *homejacking*, maar ook aan de naoorlogse repressie (die volgens hem aan de basis ligt van de wederopstanding van de Vlaamse Beweging) en aan de aanslagen die tegen de woningen van mandatarissen van het Vlaams Blok werden gepleegd.

In antwoord op een bemerking van *de heer Tavernier* geeft de spreker toe dat in één geval (de brandstichting in een lokaal van het Vlaams Blok te Gent) een eigen militant hiervoor verantwoordelijk was. Volgens hem moet elke politieke partij zich hoeden voor onbezonnen acties die door partijmilitanten kunnen worden gepleegd en die tot de intrekking van haar subsidies zouden kunnen leiden.

*
* *

De heer De Man gaat vervolgens in op de subamendementen n^{rs} 1965 tot en met 1985 (Stuk n^r 1084/16), die ertoe strekken te voorzien in de mogelijkheid om politieke partijen financieel te bestraffen nadat zij of hun componenten werden veroordeeld wegens strafbare feiten met betrekking tot de hoofdstukken IV tot VI van titel VIII van het Strafwetboek, zijnde :

— aanslagen op de persoonlijke vrijheid en op de onschendbaarheid van de woning, gepleegd door bijzondere personen;

— des atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes;

— de quelques autres délits contre des personnes.

Ces amendements portent sur des infractions clairement définies, contrairement au sous-amendement n° 1757, qui mentionne « un acte qui crée une discrimination ».

Ces amendements du *Vlaams Blok* sont en outre sous-tendus par l'idée qu'il est essentiel que l'auteur de l'infraction ait été condamné par une juridiction, de manière à ce que chacun sache à quoi s'en tenir.

Selon les auteurs du sous-amendement n° 1757, il reviendra à la commission de contrôle de se prononcer sur les « actes qui créent une discrimination fondée sur le sexe, la race, etc. », après qu'elle aura reçu un avis conforme (non obligatoire) d'un collège de trois magistrats.

Cette procédure permettra à une majorité politique quelconque d'infliger une sanction financière à un parti politique de l'opposition sur la seule base de son programme, ce qui est totalement inadmissible.

Il ne doit être possible d'infliger une sanction financière qu'une fois que les cours et tribunaux ont constaté des infractions clairement définies, telles que les calomnies et les diffamations, dont des membres du *Vlaams Blok* sont régulièrement victimes dans le cadre de campagnes de dénigrement en tous genres.

Le Code pénal ne sera toutefois d'aucune utilité pour ceux qui tentent de priver le *Vlaams Blok* de sa dotation en lui imputant des actes racistes. Aucun tribunal n'a en effet jamais condamné ce parti en raison d'une infraction de ce type. Le *Vlaams Blok* n'a d'ailleurs jamais déposé de propositions de loi ou de décret à caractère raciste.

Cela explique que les auteurs de la proposition de loi optent pour un texte relativement vague, afin de pouvoir accuser le *Vlaams Blok* de racisme en raison d'actes qui font prétendument une distinction fondée sur la race, la couleur, la religion, ... À cet égard, ils font généralement état du programme en 70 points du *Vlaams Blok* pour accuser ce parti de racisme. Ce programme en 70 points n'a pourtant aucun caractère raciste, comme en témoignent ces quelques propositions qui en sont extraites :

1) *Une limitation draconienne du nombre de mosquées*

Le programme ne préconise pas de ne plus ouvrir de mosquées, mais de concentrer les lieux de prière islamiques dans de grands espaces situés en dehors des centres urbains. Il s'avère en effet actuellement que les mosquées situées dans les centres urbains causent des désagréments aux habitants et commencent à constituer une menace pour les droits et libertés de la population indigène.

— aanranding van de eer of de goede naam van personen;

— enige andere wanbedrijven tegen personen.

Het betreft hier duidelijk omschreven misdrijven, hetgeen schril contrasteert met de formulering van subamendement n° 1757 dat het zeer vaag heeft over « een daad die een onderscheid maakt ».

Het is volgens deze subamendementen van het Vlaams Blok daarenboven essentieel dat de pleger van het misdrijf door een rechtscollège werd veroordeeld, zodat iedereen duidelijk weet waar hij of zij aan toe is.

Volgens de indieners van het subamendement n° 1757 zal het aan de controlecommissie toekomen om de « daden die een onderscheid maken op grond van geslacht, ras enz. » te beoordelen, na een eensluidend (met andere woorden niet-bindend) advies van een college van drie magistraten.

Dit biedt een toevallige politieke meerderheid de mogelijkheid een andere politieke partij financieel te bestraffen omwille van haar programma, hetgeen uiteraard volledig onaanvaardbaar is.

Financiële bestraffing mag enkel mogelijk zijn, nadat hoven en rechtbanken duidelijk gedefinieerde misdrijven hebben vastgesteld. Zo bijvoorbeeld het misdrijf van laster en eerroof waarvan leden van het Vlaams Blok geregeld slachtoffer worden ingevolge allerlei lasterlijke campagnes.

Een verwijzing naar artikelen van het Strafwetboek is echter totaal ongeschikt om te trachten de partijdotaties van het Vlaams Blok in te houden op basis van zogenaamd racisme. Deze partij werd immers nog nooit door een rechtbank wegens dit misdrijf veroordeeld. Ze heeft trouwens ook nooit wetsvoorstellen of voorstellen van decreet met een racistische inslag ingediend.

Vandaar het idee van de initiatiefnemers van het wetsvoorstel om de tekst veeleer vaag te houden, met de bedoeling het Vlaams Blok te kunnen beschuldigen van racisme omwille van daden die zagezegd een onderscheid maken op basis van ras, huidskleur, godsdienst en dergelijke. Ze verwijzen in dit verband meestal naar het 70-puntenprogramma van het Vlaams Blok om deze partij van racisme te beschuldigen. Dit 70-puntenprogramma heeft evenwel allesbehalve een racistische draagwijdte. Ten bewijze daarvan enkele voorstellen uit dit programma :

1) *Een drastische beperking van het aantal moskeeën*

Er wordt niet gepleit voor een moskee-stop, maar wel voor de concentratie van islamitische gebedsplaatsen in grote ruimten buiten de stadskernen. Momenteel blijkt immers dat de moskeeën in de stadscentra tot overlast voor de inwoners aanleiding geven en een bedreiging beginnen te vormen voor de rechten en vrijheden van de eigen bevolking.

On peut donc admettre un nombre limité de mosquées — la pratique d'une religion est en effet un droit fondamental de l'homme —, mais il faut en réglementer l'implantation et veiller à éviter tout effet néfaste.

Une réglementation peut se fonder sur l'article 9.2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, lequel est libellé comme suit :

« *La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.* ».

2) L'interdiction d'abattages rituels

Les abattages rituels à domicile font partie des obligations inhérentes à la pratique religieuse de nombreux allochtones résidant dans notre pays.

Cette pratique va toutefois à l'encontre des principes qui régissent notre civilisation européenne, notamment dans le domaine de la protection des animaux.

Il s'impose dès lors de prévoir des restrictions, ce qu'autorise également l'article 9.2 de la CEDH.

Deux arrêtés royaux prévoient du reste déjà une réglementation, puisqu'ils imposent de procéder aux abattages rituels dans un abattoir public.

On constate toutefois que les pouvoirs publics facilitent la transgression de ces dispositions en plaçant, par exemple, à divers endroits de Bruxelles, des conteneurs destinés à la collecte des issues.

3) Enseignement séparé pour les élèves de religion islamique

Chaque enfant a droit à l'enseignement, mais, sur le plan des modalités, certaines limitations sont possibles, conformément à l'article 2 du premier protocole additionnel de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Plusieurs limitations sont du reste d'application dans notre système d'enseignement :

— les étudiants ne peuvent pas répéter leur année d'études un nombre illimité de fois dans la même orientation;

— il existe des examens d'admission destinés à contrôler le niveau des élèves (par exemple, pour l'entrée en première candidature des études d'ingénieur civil).

Tout bien considéré, on peut estimer que de telles mesures entraînent une certaine forme de discrimination entre les élèves.

Pourquoi ne pourrait-on dès lors pas créer un réseau d'enseignement autonome pour les élèves de confession islamique ? Cela permettrait d'élargir l'of-

Een beperkt aantal moskeeën kan dus — de godsdienstbeleving is immers een fundamenteel mensenrecht —, maar enkel op een gereguleerde manier en mits het vermijden van overlast.

Een reglementering kan worden verantwoord door artikel 9.2 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens dat is gesteld in de volgende bewoording :

« *De vrijheid van godsdienst of overtuiging te belijden kan aan geen andere beperkingen zijn onderworpen dan die welke bij de wet zijn voorzien, en die in een democratische samenleving nodig zijn voor de openbare orde, gezondheid of zedelijkheid of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.* ».

2) Het verbod op rituele slachtingen

Rituele slachtingen ten huize zijn een onderdeel van de godsdienstbeleving van vele hier verblijvende allochtonen.

Deze praktijk is echter in tegenstrijd met ons Europees beschavingspatroon, onder meer inzake de bescherming van dieren.

Vandaar dat beperkingen zich opdringen, hetgeen ook in dit geval mogelijk is op basis van artikel 9.2 van het EVRM.

Twee koninklijke besluiten voorzien overigens reeds in een reglementering door de verplichting rituele slachtingen in een openbaar slachthuis te laten plaatsvinden.

Toch stelt men vast dat de overheden hulp verlenen aan het overtreden van deze bepalingen door bijvoorbeeld in Brussel op verschillende plaatsen containers voor slachtafval te plaatsen.

3) Apart onderwijs voor islamitische leerlingen

Ieder kind heeft recht op onderwijs, maar met betrekking tot de modaliteiten zijn beperkingen mogelijk overeenkomstig artikel 2 van het eerste aanvullend protocol bij het EVRM.

In ons onderwijssysteem zijn trouwens meerdere beperkingen van toepassing :

— studenten mogen niet onbeperkt hun jaar in een bepaalde studierichting overdoen;

— er bestaan toelatingsexamens om het niveau van leerlingen vast te stellen (bijvoorbeeld voor kandidaat-burgerlijk ingenieurs).

Op de keper beschouwd kan men stellen dat zulke maatregelen tot een zekere discriminatie tussen leerlingen aanleiding geven.

Waarom zou dan de oprichting van een autonoom onderwijsnet voor islamieten niet kunnen ? Dit zou een verruiming van het onderwijsaanbod betekenen,

fre en matière d'enseignement tout en maintenant la liberté de choix des parents. Cette proposition permettrait de résoudre les problèmes que rencontrent actuellement dans leurs écoles les élèves qui ont des difficultés en matière de connaissance des langues nationales.

M. Van den Broeck ajoute qu'actuellement, l'intention de la communauté islamique de créer son propre réseau d'enseignement soulève une vive controverse aux Pays-Bas.

Les partis traditionnels s'y opposent en arguant que le nombre d'élèves serait insuffisant pour justifier cette création, mais la vraie raison de leur opposition est que cela prouverait l'échec total du modèle néerlandais en matière d'intégration.

4) *L'emploi réservé en priorité aux nationaux*

Au niveau de la fonction publique, ce principe est déjà appliqué de longue date tant en Belgique que dans d'autres États démocratiques.

Ce sont essentiellement les emplois qui impliquent une participation à l'autorité publique qui sont réservés aux nationaux.

À l'heure actuelle, on permet cependant aux ressortissants de l'Union européenne d'accéder à certains emplois et certains souhaitent encore étendre cet accès à d'autres étrangers.

Le principe précité n'est d'ailleurs pas contraire au principe d'égalité étant donné que, selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, il n'est porté atteinte à l'égalité de traitement que si la distinction opérée ne repose pas sur des critères objectifs ou raisonnables et qu'elle n'a pas un objectif légitime.

C'est dans cette optique qu'il peut se justifier de prévoir un prélèvement fiscal pour les employeurs occupant des travailleurs étrangers, l'objectif étant de promouvoir l'emploi en faveur des travailleurs nationaux.

Dans son plan pour l'emploi, le gouvernement établit une distinction en matière de cotisations sociales dues pour les jeunes selon qu'ils sont âgés de moins ou de plus de 26 ans. La réduction des cotisations dues pour les travailleurs les plus jeunes se justifie par l'importance du chômage des jeunes.

M. De Man déclare, en guise de conclusion, que si les amendements du groupe *Vlaams Blok* étaient rejetés, cela prouverait que l'unique objectif est de restreindre la liberté d'expression de ce parti.

En ce qui concerne l'observation de l'intervenant précédent concernant le caractère non contraignant de l'avis que le collège de magistrats doit donner à la commission de contrôle, *M. Vanvelthoven* souligne

evenwel met behoud van de vrije keuzemogelijkheid voor de ouders. Dit voorstel kan echter een oplossing betekenen voor leerlingen die momenteel met taalmoeilijkheden hebben af te rekenen in hun huidige scholen.

De heer Van den Broeck voegt hieraan toe dat momenteel in Nederland een hevige controverse is losgebarsten over de intentie van de islamitische gemeenschap om een eigen scholennet uit te bouwen.

De traditionele politieke partijen zijn daartegen gekant, naar hun zeggen wegens een onvoldoende aantal leerlingen, maar eigenlijk omdat dit plan de totale mislukking van het Nederlandse integratiemodel aantoonst.

4) *Werk voor eigen volk eerst*

In de sector « Ambtenarenzaken » is dit een principe dat reeds zeer lang in België en ook in andere democratieën wordt toegepast.

Vooraf betrekkingen die een deelname aan het openbaar gezag impliceren, zijn voorbehouden voor de eigen onderdanen.

Momenteel worden wel openingen geschapen voor EU-burgers en sommigen wensen dit nog uit te breiden tot andere buitenlanders.

Het principe is trouwens niet in strijd met het gelijkheidsbeginsel, aangezien — volgens de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens — de gelijkheid van behandeling pas wordt geschonden wanneer er voor het gemaakte onderscheid geen objectieve of redelijke rechtvaardiging bestaat en dit onderscheid geen wettig doel nastreeft.

In die optiek kan een fiscale heffing voor werkgevers die buitenlandse werknemers tewerkstellen, worden verantwoord. Doel is de werkgelegenheid voor eigen werknemers te bevorderen.

In het banenplan van de regering maakt men een onderscheid qua sociale bijdragen voor jongeren beneden en boven de 26 jaar. De lagere bijdragen voor de jongere werknemers vinden hun rechtvaardiging in de hoge jeugdwerkloosheid.

De heer De Man besluit met de overweging dat de verworping van de amendementen van de Vlaams Blok-fractie zou bewijzen dat men enkel uit is op het fnuiken van de vrijheid van meningsuiting van deze partij.

Met betrekking tot de opmerking van de vorige spreker nopens het niet-bindende karakter van het door het college van magistraten ten behoeve van de controlecommissie uit te brengen advies, legt *de heer*

que cet avis sera scrupuleusement respecté. Il estime traduire ainsi le point de vue de tous les groupes.

*
* *

En ce qui concerne les *sous-amendements n^{os} 1986 à 2001* (Doc. n^o 1084/16), *M. Annemans* commence par faire observer que les auteurs du sous-amendement n^o 1757 ont estimé devoir faire fi du droit pénal en n'y faisant pas référence dans le texte, mais en y retenant des critères fantaisistes.

Étant donné que ceux-ci ne pourront pas être appréciés par un juge répressif, l'intervenant estime que l'on ne fait aucun cas non plus des tribunaux.

L'intervenant estime que les amendements que les auteurs ont eux-mêmes présentés au texte en question, sont la preuve qu'ils se rendent compte qu'ils ont fait preuve de négligence au niveau de la rédaction.

Il estime dès lors qu'il serait souhaitable de retenir également comme critère les dispositions du Code pénal concernant les délits contre les propriétés et, plus particulièrement, celles ayant trait au vol et à l'extorsion.

Il a en outre l'impression que, dans la problématique du financement public du *Vlaams Blok*, on commence à flairer des relents de la répression de l'immédiat après-guerre.

Étant donné qu'au cours de cette période, des propriétés ont également changé de mains de manière illégitime, les renvois aux dispositions du Code pénal relatives aux délits contre les propriétés ont dès lors bien leur place dans ce texte.

C'est également dans ce contexte qu'il situe l'urgence avec laquelle cette matière doit être à présent traitée et qui prouve que les priorités politiques ont subitement changé. Il demande dès lors expressément que cette disposition — si elle acquiert force de loi — ne puisse pas être appliquée avec effet rétroactif.

L'intervenant estime que la proposition visant à créer un collège d'avis, qui serait une juridiction d'exception, s'inscrit également dans ce contexte.

En guise de conclusion, l'intervenant déclare que le caractère vague du texte de l'amendement n^o 1757, qui permettra de l'utiliser à des fins purement politiques, lui rappelle également la manière dont avaient été conçues les lois destinées à réprimer les auteurs de faits de collaboration.

*
* *

M. Van den Eynde présente les *sous-amendements n^{os} 2002 à 2007* concernant les articles 477 à 477sexies du Code pénal.

Vanvelthoven er de nadruk op dat dit advies nauwgezet zal worden nageleefd. Hij meent dit standpunt te kunnen vertolken namens alle fracties.

*
* *

De heer Annemans wijst er bij de *subamendementen n^{rs} 1986 tot en met 2001* (Stuk n^r 1084/16) vooreerst op dat de indieners van het subamendement n^r 1757 geoordeeld hebben het strafrecht opzij te moeten schuiven door in de tekst niet naar het strafrecht te verwijzen maar uit de lucht gegrepen criteria op te nemen.

Aangezien deze niet door een strafrechter getoetst zullen kunnen worden, werden naar zijn mening eveneens de rechtbanken genegeerd.

Volgens de spreker bewijzen hun eigen amendementen op de bewuste tekst dan ook dat de indieners aanvoelen dat het hier gaat om onzorgvuldig werk.

Daarom acht hij het aangewezen om óók de strafbepalingen betreffende misdrijven tegen de eigendommen en meer bepaald diefstal en afpersing met of zonder geweld als criterium in aanmerking te nemen.

Daarnaast heeft hij de indruk dat er aan de problematiek van de partijfinanciering van het Vlaams Blok een repressiesfeer begint te kleven.

Omdat er tijdens deze periode eveneens eigendommen op onrechtmatige manier van eigenaar wisselden, zijn de strafbepalingen betreffende de eigendomsmisdrijven hier dus op hun plaats.

Ook de hoogdringendheid waarmee deze materie nu moet worden behandeld en waaruit blijkt dat de politieke prioriteiten plots veranderd zouden zijn, situeert hij in deze context; daarom vraagt hij uitdrukkelijk dat deze bepaling — indien zij wet zou worden — niet retroactief gebruikt zal kunnen worden.

Het voorstel om een adviescollege, een uitzonderingsrechtbank, te creëren kadert hij in dezelfde sfeer.

Ten besluite stelt de spreker dat de vaagheid van de tekst van het voorliggend subamendement n^r 1757 die een politieke invulling toelaat, hem ook herinnert aan de wijze waarop de repressiewetten waren geconcipieerd.

*
* *

De heer Van den Eynde stelt de *subamendementen n^{rs} 2002 tot en met 2007* met betrekking tot de artikelen 477 tot en met 477sexies van het Strafwetboek voor.

Ces amendements ont trait au livre II, titre IX, section 2bis « Des vols et extorsions de matières nucléaires », du Code pénal.

Les armes nucléaires constituent en effet une des plus grandes menaces de ce XX^e siècle. Un autre phénomène qui est apparu essentiellement au XX^e siècle et, en particulier, après 1945 est le terrorisme. Ce phénomène s'est mondialisé et se professionnalise de plus en plus.

Les terroristes risquent dès lors d'entrer en possession d'armes nucléaires et de les utiliser à des fins terroristes. Ce risque s'est encore accru depuis l'implosion des systèmes marxistes de l'Europe de l'Est, où un marché noir s'est développé depuis de nombreuses années dans ce domaine. L'insertion d'une section spécifique « des vols et extorsions de matières nucléaires » dans le Code pénal atteste que la peur de ce risque est prise au sérieux.

Si la situation n'est pas encore dramatique en Europe occidentale, ceux qui, de par leur compétence, peuvent exercer une autorité en matière d'armes nucléaires — tels que les militaires et les hommes politiques qui peuvent faire appel à des militaires — n'en ont pas moins une grande responsabilité. Avant qu'une quelconque compétence leur soit attribuée, les services de sécurité les soumettent du reste à des tests de fiabilité très stricts. Il n'en demeure pas moins que ceux qui disposent de l'autorité nécessaire peuvent faire un usage abusif d'armes nucléaires. Si tel était le cas, ce serait bien plus grave que la manifestation, par le *Vlaams Blok*, d'opinions prétendument contraires à ce qui est « politiquement correct ». Les conséquences seraient bien plus graves, tant sur le plan moral que sur le plan physique (dommages corporels et matériels).

Il conviendrait dès lors d'adopter les amendements relatifs à l'usage abusif d'armes nucléaires par le monde politique. Les écologistes, qui sont de farouches adversaires de l'énergie nucléaire, devraient appuyer ces amendements s'ils veulent rester crédibles.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 2008 à 2018 ayant été déclarés irrecevables par le président de la commission (voir I. Procédure), *M. Van den Eynde* poursuit en commentant les sous-amendements n^{os} 2019 à 2023 relatifs aux articles 488 à 490bis du Code pénal.

Ces articles du Code pénal ont trait aux infractions liées à l'état de faillite. De très nombreuses entreprises — essentiellement de petite taille — font faillite par suite de l'inadéquation de la politique mise en œuvre. L'actualité montre que l'État n'est pas non plus épargné. Les faillites donnent d'ailleurs lieu à de multiples infractions. Mais il est plus grave

Deze amendementen hebben betrekking op titel IX, afdeling IIbis van het Strafwetboek, zijnde « Diefstal en afpersing van kernmateriaal ».

Nucleaire wapens behoren inderdaad tot de grootste bedreigingen van deze 20^e eeuw. Een ander fenomeen dat voornamelijk in de 20^e eeuw en dan in het bijzonder in de periode na 1945 is opgedoken, is het terrorisme. Dit fenomeen heeft mondiale proporties aangenomen en is steeds meer op professionele leest geschoeid.

Vandaar het gevaar dat terroristen kernwapens in hun bezit krijgen en deze gebruiken voor terroristische doeleinden. Dat gevaar is des te groter geworden sinds de implosie van de marxistische systemen in Oost-Europa, waar sinds jaren op dat vlak een zwarte markt is ontstaan. Het specifiek inschrijven van « diefstal en afpersing van kernmateriaal » in het Strafwetboek getuigt van het feit dat de angst voor dat gevaar *au sérieux* wordt genomen.

De situatie in West-Europa is nog niet dramatisch maar zij die krachtens hun bevoegdheid gezag kunnen uitoefenen met betrekking tot kernwapens — zoals militairen en politici die op militairen beroep kunnen doen — hebben een zeer grote verantwoordelijkheid. Alvorens hen bevoegdheid wordt toegekend, worden ze trouwens zeer streng door de veiligheidsdiensten op hun betrouwbaarheid getest. Dit neemt niet weg dat zij die het nodige gezag hebben, misbruik kunnen maken van kernwapens. Indien dit het geval zou zijn, is zulks veel erger dan de vermoede opinies van het Vlaams Blok die niet in overeenstemming zouden zijn met het politiek correcte denken. De gevolgen hiervan zouden zowel moreel als fysisch (fysische en materiële schade) veel erger zijn.

Derhalve zouden die amendementen die betrekking hebben op het misbruik van kernwapens door de politieke wereld moeten worden aanvaard. De groenen die als specialist in de strijd tegen kernenergie optreden, zouden hiervoor hun steun moeten verlenen indien zij hun geloofwaardigheid niet aangetast willen zien.

*
* *

Aangezien de subamendementen n^{rs} 2008 tot 2018 door de commissievoorzitter onontvankelijk werden verklaard (zie I. Procedure), vervolgt *de heer Van den Eynde* met de verantwoording van de subamendementen n^{rs} 2019 tot en met 2023 met betrekking tot de artikelen 488 tot en met 490bis van het Strafwetboek.

Deze artikelen van het Strafwetboek handelen over misdrijven die verband houden met het faillissement. Ten gevolge van een verkeerd beleid gaan heel veel — voornamelijk kleine — bedrijven over kop. De actualiteit toont ons aan dat ook de Staat in de malaise deelt. Faillissementen geven trouwens ook aanleiding tot tal van misdrijven. Erg is het echter

encore : quand lors de la faillite d'une entreprise, des hommes politiques qui sont associés à la gestion de celle-ci usent de leur influence politique pour faire traîner la procédure ou faire procéder à des opérations financières qui sont contraires à la législation sur les faillites. C'est donc à juste titre que les sous-amendements à l'examen prévoient de sanctionner un parti qui permet à un de ses membres qui a déjà été condamné par un tribunal de continuer à exercer sa fonction au nom du parti. Dans ce cas, ce parti est en effet complice et donc coresponsable. La sanction consiste à supprimer partiellement ou intégralement la dotation allouée au parti, mais uniquement après que l'infraction au Code pénal a été constatée le plus objectivement possible par un juge. Ce dernier élément fait défaut dans la proposition de loi à l'examen. Bien plus, la proposition de loi témoigne d'un grand mépris à l'égard du pouvoir judiciaire, puisqu'elle prévoit que si un parti ou une de ses composantes est soupçonné de racisme, il peut perdre sa dotation, même si un tribunal l'acquitte ultérieurement pour les mêmes faits.

On réserve par contre un traitement différent au parti qui est condamné au pénal pour certains faits qui ne sont pas de nature à donner lieu à la perte de son financement public. Le système prévu pour le *Vlaams Blok* tient dès lors davantage du règlement de comptes politique que de la constatation d'une infraction à des dispositions du Code pénal.

*
* *

M. Van den Eynde conclut son intervention en précisant la portée des *sous-amendements n^{os} 2024 à 2028* concernant la commission d'infractions aux articles 491 à 495bis du Code pénal.

Ces articles ont trait aux abus de confiance.

L'abus de confiance peut être constaté à des niveaux très divers (abus dans l'intention d'en tirer un profit personnel, abus de bonnes relations, ...). La forme la plus grave d'abus de confiance est celle qui consiste, pour des hommes politiques, à utiliser le prestige associé à leur mandat politique pour obtenir certains avantages dont le simple citoyen ne pourrait bénéficier. Or, le citoyen sait que les hommes politiques peuvent fréquemment compter sur un traitement de faveur et il tente du reste parfois d'en profiter en ayant recours à ces hommes politiques. C'est toutefois l'une des raisons pour lesquelles l'électeur a de moins en moins confiance dans la politique. Le problème essentiel qui se pose actuellement, n'est dès lors pas celui du prétendu racisme ou du caractère antidémocratique ou non de l'idéologie d'un ou de plusieurs partis politiques — le *Vlaams Blok* recueille en effet de nombreux suffrages —, mais bien le fait que l'électeur est confronté à des partis politiques qui se rendent continuellement coupables de

wanneer, in geval van een faillissement van een bedrijf, politici die bij het beheer van het bedrijf betrokken zijn hun politieke invloed aanwenden om hetzij de zaak procedureel te rekken, hetzij financiële verrichtingen die niet overeenstemmen met de faillissementswetgeving te laten uitvoeren. Het is dan ook terecht dat in de subamendementen wordt voorgesteld om een partij te straffen wanneer deze iemand van haar leden — die reeds door een rechtbank gestraft werd — toch nog zijn functie in naam van de partij laat uitoefenen. Die partij is dan immers medeplichtig en dus medeverantwoordelijk. De straf bestaat in het gehele of gedeeltelijke verlies van de partijfinanciering maar slechts nadat de overtreding van het Strafwetboek zo objectief mogelijk werd vastgesteld door een rechter. Dit laatste ontbreekt in dit wetsvoorstel. Meer nog, het wetsvoorstel getuigt van een grote minachting voor de rechterlijke macht, omdat het voorziet dat, indien een partij of één van haar componenten verdacht wordt van zogenaamd racisme, zij haar financiering kan verliezen, zelfs als zij later voor dezelfde feiten door een rechtbank wordt vrijgesproken.

Wordt daarentegen anders behandeld de partij die strafrechtelijk veroordeeld wordt voor bepaalde feiten die niet van die aard zijn dat zij aanleiding kunnen geven tot het verlies van partijfinanciering. De regeling voorzien voor het *Vlaams Blok* geeft dan ook blijk van een politieke afrekening, eerder dan van de vaststelling van een strafrechtelijke overtreding.

*
* *

De heer Van den Eynde besluit met de *subamendementen n^{rs} 2024 tot en met 2028* met betrekking tot de artikelen 491 tot en met 495bis van het Strafwetboek.

Deze artikelen hebben het over het misbruik van vertrouwen.

Misbruik van vertrouwen kan op allerlei niveaus vastgesteld worden (misbruik voor eigen profijt, misbruik voor goede relaties, ...). De ergste vorm van misbruik van vertrouwen bestaat er echter in dat politici het prestige van hun politiek mandaat gebruiken om sommige zaken te bekomen die de gewone burger niet zou kunnen verkrijgen. Maar de burger weet dat politici vaak op een bevoorrechte behandeling kunnen rekenen en maakt daar soms trouwens gebruik van door op diezelfde politici een beroep te doen. Dit is echter wel één van de redenen waarom de kiezer minder en minder vertrouwen heeft in de politiek. Het probleem bij uitstek momenteel is dan ook niet zozeer het probleem van het vermeende racisme of niet-democratische denken van één of andere partij — het *Vlaams Blok* haalt inderdaad heel wat stemmen — maar wel het feit dat de kiezer geconfronteerd wordt met partijen die zich voortdurend aan corruptie bezondigen. De kiezer wenst dat de echte problemen aangepakt worden

faits de corruption. L'électeur souhaite que l'on s'attaque aux vrais problèmes et vote dès lors pour un nouveau parti : le *Vlaams Blok*. Les démocrates traditionnels — qui, depuis des années déjà, disent au citoyen que le *Vlaams Blok* représente le danger suprême — réagissent en agitant certains spectres afin de tenter de faire comprendre à l'électeur qu'il vote mal. Or, en démocratie, l'électeur ne vote jamais mal. Au lieu de lutter contre les prétendus ennemis de la démocratie, les partis démocratiques traditionnels — essentiellement francophones — portent ainsi précisément atteinte à la démocratie. On peut en effet difficilement qualifier de démocratique le fait de priver un parti de sa dotation parce qu'il ne suit pas « la pensée unique ».

*
* *

Mme Colen et consorts présentent les amendements n^{os} 2029 à 2036 (Doc. n^o 1084/16) tendant à remplacer la référence à l'article 160 du Code pénal figurant à l'amendement n^o 1760 par une référence aux articles 496, 497, 497bis, 498, 499, 500, 501 et 501bis du Code pénal.

M. De Man estime qu'une condamnation prononcée du chef d'une des infractions énumérées au livre II, titre IX, section 3 du Code pénal, sous l'intitulé «de l'escroquerie et de la tromperie», devraient pouvoir donner lieu à la sanction financière prévue à l'amendement n^o 10.

Il ressort de l'histoire politique récente qu'il y a tout lieu de craindre que des sanctions devront effectivement être prononcées par suite d'une condamnation pour une des infractions susvisées. Certains hommes politiques sont en effet jugés actuellement par la Cour de cassation. En revanche, aucun tribunal ni aucune cour n'a encore apporté la preuve du prétendu racisme dont son parti est accusé.

*
* *

M. De Man présente les sous-amendements n^{os} 2037 à 2045 (Doc. n^o 1084/16) tendant à modifier le sous-amendement n^o 1757 (Doc. n^o 1084/14) et à y ajouter une référence aux articles 505, 506, 507, 508, 508bis, 508ter, 509, 509bis ou 509ter du Code pénal, au motif qu'il n'appartient pas à une commission de contrôle de se prononcer au sujet de l'admissibilité morale d'opinions exprimées par des adversaires politiques. La commission de contrôle s'érigerait en définitive en un tribunal d'opinions. Un parti politique ne peut être sanctionné qu'à la suite d'une condamnation encourue sur le fondement d'un fait punissable qui lui est reproché.

À titre d'exemple, l'article 505 du Code pénal condamne le fait pour une personne d'avoir recelé, en

en stent bijgevolg voor een nieuwe partij : het Vlaams Blok. De traditionele democraten — die al jarenlang aan de burger zeggen dat het Vlaams Blok het gevaar bij uitstek is — reageren hierop door spoken boven te halen om aan de kiezer duidelijk te maken dat hij verkeerd stemt. In een democratie stemt de kiezer evenwel nooit verkeerd. In plaats van een strijd te leveren tegen de zogenaamde vijanden van de democratie plegen de traditionele democratische partijen — voornamelijk de Franstalige partijen — hierdoor juist een aanslag op de democratie. Immers, een partij van haar financiering berooven omdat zij « *la pensée unique* » niet volgt, kan bezwaarlijk democratisch worden genoemd.

*
* *

Mevrouw Colen c.s. dient de amendementen n^{os} 2029 tot 2036 in (Stuk n^r 1084/16) die ertoe strekken de verwijzing naar artikel 160 van het Strafwetboek in de in amendement n^r 1760 voorgestelde tekst te vervangen door een verwijzing naar respectievelijk artikel 496, 497, 497bis, 498, 499, 500, 501 en 501bis van het Strafwetboek.

De heer De Man is van oordeel dat een veroordeling wegens een van de misdrijven opgesomd in afdeling III van Titel IX van Boek II van het Strafwetboek, waarvan het opschrift luidt « oplichting en bedriegerij », aanleiding zou moeten kunnen geven tot de financiële sanctie waarin amendement n^r 10 voorziet.

De recente politieke geschiedenis leert dat de kans, dat effectief sancties zouden moeten worden uitgesproken wegens een veroordeling tot een van die misdrijven, zeer reëel is. Politici staan overigens op dit ogenblik terecht voor het Hof van Cassatie. Het vermeende racisme dat zijn partij wordt aangewreven is daarentegen nog voor geen enkele rechtbank of hof aangetoond.

*
* *

De heer De Man dient de subamendementen n^{os} 2037 tot 2045 (Stuk n^r 1084/16) in, die ertoe strekken subamendement n^r 1757 (Stuk n^r 1084/14) te wijzigen en er een verwijzing naar de artikelen 505, 506, 507, 508, 508bis, 508ter, 509, 509bis en 509ter van het Strafwetboek aan toe te voegen op grond van het feit dat het een controlecommissie niet toekomt zich uit te spreken over de morele toelaatbaarheid van door politieke tegenstrevers geuite meningen. De controlecommissie zou tenslotte optreden als een opinierechtbank. Een politieke partij kan pas worden bestraft nadat ze wegens een haar toegeschreven strafbaar feit werd veroordeeld.

Zo bepaalt artikel 505 van het Strafwetboek de straffen die kunnen worden opgelegd aan zij die weg-

tout ou en partie, les choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit.

Seuls les faits réprimés par le Code pénal et dont les membres d'un parti politique se sont rendus coupables peuvent donner lieu à la suppression de la dotation publique dont il bénéficie. L'exclusion d'un parti doit être fondée sur des faits précis et non sur des faits vagues. À cet égard, il convient de se référer à l'affaire UNISOP.

Le principe du financement public de chaque parti doit être maintenu aux fins de garantir l'égalité des partis politiques au moment où ils se présentent devant les électeurs et d'éviter toute collusion entre le monde politique et les entreprises privées.

L'intervenant est d'avis que l'objectif de la proposition de loi à l'examen est de mettre sur pied un handicap au détriment du *Vlaams Blok* à l'approche des prochaines élections, en particulier à Bruxelles.

En effet, *le PRL, le PS et le SP* craignent une majoration substantielle de l'électorat du *Vlaams Blok* parce que ce parti dénonce vigoureusement l'augmentation de la criminalité (125 000 délits perpétrés à Bruxelles en 1997), la violence dans les écoles et la ghettoïsation de certains quartiers.

*
* *

M. Laeremans présente les sous-amendements n^{os} 2046 à 2056 (Doc. n^o 1084/16) tendant à modifier le sous-amendement n^o 1757 (Doc. n^o 1084/14) et à y ajouter une référence aux articles 510, 511, 512, 513, 514, 516, 517, 518, 519, 520 et 521 du Code pénal.

L'intervenant se réfère à la motivation reprise sous le sous-amendement n^o 2037 (Doc. n^o 1084/16).

Seuls des faits réprimés par le Code pénal (un incendie criminel par exemple) dont les membres d'un parti politique se sont rendus coupables peuvent entraîner la suppression de la dotation publique dont il est bénéficiaire.

L'intervenant expose que les thèses défendues par son parti visent uniquement à affirmer l'identité de la Flandre.

L'intégration massive des étrangers est de nature à battre en brèche cette identité et à marginaliser les néerlandophones à Bruxelles.

Dans un premier temps, l'octroi du droit de vote aux étrangers ressortissants de l'Union européenne constituera un danger pour la langue flamande à Bruxelles et dans la périphérie.

Dans un deuxième temps, l'intégration des étrangers non européens risque d'évincer un certain nombre de citoyens belges de mandats publics. À titre d'exemple, l'on pourrait assister à l'élection d'un bourgmestre marocain dans une vingtaine d'années à Molenbeek.

genomen, verduisterde of door misdaad of wanbedrijf verkregen zaken of een gedeelte ervan helen.

Alleen de door het Strafwetboek strafbaar gestelde daden en waaraan de leden van een politieke partij zich schuldig hebben gemaakt, kunnen leiden tot de schrapping van haar overheidsdotatie. De uitsluiting van een partij moet stoelen op precieze en niet op vage feiten. Er dient terzake te worden verwezen naar de UNIOP-affaire.

Het principe van de overheidsfinanciering van alle partijen moet worden gehandhaafd teneinde de gelijkheid van de politieke partijen te waarborgen op het ogenblik waarop ze voor de kiezers komen en elke heimelijke overeenkomst tussen de politieke wereld en de privé-ondernemingen te voorkomen.

De spreker is van oordeel dat het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel tot doel heeft, met de verkiezingen in het verschiet, een handicap in het leven te roepen ten nadele van het Vlaams Blok, in het bijzonder in Brussel.

De PRL, de PS en de SP vrezen immers dat het aantal kiezers van het Vlaams Blok aanzienlijk zal stijgen omdat die partij zich heel fors kant tegen de toename van de misdadigheid (in 1997 zijn in Brussel 125 000 misdrijven gepleegd), het geweld in de scholen en het feit dat sommige wijken getto's worden.

*
* *

De heer Laeremans dient de subamendementen n^{rs} 2046 tot 2056 (Stuk n^r 1084/16) in, die tot doel hebben subamendement n^r 1757 (Stuk n^r 1084/14) te wijzigen en er een verwijzing naar de artikelen 510, 511, 512, 513, 514, 516, 517, 518, 519, 520 en 521 van het Strafwetboek aan toe te voegen.

De spreker verwijst naar de verantwoording van subamendement n^r 2037 (Stuk n^r 1084/16).

Alleen de in het Strafwetboek opgenomen feiten waaraan de leden van een politieke partij zich schuldig hebben gemaakt (brandstichting bijvoorbeeld), kunnen leiden tot de opheffing van de overheidsdotatie die zij ontvangt.

De spreker voert aan dat de door zijn partij verdedigde standpunten alleen maar tot doel hebben de Vlaamse identiteit beter tot uiting te doen komen.

De overweldigende toestroom van buitenlanders fnuikt die identiteit en duwt de Nederlandstaligen in Brussel in de verdrukking.

In een eerste fase zal de toekenning van stemrecht aan buitenlandse EU-onderdanen een gevaar betekenen voor het Vlaams in Brussel en in de rand.

In een tweede fase dreigt de integratie van mensen van niet-Europese origine ertoe te leiden dat een aantal Belgische burgers geen toegang meer krijgt tot politieke mandaten. Zo zou het binnen een twintigtal jaar bijvoorbeeld best kunnen dat een Marokkaan tot burgemeester van Molenbeek wordt verkozen.

Ces risques expliquent la politique du retour assortie de primes prônée par le *Vlaams Blok*.

*
* *

M. Lowie présente les sous-amendements n^{os} 2057 et 2058 (Doc. n^o 1084/16) tendant à modifier le sous-amendement n^o 1757 (Doc. n^o 1084/14) et à y ajouter une référence aux articles 521 et 523 du Code pénal.

L'intervenant se réfère à la motivation reprise sous le sous-amendement n^o 2037 (Doc. n^o 1084/16).

L'article 521 du Code pénal appréhende notamment la destruction de constructions appartenant à autrui.

Il y a lieu de se référer à la phrase prononcée par *M. L. Tobback* à l'encontre du *Vlaams Blok* selon lequel il s'agit d'un parti qui doit être combattu par tous les moyens.

L'orateur est d'avis que la suppression de la dotation publique en faveur de son parti constitue un premier moyen et que d'autres moyens plus graves pourraient être adoptés (par exemple, atteinte aux propriétés des membres de son parti).

D. Réunion du 30 novembre 1998

M. Reynders présente un sous-amendement (n^o 3062, Doc. n^o 1084/18) à l'amendement n^o 1757. L'auteur précise que cet amendement tient compte du deuxième avis du Conseil d'État (Doc. n^o 1084/13-96/97), celui-ci, ayant estimé, tout d'abord, que les faits qui donnent lieu à l'ouverture d'une procédure doivent être de nature à constituer une réelle menace pour les droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La deuxième critique concernait essentiellement la procédure. Il était prévu que les partis politiques visés devaient être entendus par la commission de contrôle et, s'il échet, par le collège de magistrats.

MM. Reynders, Detremmerie et Moureaux présentent le sous-amendement n^o 3063 (Doc. n^o 1084/20-96/97) à l'amendement n^o 1757 (Doc. n^o 1084/14-96/97).

M. Reynders précise que ce sous-amendement diffère de l'amendement n^o 3062 (Doc. n^o 1084/18-96/97) sur les points suivants :

— au lieu d'un avis conforme rendu par le collège de magistrats pour être appliqué par la commission de contrôle, il est à présent prévu que le collège statue en tant que juridiction sur les faits qui ont été constatés par la commission de contrôle. En ce qui

Die gevaren liggen aan de basis van het door het Vlaams Blok bepleite terugkeerbeleid met premies.

*
* *

De heer Lowie dient de subamendementen n^o 2057 en 2058 (Stuk n^o 1084/16) in, die ertoe strekken subamendement n^o 1757 (Stuk n^o 1084/14) te wijzigen en er met name een verwijzing naar de artikelen 521 en 523 van het Strafwetboek aan toe te voegen.

De spreker verwijst naar de verantwoording van subamendement n^o 2037 (Stuk n^o 1084/16).

Artikel 521 van het Strafwetboek handelt met name over de vernielingen van gebouwen die aan iemand anders toebehoren.

In dat verband zij herinnerd aan de woorden van de heer *L. Tobback*, volgens wie de strijd tegen een partij als het Vlaams Blok met alle middelen moet worden gevoerd.

Volgens de spreker is de opheffing van de overheidsdotatie ten voordele van zijn partij een eerste middel dat in die strijd wordt aangewend. Het zou wel eens kunnen dat naar andere, ernstigere strijdmiddelen wordt gegrepen (bijvoorbeeld een aanslag op de eigendommen van partijleden).

D. Vergadering van 30 november 1998

De heer Reynders dient subamendement n^o 3062 (Stuk n^o 1084/18) op amendement n^o 1757 in. De heer Reynders licht toe dat het amendement tegemoet komt aan het tweede advies van de Raad van State (Stuk n^o 1084/13-96/97). Namelijk ten eerste dat de feiten waarvoor een procedure wordt aangevat moeten blijken geven van een reële bedreiging voor de rechten en vrijheden voor de mens zoals gedefinieerd in het EVRM.

Het tweede punt van kritiek betrof voornamelijk de procedure, er werd gesteld dat de geviseerde politieke partijen moeten worden gehoord door de parlementaire controlecommissie en desgevallend door het college van magistraten.

Subamendement n^o 3063 (Stuk n^o 1084/20-96/97) wordt door *de heren Reynders, Detremmerie en Moureaux* ingediend op amendement n^o 1757 (Stuk n^o 1084/14-96/97).

De heer Reynders verduidelijkt dat het verschilt van het subamendement n^o 3062 (Stuk n^o 1084/18-96/97) in volgend opzicht :

— in de plaats van een eensluidend advies dat door het college van magistraten wordt uitgebracht om te worden toegepast door de controlecommissie, wordt nu voorzien dat het college als jurisdictioneel rechtcollege beslist over de feiten die door de contro-

concerne la composition du collège, il y a deux possibilités :

- ou bien le collège se compose des présidents des trois plus hautes juridictions du pays : Cour de cassation, Cour d'arbitrage et Conseil d'État;
- ou bien il se compose du président de la Cour d'arbitrage et de deux de ses juges.

Il précise en outre que, dans les deux cas, le collège se prononce en premier et dernier ressort. Il fait observer qu'il serait assez aberrant qu'une décision d'un collège au sein duquel siègent les présidents des trois plus hautes juridictions du pays puisse être réformée en appel par des juges qui relèvent du président du Conseil d'État. Dans la seconde hypothèse, à savoir un collège composé de juges de la Cour d'arbitrage, il paraît tout à fait impensable qu'une décision d'une juridiction « suprême » soit susceptible de recours devant une juridiction administrative.

M. Moureaux précise que le sous-amendement n° 3063 (Doc. n° 1084/20-96/97) diffère du sous-amendement n° 3064 (Doc. n° 1084/20-96/97) en ce qu'il exclut expressément toute possibilité d'appel d'une décision du collège, dans la mesure où il prévoit, en son point 6, que le collège statue en premier et dernier ressort. Le sous-amendement n° 3064 ne le mentionne pas explicitement, mais le résultat sera le même dans la pratique. L'intervenant explique qu'il n'est en effet pas souhaitable que la Cour d'arbitrage, ou du moins la décision de ses juges, soient subordonnées au Conseil d'État, qui n'est qu'une juridiction administrative.

*M. Eerdeken*s précise que, conformément aux sous-amendements n°s 3063 et 3064 (Doc. n° 1084/...-96/97), le collège de magistrats est qualifié de juridiction administrative et n'est donc plus un collège purement consultatif, comme cela était prévu antérieurement. Il estime que les litiges qui trouvent leur origine dans les droits politiques peuvent parfaitement être soustraits au tribunaux par la loi, contrairement aux litiges de droit civil, qui sont exclusivement du ressort des tribunaux. La création d'une juridiction administrative, telle qu'elle est prévue au § 3 des sous-amendements n°s 3063 et 3064 (Doc. n° 1084/20-96/97) ne soulève par conséquent aucune objection de nature juridique.

M. Dewael souligne, au nom du VLD, que les actes de racisme ou de xénophobie doivent être combattus par des moyens légaux, à savoir par une application efficace de la loi de 1981, toute infraction à cette loi étant sanctionnée par les tribunaux ordinaires. Dès lors que l'on constate qu'il est, de fait, difficile de poursuivre de telles infractions parce que l'article 150 de la Constitution prévoit que les délits de presse doivent être jugés par la Cour d'assises, on peut opter pour la correctionnalisation des délits de presse à caractère raciste. Il rejette dès lors l'instauration de toute forme de tribunal d'exception, ainsi que le proposent les propositions à l'examen. Il souli-

lecommissie werden vastgesteld. Wat de samenstelling van het College betreft, laat hij twee mogelijkheden open :

- ofwel wordt het samengesteld door de voorzitters van de drie hoogste rechtscolleges : Hof van Cassatie, Arbitragehof en Raad van State;
- ofwel door de voorzitter van het Arbitragehof en twee van zijn rechters.

Daarenboven stelt hij dat in beide gevallen het college uitspraak doet in eerste en laatste aanleg. Hij licht toe dat het vrij aberrant zou zijn dat een beslissing van een college waarin de voorzitters van de drie hoogste rechtscolleges zetelen, in beroep zou worden herzien door rechters die ressorteren onder de voorzitter van de Raad van State. In het tweede geval, een college samengesteld uit rechters van het Arbitragehof, lijkt het helemaal ondenkbaar dat men tegen een beslissing van een zogenaamd hoogste rechtscollege, in beroep zou kunnen gaan bij een administratief rechtscollege.

De heer Moureaux licht toe dat subamendement n° 3063 (Stuk n° 1084/20-96/97) verschilt van subamendement n° 3064 (Stuk n° 1084/20-96/97) in de mate dat het uitdrukkelijk geen beroepsmogelijkheid tegen een beslissing van het college toelaat, in de mate dat het in punt 6 vermeldt dat het college in eerste en laatste instantie oordeelt. Subamendement n° 3064 vermeldt dit dus niet, maar in de praktijk zal dit op hetzelfde neerkomen. De spreker legt uit dat het immers niet wenselijk is dat het Arbitragehof of althans de rechtspraak van zijn rechters, onder de Raad van State, slechts een administratief rechtscollege, zou worden geplaatst.

*De heer Eerdeken*s verduidelijkt dat het college van magistraten, zoals voorgesteld in de subamendementen n°s 3063 en 3064 (Stuk n° 1084/...-96/97), als een administratief rechtscollege wordt bestempeld in de plaats van een college dat enkel adviezen verstrekt, zoals eerder voorgesteld. Hij meent dat geschillen die voortspruiten uit politieke rechten wel degelijk bij wet aan de rechtbanken kunnen worden onttrokken, in tegenstelling tot de geschillen van burgerlijk recht die bij uitsluiting enkel door rechtbanken kunnen worden beslecht. De creatie van een administratief rechtscollege, zoals voorgesteld in § 3 van de subamendementen n°s 3063 en 3064 (Stuk n° 1084/20-96/97) roept derhalve geen enkel bezwaar van juridische aard op.

De heer Dewael stelt namens de VLD dat daden van racisme en xenofobie moeten worden bestreden met legale middelen, namelijk door een efficiënte toepassing van de wet van 1981, waarbij de overtreding van die wet door gewone rechtbanken worden gesanctioneerd. Wanneer men vaststelt dat *de facto* dergelijke misdrijven moeilijk te vervolgen zijn omdat artikel 150 van de Grondwet voorziet dat persmisdrijven moeten worden behandeld door het Hof van Assisen, kan men opteren voor het correctionaliseren van racistische persdelicten. Hij verwerpt dan ook de invoering van elke vorm van uitzonderingsrechtbank zoals in de voorliggende voorstellen wordt

gne en outre qu'en ce qu'ils prévoient que la procédure ainsi que les modalités de l'audition des intéressés sont fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les sous-amendements constituent une violation flagrante des droits de la défense.

M. De Man demande si la possibilité de recours est effectivement prévue. Si l'on optait à cet égard pour la Cour d'arbitrage, l'intervenant s'interrogerait quant à l'impartialité de cette Cour. Il fait observer que la Cour d'arbitrage est composée en partie de magistrats nommés politiquement et en partie d'anciens députés et sénateurs présentés directement par les assemblées concernées.

M. Tant souligne que l'article 145 de la Constitution permet de confier les contestations qui ont pour objet des droits politiques, par le biais d'une loi ordinaire, à des juridictions administratives, ainsi que le proposent les sous-amendements n^{os} 3063 et 3064.

M. Vanvelthoven juge inadmissible que des partis qui prônent le racisme soient financés par de l'argent public. Toute sanction en la matière doit toutefois être établie par une décision judiciaire, contre laquelle il faut prévoir une possibilité de recours. Il estime dès lors que les sous-amendements n^{os} 3063 et 3064 (Doc. n^o 1084/20) traduisent parfaitement ces principes.

M. Annemans propose de demander l'avis du Conseil d'État sur les derniers sous-amendements (n^{os} 3063 et 3064). Il fait observer que la procédure proposée modifie fondamentalement les propositions antérieures :

1. Les compétences de la Cour d'arbitrage, créée par la loi du 6 janvier 1989, sont considérablement étendues par l'adjonction de compétences juridictionnelles.

2. Les auteurs des sous-amendements n^{os} 3063 et 3064 sont manifestement divisés sur la nature du collège à créer. S'agit-il d'une instance juridictionnelle ou d'une instance administrative ? Dans ce dernier cas, il est d'ores et déjà établi que c'est le Conseil d'État qui fera office d'instance de recours.

E. Réunion des 1^{er} et 2 décembre 1998

M. Reynders et consorts présentent un amendement (n^o 3190, Doc. n^o 1084/21) tendant à insérer un article 15^{ter} dans la loi du 4 juillet 1989 et à adapter les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'État.

La matière devient dès lors bicamérale, conformément à l'article 77 de la Constitution. Lorsqu'un parti politique, par le biais de ses composantes, de ses candidats ou de ses mandataires élus, montre de manière manifeste et à travers plusieurs indices concordants son hostilité envers les droits et libertés garantis par la Convention européenne des droits de l'homme, une chambre bilingue de la section d'administration du Conseil d'État peut décider, à la suite d'une plainte déposée par cinq membres de la com-

geregeld. Hij benadrukt bovendien dat de libellering van de subamendementen die stelt dat de procedure en de wijze waarop de betrokkenen zullen worden gehoord, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zullen worden vastgelegd, de rechten van de verdediging op een flagrante wijze schendt.

De heer De Man vraagt of de beroepsmogelijkheid inderdaad wordt voorzien. Wat de keuze voor het Arbitragehof betreft, rijzen bij de spreker vragen omtrent de onpartijdigheid van dit Hof. Hij wijst erop dat het Arbitragehof deels door politiek benoemde magistraten is samengesteld en deels door oud-kamerleden en senatoren die rechtstreeks door de betrokken assemblees worden voorgedragen.

De heer Tant benadrukt dat artikel 145 van de Grondwet stelt dat geschillen over politieke rechten bij een gewone wet aan administratieve rechtscolleges kunnen worden toevertrouwd, zoals voorgesteld bij de subamendementen n^{rs} 3063 en 3064.

De heer Vanvelthoven meent dat het niet kan dat partijen die racisme bepleiten, worden gefinancierd door overheidsmiddelen. Dergelijke sanctionering moet evenwel door een rechterlijk vonnis worden bepaald en daartegen dient de mogelijkheid tot beroep worden voorzien. Hij meent dan ook dat de voorliggende subamendementen n^{rs} 3063 en 3064 (Stuk n^r 1084/20) deze principes perfect vertalen.

De heer Annemans stelt voor om het advies van de Raad van State over de laatst ingediende subamendementen, n^{rs} 3063 en 3064 te vragen. Hij voert aan dat de voorgestelde regeling een belangrijke wijziging ten gronde aan de voorgaande voorstellen aanbrengt :

1. De bevoegdheden van het Arbitragehof, opgericht bij de wet van 6 januari 1989 wordt aanzienlijk uitgebreid met jurisdictionele bevoegdheden.

2. Blijkbaar is er betwisting in hoofde van de indieners van de subamendementen n^{rs} 3063 en 3064 over de kwalificatie van het in te voeren college : gaat het om een rechtscollege of een administratief college, in het laatste geval staat het dan vast dat de Raad van State als beroepsorgaan zal functioneren ?

E. Vergadering van 1 en 2 december 1998

De heer Reynders c.s. dienen amendement n^r 3190 (Stuk n^r 1084/21) in waarbij, naast de inlating van een artikel 15^{ter} in de wet van 4 juli 1998, tevens de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State worden aangepast.

Om deze reden wordt het een bicamérale materie, zoals bedoeld in artikel 77 van de Grondwet. Wanneer een partij, via een van haar componenten, kandidaten of verkozenen, duidelijk en door middel van verscheidene, met elkaar overeenstemmende tekenen haar vijandigheid toont ten aanzien van de rechten en vrijheden gewaarborgd door het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, kan een tweetalige kamer van de afdeling administratie van de Raad van State op klacht van vijf leden van de Con-

mission de contrôle, de supprimer tout ou partie de la dotation allouée à ce parti. Un pourvoi non suspensif peut être introduit contre la légalité de cette décision à la Cour de cassation.

M. Reynders souligne que cet amendement bénéficie d'une large assise. La plupart des partis démocratiques y ont souscrit.

Il permet d'intervenir rapidement, étant donné qu'il prévoit des délais minimums et maximums, tout en respectant l'ordre juridique existant. Le Conseil d'État et la Cour de cassation sont en effet des composantes du régime constitutionnel belge. L'amendement n'instaure pas de tribunaux d'exception, ainsi que le proposaient d'autres amendements, et il modifie la procédure d'adoption en ce sens que la matière devient bicamérale. Cet amendement remplace tous les amendements présentés par les groupes signataires et qui sont tous retirés.

M. Eerdekens se réjouit que ce large consensus permette d'éviter que le règlement de cette question débouche sur une surenchère communautaire. Pas moins de trois mille amendements, sous-amendements présentés aux textes qui sont à présent retirés, deviennent ainsi sans objet.

M. Tant précise que son groupe a marqué son accord, étant donné que la procédure proposée instaure un contrôle juridictionnel et exclut un contrôle purement politique. De plus, ce contrôle sera exercé par un organe dont les compétences sont déterminées par la loi, et non par un tribunal d'exception. Enfin, la Cour de cassation veille à la légalité de la procédure suivie sans que l'exécution de la décision soit suspendue. L'intolérance ne peut devenir un moyen de lutte politique. La difficulté plus ou moins grande avec laquelle la proposition à l'examen a été élaborée ne permet pas de préjuger de la qualité de la loi qui en résultera.

M. Tavernier appuie l'amendement à l'examen, mais déplore seulement les tours et détours qui ont marqué son élaboration. Il ne faut pas seulement lutter contre le racisme, mais il faut aussi éviter de dresser un groupe contre un autre.

L'argent de la collectivité ne peut être utilisé à cette fin. L'intervenant reste néanmoins partisan d'une révision de l'article 150 de la Constitution. Les délits de presse inspirés par le racisme doivent être correctionnalisés, afin qu'ils puissent être sanctionnés plus facilement.

M. Deleuze se réjouit, lui aussi, du large consensus qui s'est dégagé à propos de l'amendement à l'examen. Il ne faut à présent plus tarder à le couler en texte de loi.

M. du Bus de Warnaffe estime que la procédure proposée a un bon fondement juridique et qu'elle ne porte pas non plus atteinte aux principes de l'État de droit. D'autres procédures pour combattre le racisme et la xénophobie doivent également être mises au point par le biais de propositions déposées à la Chambre et au Sénat.

trolecommissie beslissen dat deze partij haar dotatie geheel of gedeeltelijk wordt ontnomen. Een niet-schorsend wettelijkheidsberoep tegen deze beslissing wordt voor het Hof van Cassatie gebracht.

De heer Reynders onderstreept dat dit amendement een breed draagvlak geniet. Nagenoeg alle democratische partijen hebben het onderschreven.

Het laat toe snel op te treden, vermits minimum- en maximumtermijnen zijn voorgeschreven, maar ook wordt de bestaande rechtsorde gerespecteerd. De Raad van State en het Hof van Cassatie maken immers deel uit van het Belgisch grondwettelijk bestel. Er komen geen uitzonderingsrechtbanken, zoals in andere amendementen werd voorgesteld, en ook wordt de goedkeuringsprocedure gewijzigd in die zin dat ze een bicamérale materie raakt. Dit amendement vervangt alle, door de ondertekenende fracties ingediende amendementen. Deze laatsten worden ingetrokken.

De heer Eerdekens verheugt zich erover dat de brede consensus verhindert dat de regeling zou uitmonden in communautair opbod. Niet minder dan drieduizend amendementen, subamendementen op thans ingetrokken teksten, komen aldus te vervallen.

De heer Tant wijst erop dat zijn fractie haar instemming heeft betuigd omdat de thans voorgestelde regeling een jurisdictionele controle invoert en een louter politieke uitsluit. Bovendien wordt een orgaan waarvan de bevoegdheid wettelijk is vastgelegd, en geen uitzonderingsrechtbank, met deze controle belast. Ten slotte waakt het Hof van Cassatie over de wettelijkheid van de gevolgde procedure zonder dat de uitvoerbaarheid wordt geschorst. Onverdraagzaamheid mag geen politiek strijdmiddel worden. De moeilijkheidsgraad van de bevalling — van het huidige voorstel — zegt niets over de kwaliteit van het kind : de uiteindelijke wet.

De heer Tavernier steunt het thans voorliggende amendement, maar betreurt alleen de kronkelige wijze waarop het tot stand is gekomen. Niet alleen het racisme, ook het ophitsen van een groep tegen een andere, moet met alle middelen worden bestreden.

Allerminst mag hier geld van de gemeenschap voor worden aangewend. De spreker blijft niettemin voorstander van een herziening van artikel 150 van de Grondwet. Racistisch geïnspireerde persmisdrijven moeten gecorrectionaliseerd worden om hun effectieve bestraffing te vergemakkelijken.

De heer Deleuze verheugt zich eveneens over de brede consensus waar het amendement prat op kan gaan. Er moet nu snel gehandeld worden om het ook effectief in wetgeving om te zetten.

De heer du Bus de Warnaffe is van oordeel dat de thans voorgestelde regeling juridisch goed onderbouwd is, maar ook de principes van de rechtsstaat geen geweld aandoet. Ook andere procedures om rassen- en vreemdelingenhaat aan te pakken moeten via voorstellen in Kamer en Senaat op punt worden gesteld.

M. Vanvelthoven énumère les cinq raisons qui ont amené son groupe à appuyer l'amendement en question :

1° ce texte bénéficie du soutien d'une large majorité parlementaire;

2° il répond à l'objection selon laquelle des actes ou des comportements politiques ne peuvent être jugés par un organe politique constitué de concurrents politiques;

3° il ne prévoit pas la constitution d'un tribunal d'exception; le Conseil d'État est, de longue date, le juge impartial du respect des principes de l'État de droit;

4° la Cour de cassation a le dernier mot en cas de violation des procédures et principes établis par la loi;

5° cinq membres de la Commission de contrôle doivent déposer plainte, ce qui signifie que deux groupes politiques au moins doivent s'accorder sur le dépôt ou non d'une plainte.

Mme Van de Castele maintient qu'aucun parti n'a de raison de se sentir particulièrement visé. Malheureusement, la législation en vigueur en matière de lutte contre le racisme et la xénophobie se révèle inopérante. La proposition de loi à l'examen a été motivée par la constatation, faite notamment par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, que des pamphlets à tendance clairement raciste étaient financés au moyen de fonds publics. Un article de la loi relative au financement des partis prévoyait certes déjà qu'un parti ne pouvait transgresser la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais le non-respect de cet article n'entraînait aucune sanction concrète. Ce principe est désormais renforcé étant donné que le non-respect de la convention précitée entraînera une sanction financière. Le groupe auquel appartient l'intervenante n'a jamais marqué son accord sur le fait que les politiques siégeant au sein de la commission de contrôle puissent se prononcer sur des actes politiques.

En revanche, les tribunaux inspirent davantage confiance dans une matière aussi délicate. Il conviendra également d'envisager concrètement d'autres mesures visant le même objectif (notamment la correctionnalisation des délits de presse).

M. De Man passe en revue, amendement après amendement, les événements survenus depuis un an et demi. Ceux qui se montrent aujourd'hui si fiers des nouvelles règles ont multiplié les contorsions. Ce sont eux qui ont ridiculisé l'activité parlementaire aux yeux de l'opinion publique et non la formation politique contre laquelle la proposition de loi est clairement dirigée depuis le début.

Le consensus tellement vanté aujourd'hui est mi-figue, mi-raisin : ou bien un parti n'est pas démocratique et il faut l'interdire en vertu d'une procédure démocratique offrant des garanties démocratiques, ou bien il l'est et il peut participer au processus démocratique au même titre que n'importe quelle autre formation politique. Étant donné que l'on ne

De heer Vanvelthoven geeft in vijf punten aan waarom zijn fractie het voornoemde amendement steunt :

1° het kan bogen op een grote parlementaire meerderheid;

2° het komt tegemoet aan het bezwaar dat politieke daden of gedragingen niet door een politiek orgaan bemand met politieke concurrenten kunnen en mogen worden beoordeeld;

3° er komt geen uitzonderingsrechtbank. De Raad van State is een historisch onpartijdige toetssteen van de rechtsstaat;

4° het Hof van Cassatie heeft het laatste woord wanneer de wettelijke procedures en principes geweld is aangedaan;

5° vijf leden van de Controlemcommissie moeten klacht indienen, wat meteen betekent dat minstens twee fracties het eens moeten worden over het al dan niet indienen van een klacht.

Mevrouw Van de Castele blijft erbij dat geen partij zich specifiek geïsoleerd moet voelen. Jammer genoeg is de bestaande wetgeving ter bestrijding van racisme en xenofobie onefficiënt. De aanleiding tot het voorstel is geweest dat, onder meer door het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding, werd geconstateerd dat pamfletten met duidelijk racistische inslag onrechtstreeks gefinancierd werden met overheidsmiddelen. Weliswaar voorzag de wet op de partijfinanciering reeds in een artikel dat niet kon worden ingegaan tegen het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Het was echter niet afdwingbaar. Door een financiële sanctie te koppelen aan de niet-eerbiediging ervan, wordt dit principe thans versterkt. De fractie van de spreekster is nooit akkoord geweest met het feit dat politici die in de controlemcommissie zetelden uitspraak konden doen over politieke gedragingen.

Daarentegen boezemen de rechtbanken in dergelijke delicate aangelegenheid meer vertrouwen in. Andere procedures met hetzelfde doel — onder meer de correctionalisering van persmisdrijven — moeten ook concreet worden overwogen.

De heer De Man brengt het laatste anderhalf jaar in herinnering, amendement na amendement. Diegenen die nu zo stoer doen over de nieuwe regeling, hebben zich in talloze bochten gekronkeld. Zij hebben het parlementair werk in de ogen van de publieke opinie oneer aangedaan, niet de politieke formatie tegen wie het wetsvoorstel van in den beginne duidelijk gericht is geweest.

De thans zo geroemde consensus is noch vis, noch vlees : ofwel is een partij niet democratisch en wordt ze best verboden volgens een democratische procedure met democratische garanties, ofwel is ze dat niet en kan ze deelnemen aan het democratische spel zoals elke andere politieke formatie. Aangezien men niet kan bewijzen dat het Vlaams Blok een antidemo-

peut pas prouver que le *Vlaams Blok* est un parti antidémocratique, on a recours à des demi-mesures.

Les artifices juridiques sont destinés à masquer des objectifs tortueux d'inspiration politique. On veut détourner l'attention de l'opinion publique de la perte d'influence dont ont souffert certaines formations soi-disant démocratiques. La manière dont ces formations ont agi jusqu'à présent est indigne d'une démocratie parlementaire.

M. Dewael critique sévèrement la disposition proposée qu'il qualifie d'échantillon de haute technologie juridique. Si la loi de 1981 tendant à réprimer le racisme et la xénophobie n'est pas efficace, il faut modifier l'article 150 de la Constitution plutôt que de se livrer à des acrobaties juridiques. Ce n'est pas parce qu'un consensus a subitement pu être dégagé, que la réglementation née de cette unanimité est bonne. La discussion portait encore récemment sur un comité *ad hoc*, composé de magistrats de la Cour d'arbitrage et sur un recours au Conseil d'État. Aujourd'hui, ce dernier est subitement appelé à statuer sur le fond. La saisine du Conseil d'État est soumise à des règles strictes de recevabilité que l'on va superbement ignorer en l'occurrence. Une majorité pourrait tout aussi bien déléguer toutes les compétences légales au Conseil des ministres.

Il est évident que l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, qui garantit notamment le caractère contradictoire des débats et les droits de la défense, est totalement bafoué. Le sort réservé à la Cour de cassation n'est pas meilleur, l'article 134 du Code judiciaire disposant qu'elle ne peut juger que des conflits d'attribution. À présent, elle se voit attribuer en outre une compétence *sui generis* : le pourvoi en cassation contre les arrêts du Conseil d'État. Cela dépasse tout entendement. On impose une contrainte à l'ordre judiciaire de ce pays afin d'atteindre un objectif politique. Les objectifs politiques doivent être poursuivis à l'aide de moyens politiques. Ceux qui entendent combattre les formations politiques à tendance raciste et xénophobe ne font que renforcer ces dernières. L'intervenant représentera son amendement, cosigné par *M. Smets*.

Il met l'accent sur la loi-Moureaux de 1981, sur la correctionnalisation des délits de presse et sur la compétence de la commission de contrôle pour imposer une sanction financière après la condamnation de certains comportements, actes et faits par un tribunal. Selon la formulation de l'amendement à l'examen, un ministre flamand qui a publié une certaine circulaire concernant les facilités pourrait être accusé demain d'hostilité envers les droits et libertés garantis par l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il y a trop d'improvisation en la matière. Le groupe de l'intervenant refuse toute collaboration à cette manière de travailler.

M. Van Hoorebeke ne comprend pas l'acharnement du *Vlaams Blok* contre la réglementation qui est aujourd'hui proposée. Si, comme il l'affirme, ce parti

cratische partij is, zoekt men zijn toevlucht tot halfslachtige sancties. Juridische wangedrochten moeten deze kronkelachtige bedoelingen verhullen. Deze laatsten zijn politiek geïnspireerd. Men wil de aandacht afleiden van het verlies aan invloed die bepaalde, zogenaamd zelfverklaarde democratische formaties, hebben geleden. De wijze waarop totnogtoe tewerk is gegaan, is een parlementaire democratie onwaardig.

De heer Dewael hekelt de thans voorgestelde regeling als een staaltje van justitiële spitstechnologie. Indien de wet van 1981 ter bestraffing van het racisme en de xenofobie niet efficiënt is, moet artikel 150 van de Grondwet worden herzien, eerder dan aan juridische luchtacrobatie te doen. Het is niet omdat plots een consensus is opgedoken in deze materie, dat de regeling die uit dit unanimité is ontsproten ook goed is. Recentelijk werd er nog gediscussieerd over een *ad hoc* comité met magistraten uit het Arbitragehof en een beroep bij de Raad van State. Thans wordt dit laatste orgaan er plots toe geroepen ten gronde te oordelen. Om zaken aanhangig te maken bij de Raad van State gelden strikte ontvankelijkheidsregels. Daar gaat men thans geheel aan voorbij. Een meerderheid zou evengoed alle wettelijke bevoegdheden aan de Ministerraad kunnen delegeren.

Het blijft een feit dat artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dat onder meer voorziet in de tegensprekelijkheid van de debatten en de rechten van de verdediging, totaal wordt genegeerd. Het Hof van Cassatie is geen beter lot beschoren, vermits het volgens artikel 134 van het Gerechtelijk Wetboek alleen uitspraak kan doen over conflicten van attributie. Thans krijgt het een bevoegdheid *sui generis* erbij : cassatieberoep tegen uitspraken van de Raad van State. Dit slaat werkelijk alles. Men forceert de rechterlijke orde van dit land om een politiek doel te bereiken. Politieke doelen moeten met politieke middelen worden nagestreefd. Diegenen die de politieke formaties met racistische en xenofobe inslag willen bestrijden, zullen deze laatsten alleen maar vleugels geven. De spreker zal zijn amendement, mede-ondertekend door *de heer Smets*, opnieuw indienen.

Dat legt de nadruk op de wet van 1981, de zogeheten wet-Moureaux, op de correctionalisering van persdelicten en op de bevoegdheid van de Controlecommissie om een financiële sanctie op te leggen nadat een rechtbank bepaalde gedragingen, daden of feiten heeft bestraft. Zoals het ter bespreking voorliggende amendement is geformuleerd, zou morgen zelfs een Vlaams minister die een bepaalde omzendbrief over de faciliteiten heeft uitgevaardigd, van vijandigheid tegen artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens kunnen worden beschuldigd. Er wordt terzake teveel geïmproviseerd. De fractie van de spreker weigert haar medewerking te verlenen aan deze manier van werken.

De heer Van Hoorebeke begrijpt de verbetenheid van het Vlaams Blok niet tegen de thans voorgestelde regeling. Als deze partij niet racistisch is, wat ze

n'est pas raciste, il n'a rien à craindre de la loi proposée. Le Conseil d'État est une juridiction indépendante qui a déjà souvent fait la preuve de son impartialité, entre autres dans des matières qui touchaient aux intérêts flamands. Il était compréhensible que le *Vlaams Blok* s'oppose à ce qu'il soit statué par des organes politiques tels que la commission de contrôle, voire même la Cour d'arbitrage, qui est en partie composée de politiques. La création d'une juridiction d'exception n'aurait pas été une bonne chose. L'intervention du Conseil d'État offre en revanche la garantie d'une procédure juridiquement correcte et d'un jugement impartial.

*
* *

M. De Man souligne que les sous-amendements présentés par son groupe à l'amendement n° 3190 (Doc. n° 1084/21) ne diffèrent pas l'un de l'autre que par un détail, mais traitent différents aspects de l'amendement n° 3190.

M. Laeremans demande d'entamer la procédure en vue de soumettre l'amendement n° 3190 au Conseil d'État.

Il se demande en effet tout d'abord si la procédure proposée n'est pas contraire à l'article 160 de la Constitution, qui définit le Conseil d'État comme une juridiction administrative et une instance d'avis, mais non comme une composante du pouvoir judiciaire.

Il estime en outre que la procédure proposée est incompatible avec l'article 14 des lois sur le Conseil d'État, en vertu duquel ce Conseil n'est habilité à statuer que sur des actes juridiques administratifs.

Or, l'intervenant constate qu'en vertu de cet amendement, le Conseil d'État devrait faire office de juge ordinaire.

En ce qui concerne le recours à la Cour de cassation dans le cadre de la procédure d'appel, il se demande d'abord si cette solution est compatible avec l'ordre judiciaire existant, étant donné que la Constitution ne subordonne pas le Conseil d'État à la Cour de cassation.

Ensuite, l'intervenant met en doute la compatibilité de l'amendement à l'examen avec l'article 147 de la Constitution : l'amendement prévoit en effet que la Cour intervient directement dans l'appréciation de l'affaire, à moins que le but poursuivi soit que la Cour se borne à casser les décisions prises avant de renvoyer les affaires à un collège institué auprès du Conseil d'État et composé différemment.

M. Eerdekens déplore que le *Vlaams Blok* n'ait apparemment d'autre souci que de tirer le débat en longueur. Ce parti n'a toutefois rien à craindre, puisque ses statuts respectent, du moins en théorie, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. L'article 15ter, § 1^{er}, proposé, ne vise que les

beweert niet te zijn, hoeft ze niets te vrezen van de nieuwe regeling. De Raad van State is een onafhankelijk rechtscollege dat al vaak zijn onafhankelijkheid heeft bewezen, onder meer in materies die de Vlaamse belangen raakten. Het verzet van het Vlaams Blok tegen een oordeel door politieke organen zoals de controlecommissie of zelfs het gedeeltelijk politiek samengestelde Arbitragehof, was begrijpelijk. Ook de invoering van een uitzonderingsrechtbank zou geen goeie zaak zijn geweest. De inschakeling van de Raad van State waarborgt evenwel een juridisch correcte procedure alsook een onpartijdig oordeel.

*
* *

De heer De Man legt de nadruk op het feit dat de door zijn fractie ingediende subamendementen op het amendement n° 3190 (Stuk n° 1084/21) niet slechts in een detail van elkaar verschillen, maar diverse aspecten van het amendement n° 3190 behandelen.

De heer Laeremans vraagt om de procedure op te starten om het amendement n° 3190 aan de Raad van State voor te leggen.

Hij vraagt zich in de eerste plaats immers af of de voorgestelde procedure niet strijdig is met artikel 160 van de Grondwet dat de Raad van State definieert als een administratief rechtscollege en als een adviesverlenende instantie maar niet als onderdeel van de rechterlijke macht.

Daarnaast meent hij dat de voorgestelde werkwijze niet kadert in artikel 14 van de wet op de Raad van State waarbij deze raad slechts geschillen betreffende administratieve rechtshandelingen kan behandelen.

Volgens de spreker zou de Raad van State ingevolge dit amendement echter als een gewone rechter moeten fungeren.

Betreffende het inschakelen van het Hof van Cassatie in de beroepsprocedure van deze materie vraagt hij zich in de eerste plaats af of deze verenigbaar is met de bestaande rechterlijke orde aangezien de Grondwet de Raad van State niet ondergeschikt maakt aan het Hof van Cassatie.

Daarnaast stelt de spreker de verenigbaarheid in vraag van het voorliggende amendement met artikel 147 van de Grondwet : volgens het voorliggend amendement zou het Hof hier immers in de beoordeling van de zaak zelf moeten treden, tenzij het de bedoeling zou zijn dat het Hof slechts genomen beslissingen zou verbreken en de zaken vervolgens naar een anders samengesteld college bij de Raad van State zou terugverwijzen.

De heer Eerdekens betreurt het dat het Vlaams Blok blijkbaar als enige bezorgdheid heeft het eindeloos laten voortduren van het debat. Die partij heeft echter niets te vrezen daar haar statuten, in theorie althans, het EVRM eerbiedigen. Het voorgestelde artikel 15ter, § 1, heeft het enkel over politieke par-

partis politiques qui, par leur propre fait ou par celui de leurs composantes, de leurs listes, de leurs candidats ou de leurs mandataires élus, montrent de manière manifeste et à travers plusieurs indices concordants leur hostilité envers ces droits fondamentaux.

Les manœuvres d'obstruction du *Vlaams Blok* ont suffisamment duré et il est temps de clore le débat. Les amendements présentés par ce parti à l'amendement n° 3190 ne contiennent pas de nouvelles propositions fondamentales et se résument en fait à quelques amendements.

M. Ch. Janssens souligne que l'amendement n° 3190 vise avant tout à lutter contre le racisme et les actes à caractère raciste. Il n'est sous-tendu par aucune arrière-pensée communautaire. Puisque le *Vlaams Blok* maintient qu'il n'est pas un parti raciste, il n'a rien à craindre, même s'il défend un point de vue nationaliste flamand.

M. Van Hoorebeke souligne que l'objectif premier est la lutte contre le racisme et que l'on ne veut pas atteindre le *Vlaams Blok* parce qu'il milite pour l'indépendance de la Flandre. La proposition n'est pas anticonstitutionnelle : l'article 7 des lois coordonnées sur le Conseil d'État dispose que la section d'administration donne des avis motivés ou statue par voie d'arrêts, dans les cas prévus par la présente loi et des lois particulières. Une loi particulière peut donc parfaitement conférer une compétence particulière au Conseil d'État. *M. Van Hoorebeke* estime toutefois qu'il conviendrait de clarifier le rôle de la Cour de cassation.

*
* *

M. Annemans est sidéré par la volte-face du PS, qui a toujours soutenu jusqu'ici que l'unique objectif était d'atteindre le *Vlaams Blok* et dont les représentants prétendent aujourd'hui qu'il s'agit uniquement de combattre le racisme.

L'intervenant estime que l'amendement n° 3190 est le résultat d'une évolution qui est en cours depuis longtemps déjà et qui trouve son origine dans l'obligation qui a été faite au *Vlaams Blok* de prévoir dans ses statuts qu'il s'engage à respecter la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. On avait ainsi espéré semer la discorde dans les rangs du *Vlaams Blok*, ce qui n'a toutefois pas réussi. Le *Vlaams Blok* n'a en effet éprouvé aucune difficulté à prévoir dans ses statuts qu'il s'engage à respecter cette Convention.

Les possibilités de sanction et en tout cas les modalités d'application des sanctions sont difficilement acceptables. Elles sont mêmes contraires à la Convention précitée en ce qui concerne les droits de la défense. Aussi l'amendement n° 3190 inquiète-t-il le *Vlaams Blok*, même s'il présente moins d'imperfections que les textes précédents.

tijen die door eigen toedoen of door toedoen van hun componenten, lijsten, kandidaten of gekozenen, duidelijk en door middel van verscheidene met elkaar overeenstemmende tekenen, aantonen dat zij vijandig staan tegenover die grondrechten.

De obstructie van het Vlaams Blok heeft lang genoeg geduurd en het is tijd om het debat te sluiten. De door die partij ingediende amendementen op het amendement n° 3190 bevatten geen fundamentele nieuwe voorstellen en zijn in werkelijkheid te herleiden tot maar enkele amendementen.

De heer Ch. Janssens benadrukt dat het amendement n° 3190 in de eerste plaats gericht is tegen het racisme en tegen racistische daden. Het is niet communautair geïnspireerd. Wanneer het Vlaams Blok voorhoudt niet racistisch te zijn, hoeft het niets te vrezen, zelfs wanneer het een Vlaams nationalistisch standpunt verdedigt.

De heer Van Hoorebeke onderstreept dat de bestrijding van het racisme voorop staat en men niet het Vlaams Blok wil treffen omdat het een onafhankelijk Vlaanderen nastreeft. Het voorgestelde is niet ongrondwettig : artikel 7 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt dat de afdeling administratie van beredeneerd advies dient of uitspraak doet bij wijze van arresten in de gevallen voorzien bij die gecoördineerde wetten en de bijzondere wetten. Een bijzondere wet kan dus wel degelijk de Raad van State een bijzondere bevoegdheid toekennen. Volgens de heer Van Hoorebeke zou de rol van het Hof van Cassatie wel dienen te worden verduidelijkt.

*
* *

De heer Annemans is hoogst verwonderd over de veranderde houding van de PS die tot nu toe steeds heeft volgehouden dat het enige doel was het treffen van het Vlaams Blok. Nu beweren vertegenwoordigers van de eerstgenoemde partij dat het er alleen maar om te doen is het racisme te treffen.

Volgens de spreker is het amendement n° 3190 het resultaat van een evolutie die reeds lang aan de gang is. De oorsprong lag in de verplichting die aan het Vlaams Blok werd opgelegd het respect van het EVRM in zijn statuten op te nemen. Hiermee had men gehoopt verdeeldheid in de rangen van het Vlaams Blok te scheppen wat echter op een mislukking uitdraaide. Er bestond immers geen enkel probleem voor het Vlaams Blok om de eerbiediging van het EVRM vast te leggen in de partijstatuten.

De sanctioneringsmogelijkheden en zeker de manier waarop de sancties kunnen worden uitgevoerd zijn moeilijk aanvaardbaar. Zij zijn zelf in strijd met het EVRM, zeker wat de rechten van de verdediging betreft. Daarom is het Vlaams Blok ongerust bij wat wordt voorgesteld. Amendement n° 3190 vertoont weliswaar minder gebreken dan de eerdere teksten.

L'on entend instaurer une procédure tout à fait nouvelle, qui requiert en fait l'avis du Conseil d'État. Les arguments déjà invoqués antérieurement dans le cadre du débat pour demander la consultation du Conseil d'État sur d'autres amendements présentés antérieurement peuvent s'appliquer tout autant à l'amendement n° 3190.

Cet amendement érige d'ailleurs le Conseil d'État en une espèce de tribunal répressif de première instance. Il n'apporte en outre pas suffisamment de précisions concernant les possibilités de recours devant la Cour de cassation.

Le respect de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne pose aucun problème au *Vlaams Blok*. Ce parti est surtout préoccupé par l'instauration d'un régime d'exception et la création d'une juridiction d'exception. Il est juridiquement absurde d'accorder au Conseil d'État des compétences dans cette matière. L'amendement n° 3190 est en fait une proposition entièrement et fondamentalement nouvelle à laquelle il faudrait consacrer un débat approfondi. Le parti de M. Annemans s'oppose en tout cas à une mise aux voix qui serait imposée.

La proposition contenue dans l'amendement n° 3190 pose un certain nombre de problèmes. C'est ainsi que l'adaptation des lois coordonnées sur le Conseil d'État semble être une solution de facilité. Cette législation peut en effet être modifiée par une loi ordinaire, contrairement aux dispositions relatives aux compétences de la Cour d'arbitrage, qui ne peuvent être modifiées que par une loi spéciale.

Le texte de l'amendement contient un certain nombre d'imprécisions qui, lorsqu'il s'agira d'appliquer par la suite la loi proposée, généreront inévitablement des problèmes d'interprétation. Qu'entend-on, par exemple, à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} de l'article 15^{ter}, par « par son propre fait » ou par « composantes » d'un parti ? Il faut se garder d'oublier qu'un parti n'existe pas en tant que notion juridique en droit belge, sauf dans les dispositions pénales de la législation relative au financement des partis.

Le membre de phrase « à travers plusieurs indices concordants » laisse supposer qu'il faudra que plusieurs cas d'infraction (pamphlets, interviews, etc.) soient constatés pour justifier une sanction. Ces différents indices devront-ils être le fait d'un même parti et d'un même mandataire ? Le texte pêche également par imprécision en ce qui concerne la manière de démontrer l'hostilité d'un parti envers les droits et libertés garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La fonction accordée à la Commission de contrôle et le caractère exécutoire de l'arrêt du Conseil d'État soulèvent également des questions. Le Conseil d'État joue manifestement un rôle subalterne par rapport à la Commission de contrôle, qui est chargée de l'exécution de l'arrêt.

Men beoogt een totaal nieuw regime in te voeren waarover een advies van de Raad van State in feite noodzakelijk is. De reeds eerder in het debat gebruikte argumenten om de Raad van State te raadplegen, over andere en eerder ingediende amendementen, gelden nu evengoed ten aanzien van amendement n° 3190.

Volgens het amendement wordt de Raad van State zelf overigens een soort strafrechtbank in eerste aanleg. Over de beroepsmogelijkheid bij het Hof van Cassatie bestaat onvoldoende duidelijkheid.

Het EVRM stelt voor het Vlaams Blok geen problemen. De partij tilt vooral zwaar aan het uitzonderingsregime en de uitzonderingsrechtbank die in het leven worden geroepen. Juridisch houdt het geen steek de Raad van State in deze aangelegenheid een bevoegdheid toe te kennen. Het amendement n° 3190 is in feite een volledig en fundamenteel nieuw voorstel waarover eerst opnieuw een grondige bespreking moet worden gehouden. De partij van de heer Annemans verzet zich in elk geval tegen een stemming die zou worden opgelegd.

Het bij amendement n° 3190 geformuleerde voorstel roept een aantal vragen op. Zo lijkt de techniek van de aanpassing van de gecoördineerde wetten op de Raad van State op een gemakkelijksoplossing. Die wetgeving kan immers bij gewone wet worden gewijzigd, in tegenstelling tot een wijziging van de bevoegdheid van het Arbitragehof waarvoor een bijzondere wet noodzakelijk is.

De tekst van het amendement bevat een aantal onduidelijkheden die bij een latere toepassing hoogstwaarschijnlijk voor de nodige interpretatieproblemen zullen zorgen. Wat bedoelt men bijvoorbeeld met « door eigen toedoen » of de « componenten » van een partij, in het eerste lid van § 1 van artikel 15^{ter} ? Er mag niet uit het oog worden verloren dat een partij, als juridisch begrip, niet bestaat in het Belgisch recht, op de strafrechtelijke bepalingen in de wetgeving op de partijfinanciering na.

Van de zinsnede « door middel van verscheidene, met elkaar overeenstemmende tekenen » kan men vermoeden dat meer dan één geval van overtreding noodzakelijk is (bijvoorbeeld pamfletten, interviews en dergelijke). Moeten die verscheidene tekenen afkomstig zijn van eenzelfde partij en van eenzelfde mandataris ? Hetzelfde verwijt van vaagheid geldt voor het aantonen « dat ze vijandig staat tegenover de rechten en vrijheden » die gewaarborgd worden door het EVRM.

Er rijzen ook vragen over de functie toegekend aan de Controlecommissie en het uitvoerbare karakter van het arrest van de Raad van State. Blijkbaar speelt de Raad van State een ondergeschikte rol in vergelijking met de Controlecommissie die belast wordt met de uitvoering van de uitspraak.

Le fait que le dépôt d'une plainte au Conseil d'État doive être appuyé par cinq membres de la Commission de contrôle exclut que le *Vlaams Blok* puisse déposer une plainte contre le FDF. Cette disposition fait en fait du *Vlaams Blok* le seul parti susceptible d'être « jugé ».

La disposition de l'article 15ter, § 1^{er}, alinéa 2, prévoyant que la plainte doit indiquer, « le cas échéant », le mode de financement de l'acte incriminé, est également formulée de manière ambiguë sur le plan juridique. L'exposé fait gratuitement tombe-t-il également sous l'application de cette disposition ou bien celle-ci ne s'applique-t-elle qu'aux actes rémunérés ? Vise-t-on n'importe quel écrit financé ou des publications de grande diffusion ?

Le § 2 de l'article 15 proposé appelle en tout cas certains éclaircissements. Bien que le texte prévoie que le pourvoi devant la Cour de cassation n'est pas suspensif, il n'est pas établi avec suffisamment de clarté si cette Cour statue en tant qu'instance de cassation ou en tant qu'instance de recours.

Le § 3 du même article prévoit que la procédure ainsi que les modalités d'audition des intéressés sont fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Il s'agit d'un procédé totalement antidémocratique, dans la mesure où il permettrait à une majorité gouvernementale fortuite de s'ingérer dans une matière aussi importante que les droits de la défense.

M. Annemans en conclut qu'il existe suffisamment de motifs pour reporter l'examen de l'amendement proposé afin de se ménager un temps de réflexion.

*
* *

M. Laeremans souligne que la nouvelle compétence du Conseil d'État lui inspire une certaine méfiance. Ce Conseil s'acquittera-t-il de sa nouvelle mission avec l'objectivité requise ? De plus, l'article 160 de la Constitution prévoit que le Conseil d'État se borne à statuer par voie d'arrêt en tant que juridiction administrative et à donner des avis dans les cas déterminés par la loi. Or, selon la disposition proposée, le Conseil d'État serait compétent pour imposer, par voie d'arrêt, une sorte de sanction financière, ce que l'on ne peut certainement pas considérer comme un litige administratif ou un litige d'administration. Il en résulte que la disposition proposée est contraire à la Constitution.

L'alliance de tous les partis francophones contre le *Vlaams Blok* résulte du fait qu'ils commencent à considérer ce parti comme dangereux sur le plan communautaire, surtout dans la capitale.

L'affirmation selon laquelle le *Vlaams Blok* serait hostile à la CEDH ne repose sur rien. L'intervenant rappelle les observations formulées par le Conseil d'État à propos des propositions antérieures, qui n'étaient manifestement pas toujours en parfaite conformité avec la CEDH. L'amendement n° 3190

Het vereiste akkoord van de vijf leden van de Controlemcommissie om een klacht bij de Raad van State in te dienen, maakt dat een klacht indienen tegen het FDF onmogelijk wordt voor het Vlaams Blok. Door die bepaling wordt het Vlaams Blok in feite de enige partij die in aanmerking komt om te worden « berecht ».

Juridisch onduidelijk geformuleerd is ook de verwijzing in het voorgestelde artikel 15ter, § 1, tweede lid, naar de vermelding in de klacht « in voorkomend geval » van de wijze waarop de betwiste daad werd gefinancierd. Valt het houden van een onbetaalde toespraak onder die bepaling of gaat het alleen om daden waarvoor men wordt betaald ? Bedoelt men om het even welk gefinancierd geschrift of massaal verspreide edities ?

De tweede paragraaf van het voorgestelde artikel 15 vereist in elk geval opheldering. Hoewel de tekst bepaalt dat de voorziening bij het Hof van Cassatie niet schorsend is, is onvoldoende duidelijk of dit Hof oordeelt als cassatie-instantie of als een tweede aanleg (beroepsinstantie).

De derde paragraaf van hetzelfde artikel bepaalt dat de procedure alsmede de wijze waarop de betrokkenen worden gehoord, worden vastgelegd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Dit is een volledig ondemocratisch procédé omdat een toevallige regeringsmeerderheid op die manier zeggenschap krijgt over een zodanig belangrijke aangelegenheid als de rechten van de verdediging.

Volgens de heer Annemans zijn er voldoende gronden om de bespreking van het voorgestelde amendement voor een bezinningsperiode uit te stellen.

*
* *

De heer Laeremans onderstreept dat hij enigszins argwanend staat ten opzichte van de nieuwe bevoegdheid van de Raad van State. Zal die met de nodige objectiviteit zijn nieuwe opdracht uitvoeren ? Bovendien bepaalt artikel 160 van de Grondwet dat de Raad van State enkel als administratief rechtscollege uitspraak doet bij wege van arrest en advies geeft in de door de wet bepaalde gevallen. Volgens het voorgestelde zou de Raad van State bevoegd worden om, bij arrest, een soort van financiële straf op te leggen wat zeker niet als een administratief geschil of geschil van bestuur te omschrijven is. Hieruit volgt dat het voorgestelde strijdig is met de Grondwet.

De gelijkgezinde houding van alle Franstalige partijen tegen het Vlaams Blok vloeit voort uit het feit dat zij het op communautair vlak als gevaarlijk beginnen te beschouwen, zeker in de hoofdstad.

De bewering dat het Vlaams Blok tegen het EVRM gekant is, berust op niets. De spreker herinnert aan de opmerkingen die de Raad van State formuleerde bij de eerdere voorstellen die blijkbaar zelf niet steeds volledig in overeenstemming waren met het EVRM. Het huidige amendement n° 3190 echter ver-

comporte toutefois aussi une incompatibilité en la matière : un parti politique assume pour ainsi dire le rôle du ministère public, ce qui peut être considéré comme une violation de l'article 6 de la CEDH (violation du droit à un procès équitable). Cette compétence devrait être confiée à un procureur général.

Toute peine doit être établie explicitement par la loi. Or, l'amendement ne définit pas clairement l'infraction. On crée de vagues notions telles que l'« hostilité » envers les droits fondamentaux garantis.

La jurisprudence relative à l'application de la CEDH est particulièrement fournie et ne peut l'ignorer purement et simplement. Les auteurs de l'amendement n° 3190 risquent d'être eux-mêmes sanctionnés pour violation de cette convention.

Si le *Vlaams Blok* s'engage à respecter les dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, ce n'est pas pour des raisons d'opportunité, mais en raison de son contenu. L'amendement en question porte sur toutes les dispositions de cette Convention et pas seulement sur le racisme. L'intervenant craint en tout cas que le Conseil d'État donne de certains droits fondamentaux une interprétation qui s'écarte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.

M. Tavernier estime qu'il est parfaitement possible de vérifier si les programmes des partis comportent des éléments racistes. L'amendement ne crée pas de nouveaux concepts mais fait référence à des lois et des conventions existant dans le domaine des droits fondamentaux.

M. Laeremans estime que jusqu'à présent, l'on ne dispose pas de preuves concrètes attestant que le *Vlaams Blok* est un parti raciste. Son parti souscrit entièrement aux droits fondamentaux garantis dans la Convention précitée, de sorte que la proposition en question devient *de facto* superflue. La Convention précitée reconnaît en effet des droits fondamentaux à toutes les personnes, même aux étrangers.

L'intervenant passe ensuite en revue les droits fondamentaux inscrits dans le titre I^{er} de la Convention précitée (articles 2 à 18) et précise que son parti les respecte et ne les viole en aucun cas. Il s'agit notamment du droit à la vie, de l'interdiction de la torture, de l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé, du droit à la liberté et à la sûreté, du droit à un procès équitable, du principe qui veut qu'il n'y ait pas de peine sans loi, du droit au respect de la vie privée et familiale, de la liberté de pensée, de conscience et de religion, de la liberté de réunion et d'association, du droit de se marier et de l'interdiction d'établir des discriminations.

*
* *

M. De Man est surtout préoccupé par l'article 15^{ter}, § 3, proposé, qui permet à une majorité fortuite

toont terzake ook een strijdigheid : een politieke partij neemt als het ware de rol van openbaar ministerie op, wat als een schending van artikel 6 van het EVRM kan worden beschouwd (schending van het recht op een eerlijk proces). Die bevoegdheid zou aan een procureur-generaal moeten worden toevertrouwd.

Een straf moet expliciet door een wetsbepaling worden vastgelegd. In het amendement bestaat er evenwel onduidelijkheid over de overtreding. Men creëert vage begrippen als « vijandigheid » tegenover de gewaarborgde grondrechten.

De rechtspraak bij toepassing van het EVRM is bijzonder uitgebreid en mag niet zondermeer worden genegeerd. De indieners van het amendement n° 3190 lopen het risico zelf te worden afgestraft voor een schending van dit verdrag.

Het Vlaams Blok onderschrijft de naleving van de bepalingen van het EVRM niet om opportunititeitsredenen maar om zijn inhoud. Het amendement heeft het over alle bepalingen van het EVRM en niet alleen over racisme. De spreker is er in elk geval voor bevreesd dat de Raad van State misschien een interpretatie aan bepaalde grondrechten zal geven, die afwijkt van de rechtspraak van het Hof voor de rechten van de mens te Straatsburg.

Volgens *de heer Tavernier* is het zeker mogelijk partijprogramma's te controleren op het voorkomen van racistische stellingen. Het amendement creëert geen nieuwe begrippen maar verwijst naar de bestaande wetten en verdragen op het gebied van de grondrechten.

De heer Laeremans meent dat er tot op heden geen concrete bewijzen bestaan dat het Vlaams Blok een racistische partij zou zijn. Zijn partij onderschrijft volledig de in het EVRM gewaarborgde grondrechten wat het voorgestelde dan ook *de facto* overbodig maakt. De fundamentele mensenrechten gelden voor allen, ook voor vreemdelingen.

De spreker overloopt vervolgens de grondrechten die opgenomen zijn in titel I van het EVRM (artikelen 2 tot 18) en preciseert dat zijn partij ze naleeft en in geen geval schendt. Het gaat onder meer om het recht op leven, het verbod van foltering, het verbod van slavernij en dwangarbeid, het recht op vrijheid en veiligheid, het recht op een eerlijk proces, het principe van geen straf zonder wet, het recht op eerbiediging van privé-, familie- en gezinsleven, de vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst, de vrijheid van vergadering en vereniging, het recht te huwen en het verbod op discriminatie.

*
* *

De heer De Man is vooral bezorgd over de tekst van § 3 van het voorgestelde artikel 15^{ter}, die de moge-

de limiter les droits de la défense. Il ne s'agit là de rien d'autre que d'une forme d'arbitraire. Il n'est pas impensable que l'on sache d'ores et déjà qui seront les coupables.

Les motifs d'inquiétude demeurent, bien que d'autres partis prétendent que la proposition de loi n'est pas dirigée contre le *Vlaams Blok*. L'objectif est bel et bien de couper les vivres à ce parti.

Par ailleurs, il est également question de correctionnaliser les délits de presse. Ce sont les tracts qui sont visés par cette mesure. Or, si les cours d'assises ont été choisies pour connaître des délits de presse, c'était précisément, d'un point de vue historique, pour protéger les pamphlets politiques.

La prochaine étape dans la stratégie de lutte contre le *Vlaams Blok* consistera à s'en prendre aux dotations qui lui sont accordées et au droit d'éligibilité.

En conclusion, l'intervenant considère que la commission effectue un travail de très mauvaise qualité et émaillé de « gaffes légistiques », singulièrement celle consistant à prévoir un pourvoi en cassation contre l'arrêt du Conseil d'État.

*
* *

M. Van den Eynde relève que le seul point positif de l'amendement n° 3190 réside dans le fait qu'il n'énonce aucune disposition de nature rétroactive. Pour le reste, il s'agit d'une législation purement inquisitoriale.

En effet, elle confère aux cinq membres de la commission de contrôle le pouvoir discrétionnaire de déposer des plaintes devant le Conseil d'État lorsqu'un parti ou l'un de ses membres « montre » de manière manifeste son hostilité envers les droits et libertés fondamentaux, ce qui revient à leur attribuer sans réserve le monopole de la démocratie. L'orateur y voit, en point de mire, un danger de dérive totalitaire visant à entraver la marche du parti arbitrairement considéré comme étant « le plus mauvais des mauvais ».

L'intervenant martèle que le *Vlaams Blok* est le seul parti non raciste puisque les cours et tribunaux n'ont, en aucune circonstance, été en mesure de réprimer le moindre fait, geste ou élément programmatique de l'un de ses membres depuis l'entrée en vigueur de la loi « Moureaux ».

Aucun programme élaboré par les autres partis ne fut soumis à un examen critique au regard de la loi précitée.

Les objectifs recherchés par les auteurs de l'amendement n° 3190 visent à battre en brèche la stratégie du *Vlaams Blok* tendant à accroître les pouvoirs des

likheid biedt aan een toevallige meerderheid om de rechten van de verdediging in te perken. Dit is in feite niets anders dan een vorm van willekeur. Het is niet ondenkbaar dat nu reeds vastligt wie de schulden zullen zijn.

Redenen tot ongerustheid blijven bestaan niettegenstaande andere partijen volhouden dat het geen voorstel tegen het Vlaams Blok is. De bedoeling is wel degelijk het Vlaams Blok te treffen in zijn financiële middelen.

In dit opzicht wordt ook gesproken van de correctionalisering van persmisdriften. Hierdoor worden pamfletten geviséerd. Met het toevertrouwen van de beoordeling van persmisdriften aan een assisenjury bedoelde men, historisch, echter juist politieke pamfletten te beschermen.

Een volgende stap in de strategie tegen het Vlaams Blok bestaat in de aantasting van de toegekende dotaties en het verkiesbaarheidsrecht.

Tot besluit vindt de spreker dat de commissie een uitermate ondeugdelijk werkstuk aflevert dat bulkte van de « wetgevingstechnische blunders », zoals inzonderheid de passage die bepaalt dat tegen het arrest van de Raad van State een voorziening in cassatie mogelijk is.

*
* *

Volgens *de heer Van den Eynde* is het enige positieve in amendement n° 3190 dat het geen enkele bepaling met terugwerkende kracht bevat. Voor het overige is dit zuiver inquisitoriale wetgeving.

Ze verleent de vijf leden van de controlecommissie immers de discretionaire bevoegdheid om bij de Raad van State een klacht in te dienen wanneer een partij of een van haar leden duidelijk « aantoont » dat ze vijandig staat tegenover de fundamentele rechten en vrijheden, wat erop neerkomt dat hen zonder voorbehoud het monopolie op de democratie wordt verleend. De spreker ziet daarin in de allereerste plaats een gevaar voor een totalitaire ontsporing, bedoeld om de opmars te stuiten van de partij die volstrekt willekeurig wordt beschouwd als « de slechtste onder de slechte ».

De spreker hamert erop dat het Vlaams Blok de enige niet racistische partij is aangezien de hoven en rechtbanken sinds de inwerkingtreding van de wet « Moureaux » nimmer in staat zijn gebleken ook maar het minste feit, gebaar of programmapunt van een van haar leden te bestraffen.

Met de voormelde wet als toetssteen werd nooit enig programma van de overige partijen aan een kritisch onderzoek onderworpen.

Het is de bedoeling van de indieners van amendement n° 3190 de strategie van het Vlaams Blok onderuit te halen, want die is erop gericht de Vlamin-

Flamands à Bruxelles et à porter atteinte aux principes de tolérance et de liberté de penser et d'opinion.

À cet égard, les autres partis flamands se rendent complices de l'ensemble de la classe politique francophone et, dès lors, trahissent la Flandre.

En dépit de l'adoption de cette proposition de loi, la lutte du *Vlaams Blok* continuera au nom de tous les nationalistes flamands.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 3756 à 4171 à l'amendement n^o 3190 sont rejetés à l'unanimité.

Les articles 1^{er}, 2 et 3 de l'amendement n^o 3190 de même que l'ensemble de l'amendement n^o 3190 tendant à remplacer la proposition de loi sont adoptés à l'unanimité (voir aussi Doc. n^o 1084/23).

L'ensemble des autres amendements sont dès lors sans objet.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

<i>Le rapporteur,</i>	<i>Le président,</i>
R. DELATHOUWER	Ch. JANSSENS

gen in Brussel meer macht te geven, en voorts de beginselen van verdraagzaamheid en vrije meningsuiting aan te tasten.

In dat opzicht werpen de overige Vlaamse partijen zich op tot medeplichtigen van de hele Franstalige politieke klasse en plegen ze bijgevolg verraad tegen Vlaanderen.

Niettegenstaande dit wetsvoorstel zal worden aangenomen, zet het Vlaams Blok zijn strijd voort namens alle Vlaams-nationalisten.

*
* *

De subamendementen n^{rs} 3756 tot 4171 op amendement n^r 3190 worden eenparig verworpen.

De artikelen 1, 2 en 3 van amendement n^r 3190, alsmede het gehele amendement n^r 3190 ertoe strekkende het wetsvoorstel te vervangen, worden eenparig aangenomen (zie ook Stuk n^r 1084/23).

Alle andere amendementen komen daardoor te vervallen.

*
* *

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

<i>De rapporteur,</i>	<i>De voorzitter,</i>
R. DELATHOUWER	Ch. JANSSENS